CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983
(65^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

2^e Séance du Mercredi 10 Novembre 1982.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTÉ DE M. LOUIS MERMAZ

1. — Questions au Gouvernement (p. 7018).

INDEMNISATION DES VICTIMES DES RÉCENTES TEMPÊTES (p. 7018).

MM. Emmanuel Aubert ; Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; Bonrepaux, Balmigère.

SITUATION DE L'EMPLOI DANS L'ENTREPRISE PECHINEY-UGINE-KUHLMANN EN SAVOIE (p. 7019).

MM. Barnier ; Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie.

INVASION DES LOCAUX DU RECTORAT DE L'ACADEMIE ORLÉANS-TOURS PAR DES MAÎTRES AUXILIAIRES (p. 7019).

MM. Charié ; Savary, ministre de l'éducation nationale.

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE (p. 7020).

Mme Florence d'Harcourt ; M. Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DU S.M.I.C. (p. 7020).

MM. Delisle ; Mauroy, Premier ministre.

UTILISATION DU MINÉRAI DE FER (p. 7021).

MM. Dréuin ; Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie.

INTERNES DES HÔPITAUX DE LA RÉGION SANITAIRE DE PARIS (p. 7022).

MM. Louis Lareng ; Savary, ministre de l'éducation nationale.

IMPÔT SUR LES GRANDES FORTUNES (p. 7023).

MM. Douyère ; Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

RÉSEAUX CÂBLÉS DE TÉLÉCOMMUNICATION (p. 7023).

MM. Germon ; Alexanderu, ministre des P.T.T.

DETTE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE (p. 7023).

MM. François d'Aubert ; Delors, ministre de l'économie et des finances.

DÉVELOPPEMENT DU PROTECTIONNISME (p. 7025).

MM. Gilbert Gantier ; Delors, ministre de l'économie et des finances.

INDEMNISATION DES VICTIMES DES RÉCENTES TEMPÊTES (p. 7027).

M. Balmigère.

RELANCE DE LA POLITIQUE CHARBONNIÈRE (p. 7027).

MM. Joseph Legrand ; Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie.

POLITIQUE MONÉTAIRE DES ÉTATS-UNIS (p. 7027).

MM. Montdargent ; Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

2. — Rappel au règlement (p. 7028).

MM. Soisson ; Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 7028).

PRÉSIDENTÉ DE M. GUY DUCOLONÉ

3. — Loi de finances pour 1983 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 7029).

Intérieur et décentralisation (suite).

M. le président.

MM. Charles Millon,
Julien,

M^{me} Osselin,
M. Germon.

M. Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

M. le président.

Réponses de M. le ministre d'Etat et de M. le secrétaire d'Etat aux questions de :

MM. Maisonnat, Barthe, Durr, Lauriol, Durr, Frédéric-Dupont, Robert-André Vivien, Gatel, Jalton, Mme Cachaux, Germon, Germon, Jean-Pierre Michel, Jean-Pierre Michel, Wacheux, Massot, Frédéric-Dupont, Barnier, Robert-André Vivien.

Etat B.

Titre III (p. 7042).

Amendement n° 128 de M. Charles Millon: MM. Ligot, Laignel, rapporteur spécial de la commission des finances; le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption du titre III.

Rappel ou règlement (p. 7043).

M. Robert-André Vivien.

Reprise de la discussion budgétaire (p. 7043).

Titre IV (p. 7043).

Amendement n° 129 de M. Charles Millon: MM. Ligot, le rapporteur spécial, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption du titre IV.

Etat C.

Titre V. — Adoption (p. 7043).

Titre VI (p. 7043).

L'amendement n° 137 de M. Fèvre n'est pas soutenu. Adoption du titre VI.

Articles 61 et 62. — Adoption (p. 7043).

Après l'article 62 (p. 7043).

Amendement n° 130 du Gouvernement: MM. le ministre d'Etat, le rapporteur spécial. — Adoption.

Amendement n° 17 rectifié de M. Miossec: MM. Robert-André Vivien, le rapporteur spécial, le ministre d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 136 du Gouvernement: MM. le ministre d'Etat, le rapporteur spécial. — Adoption.

Amendement n° 131 du Gouvernement: MM. le ministre d'Etat, le rapporteur spécial. — Adoption.

Amendement n° 132 du Gouvernement. — Adoption.

Amendement n° 134 du Gouvernement: MM. le ministre d'Etat, le rapporteur spécial. — Adoption.

Amendement n° 133 du Gouvernement: MM. le ministre d'Etat, le rapporteur spécial. — Adoption.

Article 63 (p. 7045).

Amendements de suppression n° 41 de la commission des finances et 138 de M. Ligot: MM. le rapporteur spécial, Ligot, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 63 est supprimé.

L'amendement n° 139 de M. Ligot n'a plus d'objet.

Après l'article 63 (p. 7046).

Amendement n° 135 du Gouvernement: MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur spécial, Gatel, Frédéric-Dupont. — Adoption. Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

4. — Demandes de vote sans débat (p. 7047).

5. — Dépôt de rapports (p. 7047).

6. — Dépôt d'un rapport d'information (p. 7047).

7. — Dépôt d'un projet de loi modifié par le Sénat (p. 7047).

8. — Dépôt d'une proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 7047).

9. — Ordre du jour (p. 7047).

PRESIDENCE DE M. LOUIS MERMAZ

La séance est ouverte à quinze heures quinze.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions au Gouvernement.

Nous commençons par les questions du groupe du rassemblement pour la République.

INDEMNISATION DES VICTIMES DES RECENTES TEMPÊTES

M. le président. La parole est à M. Emmanuel Aubert.

M. Emmanuel Aubert. Ma question s'adresse à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je la pose au nom de mes collègues du Midi de la France et en particulier de M. Jacques Godfrain, député de l'Aveyron qui aurait posé cette question s'il n'avait eu à se rendre de toute urgence dans son département sinistré.

Je voudrais évoquer les conséquences de la tempête qui, dans nos régions, a provoqué la perte de onze vies humaines et laissé derrière elle de très importants dégâts. La situation est grave, mais, pour y faire face, nous disposons désormais, depuis le vote de la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, d'un nouvel instrument. Ce texte prévoit que les conséquences des catastrophes naturelles sont couvertes par l'assurance et que les contrats comportent à partir du 31 mai 1982 cette garantie nouvelle, financée par une surprime.

L'article 1^{er} de la loi dispose que l'état de catastrophe naturelle est constitué par arrêté interministériel. Cet acte de gouvernement est donc la condition indispensable à la mise en œuvre de la loi. Pouvez-vous m'indiquer, monsieur le ministre d'Etat, si le Gouvernement envisage de déclarer l'état de catastrophe naturelle dans les régions concernées, et dans quelles conditions la loi s'appliquera aux victimes des sinistrés du Sud-Ouest et du Midi. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Gaston Dafferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, je voudrais, avec leur permission, répondre non seulement à M. Aubert et à ceux de ses collègues au nom desquels il est intervenu, mais également à M. Balmigère et à M. Bonrepaux, qui ont manifesté l'intention de m'interroger sur le même sujet; cela m'éviterait de répéter trois fois la même chose et ferait gagner du temps.

M. Paul Balmigère. Je suis d'accord!

M. Augustin Bonrepaux. Moi aussi.

M. Jean-Paul Charlé. Il faudra partager le temps de la réponse entre les trois groupes.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il est exact, monsieur Aubert, que les violentes intempéries qui se sont abattues sur le Sud de la France ont provoqué beaucoup de troubles. Les 7 et 8 novembre, des centaines de personnes ont dû être évacuées; des systèmes électrogènes ont été mis en place; il a fallu dégager des routes; des circuits E.D.F. et des circuits téléphoniques ont été interrompus; les hélicoptères ont dû intervenir parfois par mode de treuilage. L'étendue des dommages a été extrêmement importante puisque vingt-sept départements ont été touchés; dans certains, des communes ont été atteintes dans la proportion de 50 p. 100, voire davantage. Il est aujourd'hui difficile de chiffrer exactement le montant des dommages.

Il a fallu mettre en œuvre les plans A.D.E.L., Orsec et Orange; c'est dire la violence des éléments et l'importance des dégâts.

En ce qui concerne le mode de réparation, vous avez très justement rappelé que la loi du 13 juillet 1982 impose aux compagnies d'assurances d'assurer ce type de dommage. Vous m'avez demandé si le Gouvernement avait pris des dispositions pour faire face à cette situation, notamment pour apprécier les dommages et permettre qu'ils soient réparés.

Je peux vous indiquer que le Premier ministre s'est penché sur ce problème et qu'il a convoqué, pour mardi matin, une réunion interministérielle. Je pense que l'on sera alors en possession de l'essentiel des éléments d'appréciation et que, ce jour-là, la procédure sera établie de façon aussi claire et aussi complète que possible. Je me permettrai de demander qu'elle soit communiquée aux députés qui m'ont posé des questions à ce sujet, comme vous-même aujourd'hui, afin que, dans tous les départements sinistrés, on sache exactement à quoi s'en tenir, en ce qui concerne aussi bien l'application de la loi du 13 juillet 1982 que les instructions qui ont été données par le ministre des finances à propos des assurances tempête, et les biens non assurés. En effet, des biens appartenant à des collectivités publiques ont été endommagés, et vous savez, comme moi, que, dans bien des cas, ils ne sont pas assurés.

Ainsi, dès ce matin, un complément au communiqué du conseil des ministres a été diffusé à ce sujet. Une réunion a été convoquée et je pense que, dans les délais les plus rapides, des dispositions utiles seront prises pour l'indemnisation de ces dommages. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

SITUATION DE L'EMPLOI DANS L'ENTREPRISE
PECHINEY-UGINE-KUHLMAN EN SAVOIE

M. le président. La parole est à M. Barnier.

M. Michel Barnier. Monsieur le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, les nationalisations ont déjà coûté cher et elles vont, à l'avenir, coûter de plus en plus cher à tous les Français. Ceux-ci commencent d'ailleurs à avoir vraiment « les yeux ouverts » sur les bienfaits que vous avez promis avec la nationalisation et sur votre capacité à tenir vos engagements et vos promesses.

Nous avons connu, dans le passé, c'est vrai, des problèmes graves d'emploi, et toutes les difficultés, c'est vrai aussi, ne datent pas d'aujourd'hui. Mais, en niant la crise pour gagner des voix, en niant cette crise avant le 10 mai et durant toute une année après le 10 mai, vous avez aggravé ces difficultés et vous provoquez aujourd'hui la déception dans toutes les catégories.

Ce sont les Français qui paient vos erreurs; ils les paient par la baisse de leur pouvoir d'achat; ils les paient quand ils perdent leur emploi ou quand ils n'en trouvent pas; ils les paient avec les difficultés croissantes que rencontrent les entreprises pour vivre.

Ainsi, dans le département de la Savoie que j'ai l'honneur de représenter, nombreux sont les travailleurs qui ont aujourd'hui le sentiment d'avoir été trompés.

M. Gilbert Séné. C'est vous qui le dites !

M. Michel Barnier. Près de 200 emplois ont été supprimés depuis le mois de juin par P.U.K. dans son usine de Saint-Jean-de-Maurienne où il faut très vite — j'attends votre réponse à ce sujet — au moins confirmer un investissement nouveau pour la série G. Cent quarante emplois sont menacés directement à l'usine de Pomblière-Saint-Marcel où il existe pourtant d'autres possibilités de production. L'inquiétude — renforcée par le démantèlement tout récent de la branche chimie de P.U.K. — sévit partout : chez Saint-Gobain, chez Sacilor, ou à la C.I.T.-Alcatel.

Monsieur le ministre d'Etat, puisque vous êtes aujourd'hui responsable de la politique industrielle et donc de l'emploi, je vous demande, comme député d'abord, mais aussi au nom du conseil général que j'ai l'honneur de présider, quelles mesures précises et concrètes votre Gouvernement compte prendre pour répondre à cette inquiétude des salariés et, notamment, aux 46 p. 100 d'entre eux qui, dans mon département, travaillent directement dans les entreprises nationalisées.

Vous avez été élu sur des promesses et sur des paroles; vous serez jugé, vous êtes jugé sur vos actes. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie. Monsieur le député, il ne me viendrait pas à l'esprit de me dérober devant la responsabilité d'une politique industrielle que j'ai pour charge d'élaborer. Mais je ne suis pas responsable de toutes les erreurs que vous avez accumulées et de dix ans de laisser-aller industriel. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Puisque vous êtes député de la Savoie, je pourrais vous parler de l'endettement de Pechiney-Ugine-Kuhlman. Je pourrais vous parler des frais financiers qui accablent cette entreprise, des pertes qu'elle a subies; plus de deux milliards de francs en 1981. C'était avant la loi de nationalisation.

Puisque vous avez élargi le débat à l'ensemble du secteur nationalisé, je vous signale que, parmi les entreprises qui ont été nationalisées, je n'en vois que deux qui réalisaient des bénéfices. C'est dire que la nationalisation est arrivée à point nommé. Elle a été une chance pour l'industrie française. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Rires et exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. le président. Monsieur Goasduff, il est inutile de brandir votre journal préféré; cela n'éclaircit pas le débat! *(Rires.)*

Monsieur le ministre d'Etat, poursuivez votre propos.

M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie. Vous avez évoqué, monsieur Barnier, les décisions qui viennent d'être prises concernant la chimie. Il s'agit, en effet, d'un dossier très important. Des orientations avaient été retenues par le conseil des ministres du 12 mai. Il était urgent de les traduire dans les faits. La décision a été prise avant-hier d'opérer une rationalisation de la chimie publique au niveau de la pétrochimie et de la filière chlore en particulier.

Dans cet esprit, un programme cohérent de restructuration, obéissant à une logique industrielle a été adopté. Ce programme prévoit que Elf-S.N.E.A. interviendra seule dans le domaine de la filière chlore et plus généralement de ce qu'on appelle la filière des halogènes. En outre, C.D.F. Chimie recevra les usines qui travaillent dans la pétrochimie. Je parle des usines de P. C. U. K. Enfin, Rhône-Poulenc verra confirmer sa vocation dans les domaines de la chimie fine, de la pharmacie et de l'agrochimie. J'espère que cela vous paraît cohérent.

Cette restructuration concerne un certain nombre d'usines dans le Sud-Est de la France et en particulier dans votre circonscription, monsieur le député. Elle obéit, me semble-t-il, au souci d'assurer la modernisation et l'avenir de notre chimie.

Des problèmes se posent — c'est vrai! — dans le domaine de l'aluminium. Vous y avez fait allusion.

J'ai donné des directives pour que les décisions soient prises rapidement entre E. D. F., d'une part, P. U. K. et les principaux industriels utilisateurs d'électricité, d'autre part — ce qui n'a jamais été fait — de telle manière que puisse être maintenue en France une industrie de l'aluminium.

M. Robert de Caumont. Très bien !

M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie. Cela permettra la modernisation de l'outil de production. Je puis vous indiquer que, sur la base des premiers résultats de l'étude de P. U. K., le site de Saint-Jean-de-Maurienne fera l'objet d'investissements assez importants et que sa capacité de production — malgré les difficultés que ce site connaît aujourd'hui et qui n'ont entraîné aucun licenciement — sera même légèrement accrue à moyen terme.

Vous avez évoqué les difficultés de l'usine de Pomblière-Saint-Marcel qui n'a pas seulement une activité « cobalt », mais également « sodium ». Elles tiennent à l'épuisement de la mine marocaine à partir de laquelle se fait l'approvisionnement.

Ces difficultés sont suivies. Je ne manquerai pas de vous tenir au courant des conclusions auxquelles l'étude à laquelle j'ai demandé que l'on procède permettra de parvenir. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

INVASION DES LOCAUX DU RECTORAT DE L'ACADEMIE ORLÉANS-TOURS
PAR DES MAÎTRES AUXILIAIRES

M. le président. La parole est à M. Charité.

M. Jean-Paul Charité. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, je ne rappellerai pas les conditions déplorables de la rentrée scolaire 1982, que nous avons tous vécues dans nos départements. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

Mais, mesdames, messieurs, dans l'académie d'Orléans-Tours, cette rentrée scolaire n'est aujourd'hui toujours pas terminée.

Mme le recteur d'académie a pourtant engagé, entre le 25 août et le 3 novembre, vingt réunions de travail avec les syndicats d'enseignants pour procéder à plusieurs nominations de maîtres auxiliaires. Mais elle n'a pu pourvoir tous les postes vacants car, malgré l'urgence et les conséquences très graves pour les élèves qui n'ont toujours pas de professeurs, certains maîtres auxiliaires — une quarantaine — ont refusé au moins par deux fois les postes proposés. Mme le recteur les a donc considérés comme « démissionnaires » et elle a, en ce sens, suivi, monsieur le ministre, les déclarations que vous avez faites devant nous.

Or, ces « démissionnaires », soutenus par le syndicat S. G. E. N. C. F. D. T., ont, vendredi dernier, fait pression sur le recteur d'académie, que vous avez vous-même choisi, et ont envahi le rectorat; seule la présence des forces de l'ordre a permis à Mme le recteur de quitter son bureau. Cela ne s'était jamais vu même en mai 1968. *(Rires et exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Ce comportement du syndicat, auquel vous avez pourtant voulu donner de larges pouvoirs de négociation, montre en fait l'irréalisme de votre politique, dont sont victimes les membres des rectorats, les enseignants, mais aussi et surtout les élèves et leurs parents.

Pourquoi, sur cette affaire grave, n'avez-vous pas pris et fait connaître une position claire ? Il y va de l'intérêt de l'enseignement en France. Qui soutenez-vous ? Votre recteur ou les maîtres-auxiliaires qui ne respectent pas les règles du jeu ?

Comment, en tant que ministre de l'éducation nationale, pouvez-vous accepter une situation qui fait qu'aujourd'hui encore, deux mois après la rentrée scolaire, des élèves attendent toujours la nomination de leurs professeurs ? (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. Monsieur le président, monsieur le député, quarante maîtres auxiliaires de l'académie d'Orléans-Tours ont refusé deux fois les postes qui leur étaient proposés au moment de la rentrée.

Conformément aux directives ministérielles, Mme le recteur de l'académie a suspendu aussitôt leur traitement. A la fin du mouvement des maîtres auxiliaires, une commission paritaire s'est réunie pour examiner leur cas.

Après cette réunion, le recteur a décidé que vingt-neuf d'entre eux devaient être définitivement considérés comme démissionnaires, les motifs de leurs refus ne pouvant être jugés légitimes.

Je tiens à préciser qu'il est hors de question de revenir sur cette décision, toutes les procédures ayant été parfaitement respectées par le recteur.

Vendredi en fin d'après-midi, une cinquantaine de personnes ont prétendu rester dans le rectorat après la fermeture des locaux, voulant « séquestrer » le recteur et quelques-uns de ses collaborateurs.

M. Gabriel Kasperoff. C'est du joli monde !

M. le ministre de l'éducation nationale. Ils sont effectivement restés jusqu'à vingt-trois heures trente, heure à laquelle le recteur et ses collaborateurs ont quitté librement le rectorat, et les manifestants se sont dispersés sans incidents. La police urbaine, bien entendu prévenue, n'a pas eu besoin d'intervenir pour assurer cette évacuation.

M. Jean-Paul Charé. Encore heureux !

M. le ministre de l'éducation nationale. Voilà la réponse précise que je puis apporter à votre question.

J'ajoute, comme j'ai eu l'occasion de le préciser lors de la discussion du budget, que le problème d'ensemble des maîtres auxiliaires doit être réglé. A la demande de M. le Premier ministre, nous recherchons avec les ministères du budget, de la fonction publique une solution qui permettrait d'établir une procédure beaucoup plus rapide de titularisation, faisant des maîtres auxiliaires, auxiliaires jusqu'à présent, des agents de l'Etat soumis à toutes les nécessités du service public.

Je souhaite que nous parvenions rapidement à cette solution, de telle manière qu'elle soit opérationnelle pour la rentrée de 1983. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Jean-Louis Gassdoff. Ce n'est pas une réponse !

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

M. le président. La parole est à Mme Florence d'Harcourt.

Mme Florence d'Harcourt. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

La toxicomanie est depuis longtemps un phénomène préoccupant, mais elle prend actuellement des proportions alarmantes. L'usage de la drogue, il ne faut pas se le cacher, se banalise. Dans certains établissements scolaires, il est devenu une habitude, une sorte de rite de passage à l'âge adulte. La vulgaire cigarette que l'on fumait en cachette est bien dépassée. La toxicomanie s'étend aux plus jeunes, qui utilisent des produits d'usage courant tels que la colle.

Enfin, les chiffres sont là. Pour ce qui est de la drogue dite dure, le nombre de morts par overdose ne fait que croître.

Je sais bien que la toxicomanie est un phénomène complexe dont la réorption ne dépend sans doute pas uniquement d'une option gouvernementale. Mais je sais aussi qu'un gouvernement doit tout faire pour enrayer un tel fléau.

En tant que président du groupe d'études des problèmes de la drogue et de la toxicomanie à l'Assemblée, j'aimerais connaître les intentions précises du Gouvernement dans les

domaines de la prévention, de la réinsertion et de la répression. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Tout d'abord, je vous prie d'excuser M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale qui n'a pu être présent ici cet après-midi.

Je vous remercie, madame le député, des termes très mesurés que vous avez employés pour poser votre question. En effet, s'il est une question qui ne se prête en aucune façon à la polémique, c'est bien celle-là.

M. Gabriel Kasperoff. Encore un jugement !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Sans entrer dans de grands développements, il est évident qu'il s'agit là d'un dramatique phénomène de société dont aucun gouvernement ne saurait se désintéresser.

M. Gabriel Kasperoff. Au fait, monsieur Labarrère !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Vous avez déclaré à juste titre, madame le député, que le développement de la toxicomanie, qui n'est pas un phénomène récent, a pris une ampleur nouvelle.

Les premières mesures envisagées sont des mesures de police et de répression. Dès la fin de l'année dernière, le Gouvernement a pris la décision de renforcer les effectifs de police, notamment à Paris. Cette augmentation des personnels a, comme vous le savez, permis non seulement un plus grand nombre d'arrestations, mais aussi de mieux mesurer l'ampleur de ce phénomène qui, indiscutablement — et sans rejeter la responsabilité sur personne — a trop souvent été sous-évalué. Le Gouvernement entend poursuivre résolument dans cette voie.

S'agissant de la répression, la poursuite des trafiquants est renforcée. La France coopère, à l'échelon international, avec les Etats qui subissent ce dangereux fléau.

Les deuxièmes mesures concernent la prévention et la réinsertion. Vous savez que, d'une part, un comité interministériel de la drogue a été mis en place et, d'autre part, une mission chargée d'un travail de coordination et d'animation a été confiée à un magistrat.

D'ores et déjà, diverses orientations ont été définies.

Tout d'abord, nous insistons — comme vous l'avez vous-même rappelé — sur l'effort massif qui doit porter sur la prévention et en particulier sur une meilleure formation et information des médecins généralistes, des travailleurs sociaux, des enseignants, sans oublier les élus, car nous avons, nous aussi, une grande responsabilité. Nous sommes, en effet, amenés, les uns ou les autres, par les personnes que nous rencontrons, à connaître de ces drames qui se produisent dans toute la France.

Ensuite, une améloration de la réinsertion est envisagée en assurant une meilleure couverture régionale, en encourageant et en développant les institutions qui ont déjà donné d'excellents résultats et en suscitant des initiatives nouvelles.

En cette matière, il convient de faire preuve de prudence et d'un certain courage. En effet, certaines initiatives peuvent apparaître peu intéressantes, alors qu'elles le sont réellement. Il est très important de suivre chaque cas dans ce domaine où toute solution est fragile.

Enfin, le financement étant l'une des mesures essentielles, le projet de loi de finances pour 1983 prévoit une augmentation de 4 millions de francs, au titre des mesures nouvelles, pour lutter contre la toxicomanie.

Je tiens à vous remercier, madame le député, d'avoir soulevé ce problème d'une gravité extrême, auquel chacun, dans cette enceinte, ne peut qu'être sensible. Les mots ne suffisent pas ; nous devons, chacun à notre niveau, faire le maximum. Les élus peuvent aussi exercer une action efficace. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe socialiste.

EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DU S. M. I. C.

M. le président. La parole est à M. Dellisle.

M. Henry Dellisle. Monsieur le Premier ministre, de récentes déclarations de membres du Gouvernement, relatives à une évolution réduite pour cette année et pour l'année prochaine du pouvoir d'achat du S. M. I. C., ont suscité certaines interrogations.

Pourriez-vous, monsieur le Premier ministre, informer la représentation nationale des prévisions et de la politique du Gouvernement sur cette question ? (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Robert-André Vivien. Question téléguidée !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Pierre Mauroy, Premier ministre. Monsieur le député, je vous remercie de me poser cette question.

M. Jean Foyer. Spontanée !

M. le Premier ministre. Le Gouvernement s'est attaché à conduire une politique en faveur des bas salaires. Il l'a montré à plusieurs reprises. Dans les directives que j'ai adressées aux responsables du secteur public pour les négociations salariales, j'ai, par exemple, insisté sur la priorité qui doit être accordée aux bas salaires. Les salaires concernés devront être mieux traités que la moyenne des salaires au regard de l'objectif du maintien du pouvoir d'achat en niveau.

Les négociations en cours traduisent cette priorité, notamment dans la fonction publique. Le ministre délégué chargé de la fonction publique a proposé aux organisations syndicales une sortie plus rapide du blocage pour les bas salaires par une hausse de 2 p. 100 au 1^{er} décembre, réservée aux traitements dont l'indice est inférieur à 246, soit un salaire brut d'environ 4 500 francs par mois.

La politique du S. M. I. C. est un élément de cette politique en faveur des bas salaires.

Des progrès considérables ont été accomplis depuis le 10 mai 1981 en ce qui concerne le S. M. I. C. Je les ai rappelés ici même la semaine dernière et, dans le débat qui s'est engagé, je voudrais que personne n'oublie que le pouvoir d'achat du S. M. I. C. a augmenté en dix-huit mois de 11,5 p. 100. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

En février dernier, le Gouvernement s'était engagé, il est vrai, à décider une nouvelle augmentation du pouvoir d'achat d'au moins 4 p. 100 en 1982.

En plus des hausses nominales destinées à suivre celle des prix, un premier coup de pouce de 1 p. 100 a donc été donné en mars.

Le 1^{er} juillet, en dépit du blocage général des prix et des revenus, le S. M. I. C. était à nouveau revalorisé de 3,2 p. 100, dont 1,2 p. 100 représentait une nouvelle augmentation du pouvoir d'achat. Nous en sommes d'ores et déjà à 2,2 p. 100 de hausse du pouvoir d'achat pour l'année.

Au 1^{er} décembre, le S. M. I. C. sera à nouveau augmenté. Le taux de revalorisation n'est cependant pas encore déterminé ; il le sera à la fin du mois après consultation de la commission des conventions collectives. D'ici là, j'aurai rencontré les responsables des principales centrales syndicales. Je les recevrai jeudi en huit pour examiner avec eux l'ensemble des problèmes posés par l'évolution des revenus et par les négociations salariales.

Allons-nous — c'est le sens de votre question — retenir un taux de progression de 4 p. 100 du pouvoir d'achat du S. M. I. C., c'est-à-dire ajouter 1,8 p. 100 à la hausse de 2,2 p. 100 déjà intervenue ?

Je voudrais, sur ce point, formuler trois observations.

Première observation : les salaires ont été bloqués depuis le 1^{er} juillet dernier, mais pas le S. M. I. C. Il en résulte que la hiérarchie des salaires s'est comprimée beaucoup plus que prévu.

Deuxième observation : Il nous faut éviter des réductions de hiérarchie trop fortes et trop brutales. Ainsi que je vous le disais la semaine dernière, lors de mes entretiens de cet été la plupart des syndicalistes étaient d'accord sur ce point : la forte augmentation du S. M. I. C. depuis dix-huit mois, d'une part, et le blocage des revenus, d'autre part, ne doivent pas provoquer un écrasement des hiérarchies intermédiaires. Si l'ouvrier professionnel est rattrapé par le manœuvre, c'est l'effort de toute une vie qui est remis en question. Il ne faudrait pas que les injustices que nous corrigeons chez les uns provoquent des frustrations chez d'autres.

La nécessaire revalorisation du pouvoir d'achat du S. M. I. C. doit tenir compte de l'évolution générale des salaires et d'ailleurs encore des décisions prises par les partenaires sociaux pour les bas salaires.

Enfin, troisième observation : nous ne pouvons faire comme si la période de blocage n'avait pas existé et n'avait pas décalé dans le temps l'évolution générale des salaires. Un décalage dans les revalorisations de l'ensemble des salaires s'est produit, c'est vrai. Il ne serait pas anormal que les hausses de pouvoir d'achat du S. M. I. C. subissent, elles aussi, un léger retard. S'il manque quelque chose, en décembre, pour assurer la revalorisation de 4 p. 100 du pouvoir d'achat, ce ne sera que partie

remise. Le rattrapage sera réalisé au début de 1983, car croyez bien que le Gouvernement a le souci de respecter ses engagements. Mais je répète que ces engagements ont été pris avant même le blocage général de l'ensemble des revenus avec toutes ses conséquences sur l'ensemble de la politique salariale.

Cependant, je le répète, le Gouvernement ne prendra une décision définitive qu'après s'être entretenu avec les partenaires sociaux, ce que je ferai dès la semaine prochaine. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur de nombreux bancs des communistes.)

UTILISATION DU MINERAI DE FER

M. le président. La parole est à M. Drouin.

M. René Drouin. Ma question s'adresse à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie.

La sidérurgie continentale de Lorraine et de Normandie est en situation difficile.

Le Gouvernement vient de décider d'importants investissements : 20 milliards dans le plan « Acier » et 200 millions pour les mines de fer, et nous l'en félicitons. Mais il reste de nombreux sujets d'inquiétude.

Alors que les productions de fonte et d'acier diminuent en France comme dans les pays voisins, les importations de minerai de fer étrangers continuent d'augmenter — 10,7 p. 100 entre 1981 et 1982 — contribuant au déficit de la balance commerciale du pays : plus de 2 milliards de francs en 1981 pour 16 millions de tonnes importés. Pendant ce temps, la production de minerai de fer a diminué de 9,7 p. 100.

Député d'une région sidérurgique, je m'inquiète de savoir si la décision prise par Usinor et Sacilor de vouloir importer plutôt que produire, de ne pas tenir compte du coût social qui découle des départs en cessation anticipée d'activité correspond ou non à la politique voulue par le Gouvernement qui est de conquérir le marché intérieur.

Comptez-vous, monsieur le ministre d'Etat, intervenir contre cette croissance permanente des importations, contre le dopage excessif du minerai de fer dans les hauts fourneaux, comptez-vous intervenir pour faire baisser l'utilisation du minerai de fer étranger, pour obtenir l'embauche et la formation de jeunes mineurs qui remplacent les mineurs partis en préretraite ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie. Monsieur le député, comme vous le savez, le Gouvernement a décidé un plan important de modernisation de la sidérurgie, à l'instar de ce qu'il fait pour d'autres secteurs de base, comme la chimie lourde dont j'ai parlé tout à l'heure. Un groupe central de concertation a été mis sur pied auquel participent les syndicats. C'est dans ce cadre général qu'il faut replacer le problème du minerai de fer.

Vous avez cité un certain nombre de chiffres concernant les importations de minerai de fer ; il faut savoir que celles-ci suivent les variations de la production de fonte avec un décalage dans le temps, dû au respect des contrats et à la durée des transports. Ces importations sont passées de 18,6 millions de tonnes en 1980 à 16,5 millions de tonnes en 1981. Je ne peux pas vous donner encore le chiffre exact pour 1982, mais d'après les informations dont je dispose, il devrait avoisiner 15 millions de tonnes, étant bien entendu que ces importations suivent le mouvement de la production d'acier. De ce point de vue, chacun sait qu'il y a une récession de la production, liée à la fois à la baisse de la consommation et à l'augmentation des importations en provenance de nombreux pays.

Les minerais nationaux, comme la minette lorraine, doivent être mélangés à des minerais riches importés. Et chaque usine doit, pour assurer une marche optimale des hauts fourneaux, tant sur le plan technique que sur le plan économique, ajuster soigneusement les proportions du mélange.

Les pouvoirs publics sont très conscients des problèmes posés par le gisement lorrain et nous sommes décidés à assurer son avenir. Certaines mesures ont déjà été engagées pour permettre d'améliorer la compétitivité du minerai de fer lorrain par rapport aux minerais importés, et pour faire évoluer de manière favorable la proportion du mélange avec les minerais riches qui doivent être importés notamment de Suède.

Le Gouvernement a décidé de prendre en charge les dépenses du passé, qui ne sont pas liées à la production actuelle, notamment les dépenses liées aux charges sociales.

J'ai demandé aux groupes Usinor et Sacilor de constituer un comité de coordination des mines de fer chargé en particulier d'animer les recherches entreprises sur l'enrichissement du minerai lorrain, le minerai ainsi enrichi pouvant se substituer à du minerai importé. Quant à la baisse des débouchés à

l'exportation, notamment vers la Belgique et la Sarre, elle s'ajoute à la faiblesse de la consommation en France pour accroître les difficultés actuelles.

Ainsi que je l'ai annoncé avant-hier à l'Assemblée, une réunion des ministres de l'industrie européens se tiendra à Elsenor au Danemark le 18 novembre prochain. Je compte demander à la Commission européenne de prendre enfin les mesures qui s'imposent pour assurer le contrôle des décisions prises, notamment pour éviter les détournements de trafic, pour réduire les quotas à l'importation en provenance de pays tiers. Il n'est pas normal que la Communauté économique européenne supporte l'essentiel de la crise alors que les États-Unis ont pris des mesures protectionnistes pour défendre leur marché. J'attends de la Commission qu'elle prenne des mesures efficaces, faute de quoi le Gouvernement français devra envisager de renforcer les mesures de contrôle national. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

INTERNES DES HOPITAUX DE LA RÉGION SANITAIRE DE PARIS

M. le président. La parole est à M. Louis Lareng.

M. Louis Lareng. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale.

J'appelle son attention sur le refus d'équivalence de spécialité prononcé par certains jurys nationaux à l'égard d'internes des hôpitaux de la région sanitaire de Paris ayant présenté des dossiers strictement conformes.

Les années précédentes, les internes, jugés dans des conditions strictement comparables en vertu de l'arrêté du 15 novembre 1976, avaient bénéficié de cette équivalence. Bien que les décisions des jurys soient souveraines, elles apparaissent, dans ce cas, en contradiction avec les décisions antérieures ainsi qu'avec les assurances données aux candidats dans le courant de leurs études.

De plus, bien que l'arrêté du 1^{er} février 1982, qui élargit aux internes de toutes les régions sanitaires de France la possibilité de postuler à une équivalence de C.E.S., n'ait pas été appliqué, nombre de services médicaux considérés comme qualifiants jusqu'alors ont été déclarés non validants sans préavis.

Je vous demande, monsieur le ministre de l'éducation nationale, de bien vouloir vérifier cette situation et, si ma description se révèle exacte, de prendre toutes les mesures qui, en attendant la mise en place du nouvel internat, éviteront la pénalisation des internes de l'ancien système.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. Monsieur le député, je ne peux que confirmer vos propos, étant parfaitement informé du problème très réel créé par les retraits d'agrément de services qualifiants des hôpitaux généraux et par le refus de certains jurys d'accorder l'équivalence de C.E.S. à des internes des hôpitaux de la région sanitaire de Paris qui avaient effectué leur stage dans des services considérés jusqu'à présent comme qualifiants par les autorités universitaires.

Ces attitudes, peu conformes à la tradition universitaire, pourraient conduire à rallumer le conflit survenu en avril et mai 1982 à propos de la reconnaissance pour les internes des régions sanitaires de France — et non plus seulement de la région de Paris — de la possibilité d'obtenir l'équivalence des C.E.S. de spécialité dès lors qu'ils avaient effectué leur internat dans des services reconnus comme qualifiants.

Envisagé dans son ensemble, ce problème souligne l'urgence d'entrer dans le régime de la nouvelle loi sur les études médicales, loi qui, en instituant le recours à l'ensemble du potentiel hospitalier pour la formation des internes dans le troisième cycle de médecine, en imposant une mobilité entre les C.H.U. et les hôpitaux généraux, permettra un décloisonnement et mettra fin à des oppositions stériles.

Dans l'immédiat, et pour répondre aux demandes légitimes des internes des régions sanitaires, un consensus avait été obtenu en avril-mai 1982 entre les différentes parties concernées qui permettait aux internes des régions sanitaires de présenter leur dossier d'équivalence devant les jurys de C.E.S. après que la loi portant réforme des études médicales aura été votée.

Les faits que vous avez très justement rapportés, monsieur Lareng, montrent que l'esprit des décisions prises lors des réunions d'avril et mai 1982 n'a pas été respecté ou compris par tous, même si ces faits ne portent que sur certaines spécialités ou certaines régions.

Il me faut cependant insister sur le fait que le ministre de l'éducation nationale est tenu de respecter la souveraineté des jurys et les décisions prises par les conseils d'établissement quand elles sont de leur ressort. Je peux toutefois indiquer

que nous avons appelé l'attention des directeurs des U.E.R. de médecine sur ce grave problème. Ces derniers se sont constamment montrés conscients de l'importance de cette question, en particulier lors des événements conflictuels d'avril-mai 1982.

Au moment où les relations entre hôpitaux universitaires et hôpitaux non universitaires vont changer, où la place des hôpitaux non universitaires dans les formations de troisième cycle va être reconnue, sans que pour autant le rôle particulier des hôpitaux universitaires et la responsabilité des hospitalo-universitaires soit mise en cause, je fais appel — et je crois que cela répondra à votre préoccupation, monsieur le député — à l'esprit de responsabilité des parties concernées. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

IMPÔT SUR LES GRANDES FORTUNES

M. le président. La parole est à M. Douyère.

M. Raymond Douyère. Ma question s'adresse à M. le ministre délégué auprès de M. le ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Monsieur le ministre, les contribuables assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes devaient remettre leur déclaration avant le 15 octobre 1982. Les estimations préalables établies par les services fiscaux sont très largement confirmées par les déclarations qui leur sont parvenues. Toutefois, d'après des informations provenant de divers points du territoire, un certain nombre de personnes concernées auraient omis d'envoyer ladite déclaration.

Devant la situation économique difficile qui nécessite une solidarité exemplaire de tous les citoyens, ce manque de civisme de la part de ceux dont les facultés contributives sont les plus importantes, doit être dénoncé avec force.

Quelles dispositions comptez-vous prendre afin de permettre à l'ensemble des services fiscaux de relancer ces contribuables redevables de l'impôt sur les grandes fortunes ? Vous pouvez être assuré dans cette tâche du soutien actif de tous les Français. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. Monsieur le député, je vous remercie de ce soutien actif dont je n'ai d'ailleurs jamais douté. Ce n'est cependant pas tout à fait de cette façon que le problème se pose.

Les contribuables concernés devaient adresser leur déclaration d'impôt sur les grandes fortunes avant la date limite, qui était fixée au 20 octobre dernier.

Actuellement, je ne suis pas en mesure de dresser un bilan sur le fond. Je le ferai à la fin de l'année et je déposerai un rapport qui sera immédiatement communiqué au Parlement et rendu public. Je puis néanmoins m'exprimer sur la procédure proprement dite.

Une liste informatisée avait été établie à partir des éléments dont les services de la direction générale des impôts disposaient. Un rapprochement a été effectué très rapidement entre les déclarations qui avaient été reçues et les listes qui étaient détenues par les services. Selon la procédure normale, une lettre de relance a été adressée à ceux que l'on nomme dans le jargon administratif les « défallants ». C'est la loi. L'envoi de cette lettre de relance, que j'ai d'ailleurs sous les yeux, a d'ores et déjà commencé et doit d'ailleurs se terminer dans les jours qui viennent. C'est là une diligence tout à fait remarquable, puisque, par rapport à une date butoir fixée au 20 octobre, les dernières relances, aimables bien sûr mais fermes comme elles doivent l'être, seront adressées pour la fin de cette semaine ou le début de la semaine prochaine. Dès réception de ce courrier, les « défallants » rempliront spontanément soit les obligations qui sont les leurs — et c'est très bien — soit, pour des raisons qui sont parfaitement légitimes, feront savoir qu'ils ne sont pas concernés, soit encore, pour des raisons qui ne sont pas légitimes, n'enverront pas leur déclaration. Dans ce dernier cas, conformément à la loi, c'est une procédure contentieuse qui s'impose.

Je souligne à cette occasion le grand effort qui a été réalisé par les services de la direction générale des impôts et en même temps le fait que, pour la première année d'application d'un impôt, année qui est toujours difficile, le rendement sera très satisfaisant.

Je le répète, l'administration fiscale a fait diligence, tout en conciliant — ce qui doit être le cas de toutes les administrations — fermeté et amabilité. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

RÉSEAUX CABLÉS DE TÉLÉCOMMUNICATION

M. le président. La parole est à M. Germon.

M. Claude Germon. Ma question s'adresse à M. le ministre des P.T.T.

Dans sa conférence de presse du 9 juin dernier, le Président de la République avait déclaré qu'il était favorable à l'accélération de l'équipement de la France en réseaux câblés. Sur votre proposition, monsieur le ministre, le conseil des ministres a approuvé, le 3 novembre dernier, le lancement d'un vaste programme de communication par câble.

Pourriez-vous exposer à la représentation nationale les raisons et l'importance du choix de cette politique, les caractéristiques de ces réseaux et ce qu'ils vont apporter aux utilisateurs? Quand commenceront les travaux, par quelles villes, et dans combien d'années la plupart des foyers français seront-ils raccordés? Quelle serait la part éventuelle des investissements à la charge des collectivités locales? Comment comptez-vous assurer le financement de cet équipement national? Comment les collectivités locales ou autres utilisateurs auront-ils accès à ce réseau pour en faire réellement un instrument de décentralisation et de démocratie? Enfin, quelles perspectives ce chantier d'avant-garde offre-t-il aux entreprises françaises sur le marché mondial?

M. le président. La parole est à M. le ministre des P.T.T.

M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T. Monsieur le député, on a dit et écrit effectivement que la décision à laquelle vous vous référez était l'une des plus importantes prises depuis le 10 mai 1981 et il faut savoir que le Président de la République lui a apporté tout son appui.

Les raisons de ce programme sont évidentes. C'est d'abord l'augmentation rapide des besoins en communication pour les particuliers, pour les collectivités, pour les entreprises. Comme vous le savez, des événements, importants sans doute, mais par certains côtés anecdotiques, prouvent l'importance de ces besoins. C'est aussi, bien entendu, la nécessité pour les pouvoirs publics d'apporter une réponse appropriée à ces besoins, sinon d'autres que nous le ferait de toute façon, dans des conditions certainement contestables et pour notre économie et peut-être même pour la sauvegarde de notre identité culturelle.

Le satellite constitue une bonne réponse, mais une réponse intermédiaire. Elle est d'ailleurs complémentaire, et non concurrente, d'autres moyens, dont le câble, et pourra être mise en œuvre plus rapidement, le Gouvernement s'étant engagé à conduire également le programme de lancement des satellites de télédiffusion.

Enfin, le Gouvernement se préoccupe de soutenir l'emploi dans l'industrie des télécommunications. L'équipement téléphonique, en effet, tout en progressant à l'exportation, ne progressera plus dans les années qui viennent au même rythme. La relève, nécessaire, se fera donc à la fois par la télématique et par le câblage. Je précise que celui-ci pourra, pour une part importante, être assuré grâce à une technologie nouvelle, celle des fibres de silice, des fibres optiques.

Ces câbles, que les spécialistes appellent les réseaux multi-services à larges bandes, vont apporter aux utilisateurs une démultiplication considérable et aujourd'hui presque insoupçonnée des moyens. Sur le même câble pourront passer le son et l'image, le téléphone comme des dizaines de chaînes de télévision. Ces câbles pourront aussi rendre une foule d'autres services, notamment pour les collectivités et les entreprises.

Nous souhaitons limiter les commandes de réseaux classiques, avec des câbles coaxiaux en cuivre, au niveau des capacités de production actuelles, capacités qui sont en légère régression. En effet, les commandes en câbles téléphoniques connaissent un certain palier. Nous voulons donc orienter l'investissement industriel essentiellement vers le développement et la fabrication de réseaux en étoile mettant en œuvre la technologie des fibres optiques.

Vous m'avez également posé une question sur le financement proposé. Tout n'est pas réglé dans le détail, mais je peux vous indiquer que ce financement aura une double origine: les crédits d'investissement ouverts normalement par les lois de finances au titre du budget annexe des P.T.T., l'autofinancement, le recours aux sociétés de financement ou les emprunts, ou la contribution des collectivités locales initiatrices des sociétés locales d'exploitation. En effet, la mise à disposition de ces câbles va provoquer une véritable décentralisation de l'information et de la communication, ce qui était d'ailleurs l'un des objectifs de la loi sur l'audiovisuel votée cette année. Ces apports des collectivités locales peuvent prendre diverses formes: fonds de concours non remboursables, avances rem-

boursables sans intérêts, les deux financements étant calculés pour que le taux de rentabilité interne des télécommunications ne soit pas modifié.

Ainsi, les P.T.T. disposeront du moyen d'exercer pleinement leur rôle pour définir et conduire une politique industrielle efficace, pour rentabiliser au maximum leur réseau de génie civil et les services des télécommunications, tout en dotant le pays d'un réseau nouveau qui n'a pas d'équivalent dans le monde.

Au début du précédent septennat, au cours duquel, je le reconnais, on a poursuivi l'effort en matière d'équipement téléphonique qui avait été engagé auparavant...

M. Jean-Pierre Soisson. Merci!

M. le ministre des P. T. T. ... la question a été posée de savoir si l'on devait se lancer dans l'utilisation du câble. Le Président de la République d'alors avait estimé qu'il fallait d'abord utiliser les moyens existants, de sorte que nous avons pris un certain retard sur des pays qui sont aujourd'hui câblés. L'évolution technologique va heureusement permettre de corriger ce retard, et nous pourrons le faire en utilisant une technique avancée. Et je tenais à souligner devant la représentation nationale l'importance capitale du projet dont la réalisation a été décidée la semaine dernière. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Jacques Baumel. Et le coût?

M. Robert-André Vivien. C'est du bluff! (Protestations sur les bancs des socialistes.)

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe Union pour la démocratie française.

DETTE EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. François d'Aubert.

M. François d'Aubert. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, heureusement que le précédent gouvernement vous avait laissé une certaine marge de manœuvre, car vous avez fait de la France, en dix-huit mois, l'un des plus gros emprunteurs du monde.

M. Jean-Pierre Soisson. Très bien!

M. François d'Aubert. Depuis le 1^{er} janvier 1981, la dette publique de la France est passée de 125 milliards de francs à plus de 240 milliards de francs. Elle a été multipliée par deux et est supérieure à celle de la Pologne.

En 1980, a France avait emprunté 20 milliards de francs. En 1982, elle empruntera sans doute 70 milliards, soit une accélération de 250 p. 100.

En mai 1981, notre pays était créancier vis-à-vis de l'étranger de 15 milliards de francs; aujourd'hui, nous sommes débiteurs de 50 milliards de francs.

M. Emmanuel Aubert. C'est bien triste!

M. François d'Aubert. Vous n'aimez pas, monsieur le ministre, qu'on vous rappelle ces chiffres, et vous avez déclaré, à propos des informations parues dans un grand quotidien du soir, qu'il fallait un acharnement contre la France, qui aurait d'ailleurs, selon vous, des arrière-pensées politiques, pour que la moindre mauvaise nouvelle soit utilisée par tout le monde.

Le recours systématique à l'endettement est évidemment le fait des pays qui vivent d'expédients et qui ont du mal à faire leurs fins de mois. Il révèle l'ampleur des déficits publics de la France, et d'abord du déficit de l'Etat, qui ponctionne le marché financier français et oblige les entreprises nouvellement ou anciennement nationalisées à emprunter sur les marchés étrangers.

Il révèle aussi une gestion souvent hasardeuse d'une partie du secteur public qui est obligée de financer avec des emprunts à long terme non des investissements, mais des charges courantes.

Il révèle aussi une gestion risquée d'organismes bancaires. Il faut savoir que le Crédit foncier de France, qui finance une partie du logement social, est actuellement obligé d'emprunter sur le marché financier de Tokyo, en yen et à taux variable pour financer le logement social. Qui paiera la note? Les contribuables ou les accédants à la propriété?

Alors que vous prétendez défendre notre indépendance industrielle, monsieur le ministre, vous engagez délibérément la France sur la pente de la dépendance financière, ce qui rappelle fâcheusement la fin de la IV^e République lorsque nous allions mendier nos crédits à Washington, au Fonds monétaire international.

Il y a là une contradiction supplémentaire, monsieur le ministre, car, d'un côté, vous endettez massivement la France, et il faudra bien des devises pour rembourser ces emprunts — il

est vrai que cela incombera à vos successeurs — mais, d'un autre côté, vous cédez à la tentation du protectionnisme. Or, s'il y a moins d'importations, il y aura fatalement, un jour ou l'autre, moins d'exportations, et donc moins de devises pour rembourser ces emprunts.

Je vous poserai donc trois questions, monsieur le ministre.

M. Jean Oehler. Ah, quand même !

M. François d'Aubert. Premièrement, quel est le montant exact au 1^{er} novembre 1982, et non au 30 juin 1982 comme vous l'avez indiqué hier, du montant de notre dette brute qui comprend la dette garantie par l'Etat, la dette non garantie par l'Etat, y compris — c'est essentiel — la dette des entreprises privées et celle des entreprises du secteur réemmené nationalisé comme Rhône-Poulenc ou Pechiney-Ugina-Kuhlmann ?

Deuxièmement, il a fallu toute l'insistance de la commission des opérations de bourse américaine et la curiosité des banques étrangères pour vous obliger à livrer des informations sur notre endettement, informations que vous avez refusé de livrer avec la précision souhaitable au Parlement. (Très bien ! très bien sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Vous devez aujourd'hui, monsieur le ministre, vous rendre compte combien cette politique du mystère, du secret, est dérisoire et vaine, et combien même elle peut être dangereuse, car elle risque de laisser colporter des rumeurs qui peuvent atteindre directement le franc.

M. Claude Estier. Ce sont des bobards !

M. François d'Aubert. Monsieur le ministre, je vous pose la question en espérant que vous voudrez bien pratiquer dorénavant la politique de la « maison de verre ». Pouvez-vous prendre aujourd'hui l'engagement solennel d'informer régulièrement et précisément le Parlement sur l'évolution la plus récente de la dette, et cela au moins une fois par mois ? (Protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Ce sont des questions qui vous gênent, mais je ne pense pas qu'elles gênent M. le ministre.

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur d'Aubert.

M. Robert-André Vivien. Le clan de la sébile l'empêche de parler !

M. Marcel Wacheux. Ecoutez Saint-Vivien !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues, tenez-vous tranquilles.

Monsieur d'Aubert, terminez.

M. François d'Aubert. Monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer, pour rassurer l'opinion publique, quels sont en ce domaine pour les années à venir les besoins que l'on peut évaluer de l'économie française, vos objectifs et les limites de cette politique d'endettement trop systématique, et quelles instructions vous avez données aux fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances pour la préparation du IX^e Plan ? (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Monsieur d'Aubert, après avoir lu *Le Monde* samedi soir, je savais que cette question serait posée, mais je préférerais garder les précisions chiffrées pour la représentation nationale plutôt que pour un communiqué de presse, ce qui, pour une fois, devrait vous satisfaire. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Alain Chénard. Allez, messieurs de l'opposition, ramassez *Lé Figaro* !

M. le ministre de l'économie et des finances. Je dois d'abord préciser qu'on ne peut pas parler d'insistance des autorités américaines car — mais je vous pardonne de ne pas savoir cela, puisque c'est secondaire par rapport à votre métier d'homme politique — chaque fois que l'on émet sur le marché de New York, l'organisme responsable, la Securities and Exchange Commission, demande un certain nombre d'informations.

Depuis deux ans, nous n'avions pas fait d'émission sur le marché de New York. Nous avons donc fourni ces informations à l'occasion d'une émission de la Caisse nationale des télécommunications — heureuse transition avec la question précédente posée à M. Mexandré — qui a d'ailleurs été réalisée dans des conditions tout à fait satisfaisantes.

A partir des chiffres qui ont été fournis aux autorités de contrôle américaines, on a extrapolé des données que je considère comme erronées sur l'endettement extérieur de la France,

et je vous remercie de me donner l'occasion de vous fournir des indications précises. Ce sera un peu compliqué, ce dont je vous prie de m'excuser, mais votre intelligence est tellement fulgurante que vous comprendrez tout de suite. (Rires sur les bancs des socialistes. — Vives protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Jean Falala. Ce n'est pas très correct !

M. Gabriel Kasperoff. Quelle maladresse ! Soyez donc convenable, monsieur le ministre, cela ne vous étouffera pas !

M. le ministre de l'économie et des finances. Je réponds à vos insultes par des hommages !

M. le président. Le ministre est libre de ses réponses. Je vous en prie, mes chers collègues, écoutez-le. Il a seul la parole.

M. Jacques Baumel. Il appartient au président de défendre les parlementaires !

M. le président. Les parlementaires ne sont pas menacés par une réponse technique.

Poursuivez, monsieur le ministre.

M. Gérard Chesseguet. Vous avez un drôle de sens de la technique !

M. Gabriel Kasperoff. Quel manque d'éducation de la part d'un ministre !

M. le ministre de l'économie et des finances. Je ne poursuivrai que si l'on m'écoute.

Au 31 décembre 1981, aux cours de change en vigueur à cette date, la dette extérieure bénéficiant d'une garantie de la République française s'élevait à 155 milliards de francs.

Si l'on souhaite procéder à une estimation de cette dette garantie à une date plus récente, il convient de tenir compte, premièrement, des nouvelles opérations d'emprunt réalisées avec la garantie depuis lors ; deuxièmement, des amortissements intervenus depuis le 31 décembre 1981 en matière de dette extérieure garantie et qui, bien entendu, diminuent d'autant le montant de celle-ci ; troisièmement, des conséquences pour l'évaluation en francs de la dette extérieure garantie, des variations de taux de change, et notamment de l'augmentation de la valeur en francs du dollar. Cela implique une analyse, devise par devise, de l'endettement extérieur garanti, ce qui n'a pas été fait, je le dis entre parenthèses, dans l'article auquel M. d'Aubert a fait allusion.

Les statistiques concernant la balance des paiements permettent d'estimer à 27,8 milliards de francs le flux des emprunts extérieurs évalués aux cours de change de conversion à moyen et long terme, dont environ 26 milliards de francs pour les emprunts garantis.

Sur cette base actualisée — j'insiste sur ce point — aux taux de change du 30 juin 1982, le flux de dette garantie correspond, de manière approximative, à une augmentation de l'encours de cette dette pendant le premier semestre, c'est-à-dire après les chiffres fournis aux autorités américaines, de 28 milliards de francs.

Par conséquent, aux cours du 30 juin 1982 actualisés, la dette au 31 décembre 1981 s'élevait à 175 milliards de francs.

M. Jean-Pierre Solsson. Ce n'est pas une réponse !

M. le ministre de l'économie et des finances. Laissez-moi terminer, je vous en prie !

Il faut ajouter à cela l'endettement du premier semestre, si bien qu'on aboutit, pour le 30 juin 1982, à un chiffre de 203 milliards de francs pour la dette garantie par l'Etat aux cours de change au 30 juin 1982.

Indépendamment de cette garantie, existe un endettement à moyen et long terme à l'égard de l'étranger d'entreprises ne bénéficiant pas de la garantie de l'Etat et qui réalisent ces opérations dans le cadre de leur activité commerciale normale, en particulier pour financer l'achat ou le développement d'actifs à l'étranger. C'est pour cette raison qu'il est difficile de les ajouter purement et simplement aux chiffres que, monsieur d'Aubert, je viens de vous indiquer. Mais je peux préciser que le montant de cette dette, sans tenir compte de ces actifs, était de 30 milliards de francs.

À la même date, les créances de la France sur les pays étrangers — crédits acheteurs, crédits financiers — étaient estimées à 190 milliards de francs.

Au total, l'endettement net de la France était, au 30 juin dernier, et sur la base des cours de change en vigueur, de moins de 50 milliards de francs.

Ce chiffre est à rapprocher du montant mensuel de nos exportations, c'est-à-dire 50 milliards de francs et de nos réserves de change qui étaient de 250 milliards de francs à la fin du mois de septembre.

Pour être tout à fait précis et objectif, je dois ajouter que l'ancien Premier ministre, M. Barre, avait, lors de son départ, indiqué que la dette garantie de la France était de 124 milliards de francs au cours de change de l'époque. Je vous le précise pour que vous puissiez procéder à toutes les comparaisons nécessaires.

La dette française n'est pas actuellement anormalement élevée, mais il faut y prendre garde. En pourcentage du produit intérieur brut, elle ne représente pas plus de 6 p. 100. En ce qui concerne son service, intérêts plus remboursement, elle correspond à vingt jours d'exportations.

Dois-je ajouter, enfin, qu'en 1981, l'Allemagne a emprunté plus que la France ?

J'indique qu'au-delà des complications techniques, aucun pays ne donne des éléments aussi complets que ceux que je vous ai fournis aujourd'hui.

Enfin, vous avez parlé de l'endettement de l'Etat. Puis-je me permettre de vous indiquer qu'en 1982 le volume des émissions obligataires sur le marché des capitaux en France, en passant de l'extérieur à l'intérieur, sera, je l'espère, de 140 milliards de francs, donc seulement 40 milliards de francs pour l'Etat ? Vous pourrez ainsi juger vous-même de la répartition de l'épargne française investie en obligations entre l'Etat, le secteur public et le secteur privé.

Mais puisqu'il faut, pour terminer, et compte tenu de la teneur de votre question, vous rappeler à une certaine modestie, qualité qui ne vous est pas la plus spontanément naturelle, je vous donnerai trois chiffres. (Applaudissements sur les bancs des socialistes. — Vives protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Jacques Baumel. C'est intolérable !

M. Gabriel Kaspereit. C'est une maladie ! Vraiment, vous nous surprenez !

M. le ministre de l'économie et des finances. Gardez votre indignation pour d'autres occasions. (Vives protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Gabriel Kaspereit. On l'exprime aujourd'hui, et c'est notre droit ! C'est incroyable !

M. le président. Monsieur Kaspereit, je vous en prie.

M. Robert-André Vivien. C'est de l'injure gratuite !

M. le président. N'interrompez pas M. le ministre.

M. le ministre de l'économie et des finances. Pour que nous puissions discuter sur le fond...

M. Gabriel Kaspereit. Ce n'est pas votre compétence qui va nous écraser !

M. le président. Monsieur Kaspereit !

M. Robert-André Vivien. On injurie l'un de nos collègues.

M. Gabriel Kaspereit. Je connais M. Delors depuis longtemps, et je ne l'ai jamais vu comme ça !

M. le président. Ce n'est pas une raison pour l'interrompre. Monsieur le ministre, vous avez la parole.

M. le ministre de l'économie et des finances. Pourquoi, messieurs, auriez-vous le monopole de l'agressivité et moi celui de l'angélisme ? (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Gabriel Kaspereit. Parce que vous êtes ministre !

M. le ministre de l'économie et des finances. Je vous ai donné tous les éléments chiffrés pour vous permettre de nourrir vos analyses et vos critiques.

Je termine par trois éléments qui sont de nature à alimenter votre réflexion.

Premièrement, en 1980, le déficit de la balance commerciale française, en francs 1982, après le deuxième choc pétrolier, était déjà de 72,4 milliards de francs.

Deuxièmement, la part du marché intérieur satisfaite par la production nationale est passée de 75 p. 100 en 1975 à 85 p. 100 en 1980, bien avant la venue au pouvoir du gouvernement de la gauche.

Troisièmement, la part de l'investissement des entreprises du secteur marchand dans le P.I.B. — ce qui explique aujourd'hui les difficultés de notre commerce extérieur — est passée de 11,4 p. 100 en 1972 à 9,1 p. 100 en 1980.

Ce sont là des chiffres que vous auriez intérêt à méditer, croyez-moi. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Exclamations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. François d'Aubert.

M. François d'Aubert. Décidément, monsieur le ministre, vous avez bien du mal à répondre avec sang-froid aux questions qui vous sont posées ! (Exclamations sur les bancs des socialistes.)

Figurez-vous que nous sommes en automne ! Or vous nous livrez des chiffres du printemps, et non l'évaluation de la dette au 1^{er} novembre 1982, comme nous vous le demandions.

Figurez-vous aussi que, depuis le 1^{er} juillet 1982, le cours du dollar a changé. L'évaluation que vous nous avez fournie se fonde sur un cours du dollar égal à 6,80 francs, alors que le dollar cote actuellement 7,30 francs.

Par ailleurs, vous ne nous avez pas précisé si, dans vos chiffres, figure la dette de sociétés commerciales privées, même si elle n'est pas garantie par l'Etat.

Quant aux créances, je rappelle que nous étions créditeurs, vis-à-vis de l'étranger, avant le 10 mai, de 15 milliards de francs, tandis que nous sommes aujourd'hui débiteurs de 50 milliards.

En outre, vous faites semblant de mélanger les créances. Or, si certaines sont de très bonne qualité, sur la République fédérale d'Allemagne par exemple, d'autres sont de bien moindre qualité, comme celles sur la Pologne, sur l'Iran ou même sur Cuba, pour qui vous envisagez un échelonnement de la dette.

Je réitère donc ma question : à combien évaluez-vous les créances douteuses ? (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française.)

M. Claude Estier. M. Barre n'applaudit pas !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur d'Aubert, la France n'a pas commencé le 10 mai 1981. Une économie, c'est une inertie. Même s'il n'y est pas parvenu, le Gouvernement précédent a fait des efforts pour essayer de répondre au deuxième choc pétrolier. (Très bien ! sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française.)

M. Raymond Barre. Très bien !

M. Jean-Pierre Soisson. Merci de le reconnaître aujourd'hui !

M. le ministre de l'économie et des finances. Je l'ai toujours dit, monsieur Soisson. Vous pouvez reprendre les modestes écrits que je rédigeais « dans mon coin ».

M. Emmanuel Aubert. Eh bien ! vous n'avez pas été entendu !

M. le ministre de l'économie et des finances. Simplement, messieurs, je compare les efforts que vous avez accomplis à l'agressivité intransigeante que vous manifestez aujourd'hui. Du moins certains d'entre vous !

M. Jean-Pierre Soisson. Ne dites pas cela de moi !

M. le ministre de l'économie et des finances. Je ne le dis pas pour vous, monsieur Soisson. Je ne suis pas le mieux placé pour distinguer le bon grain de l'ivraie, mais je le fais, dans ma modeste mesure.

La France — disais-je — n'a pas commencé en mai 1981. Compte tenu des résultats négatifs qu'elle avait enregistrés en ce qui concerne les pertes de parts du marché intérieur et la diminution des investissements, il ne faut pas s'étonner, quel que soit le Président de la République, qu'elle en supporte aujourd'hui les conséquences. Vous avez tort, monsieur d'Aubert, de nous les imputer, à nous, essentiellement. C'est pourquoi je vous ai rappelé ces chiffres. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

DÉVELOPPEMENT DU PROTECTIONNISME

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, la récente décision prise par le Gouvernement d'exiger que le dédouanement des magnétoscopes importés en France ne puisse être effectué qu'à Poitiers suscite, à juste titre, l'indignation de l'opinion publique française. (Exclamations sur les bancs des socialistes.)

M. Gilbert Sénès. Laquelle ?

M. Gilbert Gantier. Cela vous ennuie, messieurs, mais c'est vrai ! (Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.)

M. le président. Mes chers collègues, laissez l'orateur s'exprimer !

M. Gilbert Gantier. Cette décision est en effet exemplaire dans trois domaines essentiels de notre vie sociale.

D'abord, elle touche à la liberté de l'information, puisqu'elle vise à limiter l'entrée en France de ce perfectionnement technologique dont disposent largement les autres pays du Marché commun. Je rappelle à cet égard que, pour un nombre équivalent de foyers, il existe actuellement trois fois plus de magnétoscopes en Angleterre et en Suisse que chez nous, deux fois et demie plus en Allemagne fédérale.

M. Jean-Jacques Bonetière. C'est l'héritage !

M. Gilbert Gantier. Ensuite, et pour la première fois depuis la fin de la dernière guerre, le Gouvernement s'engage résolument dans la voie de l'organisation de la pénurie de certains biens de consommation, d'un rationnement que les jeunes générations n'ont jamais connu et qui rappellera bientôt de fort mauvais souvenirs aux anciennes. *(Exclamations sur les bancs des socialistes.)*

Enfin, cette première décision ouvre la voie à une inquiétante montée de la tentation du protectionnisme dont les conséquences seraient dramatiques pour l'avenir de notre pays et pour le niveau de vie de chaque Français.

Je poserais donc au Gouvernement les questions suivantes : Premièrement, l'arrêté du 21 octobre du ministre du budget, publié le lendemain, résulte-t-il d'une initiative personnelle de M. Fabis ou engage-t-il la responsabilité du Gouvernement tout entier ?

Deuxièmement, monsieur le ministre, ne craignez-vous pas que les banques japonaises, qui ont apporté le quart de l'emprunt de quatre milliards de dollars souscrit au mois de septembre dernier, ne se refusent désormais à participer au soutien du franc ?

Troisièmement, ne craignez-vous pas qu'après une telle action d'éclat le gouvernement français ne soit désavoué, tant au sein du Marché commun qu'au sein du G. A. T. T. ?

Quatrièmement, comptez-vous abroger rapidement cette mesure dérisoire, ridicule et néfaste ?

M. André Laignel. C'est du volspük !

M. Gilbert Gantier. Cinquièmement, au cas où vous ne voudriez pas abroger cette mesure, comptez-vous la maintenir à titre unique ou au contraire l'étendre, pour faire dédouaner par exemple, à Rennes ou à Bagnères-de-Bigorre, les pantoufles charentaises importées de Chine ?

Sixièmement enfin, d'une façon plus générale, le Gouvernement s'obstinera-t-il à avoir, face aux échanges mondiaux, l'attitude d'un monsieur Soupe qui produit laborieusement une réglementation tatillonne dans les soupentes des ministères au lieu de permettre aux entreprises françaises de relever le défi de la concurrence mondiale ?

En un mot, allez-vous maintenir en France le régime d'économie ouverte qui est le nôtre depuis un quart de siècle ou allez-vous, au contraire, nous contraindre à nous renfermer sur nous-mêmes à l'image des pays de l'Europe de l'Est ? *(Exclamations sur les bancs des socialistes. — Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Monsieur Gantier, vous plaignez-vous que les gouvernements précédents aient limité les importations de voitures automobiles japonaises à 3 p. 100 des ventes sur le marché intérieur ? Je serais content de connaître votre réponse à cette question. *(Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

M. Gilbert Gantier. Cela n'a rien à voir !

M. le ministre de l'économie et des finances. Ah bon ! C'est vraiment l'hôpital qui se moque de la charité !

M. Michel Cointat. Monsieur le ministre, si vous connaissiez toutes les astuces, vous n'auriez jamais fait cela !

M. Jacques Baumel. Il n'y a pas d'industrie française du magnétoscope !

M. Gabriel Kasperoff. C'est la désinformation permanente ! Il y a des voitures françaises, tout de même !

M. Michel Cointat. Il ne faut pas mélanger les vessies et les lanternes !

M. le président. Messieurs, qu'est-ce que c'est que cette fureur soudaine ? Gardez votre calme ! Pourquoi vous mettre en colère à cause des magnétoscopes ?

M. Michel Cointat. Ce n'est pas à cause des magnétoscopes, monsieur le président.

M. le président. Serait-ce à cause des pantoufles ? *(Sourires.)*

M. Michel Cointat. C'est à cause de la procédure utilisée par le Gouvernement. Mais nous vous donnerons quelques conseils à la sortie, monsieur le ministre !

M. le ministre de l'économie et des finances. Pour bien le faire sans le dire, vous êtes sûrement plus fort que pour le dire sans le faire. Ai-je bien compris ?

M. Michel Cointat. Exactement : il y a des choses qu'il faut faire et ne pas dire !

M. le ministre de l'économie et des finances. Vous auriez dû donner ce conseil à certains ministres des affaires étrangères des précédents gouvernements !

M. Jacques Baumel. Ne parlons pas des affaires étrangères, cela vaut mieux !

M. le président. Poursuivez, monsieur le ministre.

M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur Gantier, la France ne peut être considérée comme protectionniste avec un déficit du commerce extérieur qui sera sans doute de 95 milliards de francs en 1962.

Sur 100 francs de produits offerts sur le marché français en 1963, 10 francs provenaient de l'importation et 90 francs étaient produits en France. En 1962, sur ces mêmes 100 francs, 27 francs proviennent de l'importation et 73 francs seulement sont produits en France. On ne peut donc pas dire que la France soit un pays particulièrement protectionniste !

Deuxièmement, notre souhait est que la Communauté économique européenne renforce ses instruments de politique commerciale et mène une politique active. Nous avons déposé, en avril 1962, un memorandum en ce sens à Bruxelles. Il prévoyait le renforcement du système de surveillance statistique des importations dans la Communauté et la mise en place d'une réglementation nouvelle, inspirée de la législation américaine, pour une meilleure défense des intérêts commerciaux de la Communauté. Les discussions sur ce memorandum plétinent.

A ce sujet, j'apporterai une précision. Nous concluons des accords avec des pays du tiers monde pour leur permettre de vendre dans la Communauté des produits textiles ou autres, de manière à aider leur développement. Est-il normal qu'au-delà de ces accords, par des détournements de trafic, des produits pénètrent en Europe et viennent inonder le marché français ?

Tout gouvernement, qu'il soit de droite, du centre ou de gauche, s'y opposerait ; c'est évident !

M. Jean-Pierre Soisson. Merci de la distinction !

M. le ministre de l'économie et des finances. Quelle distinction ?

M. Jean-Pierre Soisson. Entre la droite, la gauche et le centre.

Plusieurs députés socialistes. Vous vous situez où ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur Soisson, je voulais quand même vous ménager un avenir ! *(Rires sur les bancs des socialistes.)*

M. Emmanuel Aubert. C'est gentil pour lui !

M. le ministre de l'économie et des finances. Il en est de même en ce qui concerne la politique commerciale que nous voudrions mener au niveau communautaire à l'égard du Japon. Nous préférons de loin que ce soit la Communauté dans son ensemble qui prenne ces mesures. Le groupe à haut niveau qui a réfléchi sur le Japon au sein de la Communauté n'ayant pas donné de résultat, c'est à juste titre que M. Jobert a indiqué à nos partenaires que nous serions conduits à prendre des mesures nationales s'il y avait échec au niveau communautaire. Ce ne serait pas la première fois que la France agirait dans ce sens ; elle l'a déjà fait dans le passé.

M. Michel Cointat. Absolument !

M. le ministre de l'économie et des finances. Troisièmement, les mesures prises le 20 octobre au niveau gouvernemental français ne sont pas protectionnistes. La commission consultative du commerce international qui a été créée au mois d'août dernier afin d'instruire les plaintes concernant les importations anormales, formule des avis à l'intention du Gouvernement et ce, dans le respect des règles de la Communauté et du G. A. T. T. Ces mesures ont pour but soit de lutter contre les détournements de trafic, soit de permettre la délivrance de documents de douane en langue française, soit d'améliorer la défense du consommateur.

De surcroît, notre système de réglementation des échanges extérieurs est transparent. Tous les pays ne peuvent pas en dire autant. Les mesures récemment prises ont été publiées, alors que nos partenaires étrangers ne pratiquent pas tous de la même façon. D'ailleurs certaines réputations faussement libérales mériteraient d'être mieux éclairées. Nous ne manquons pas de le faire. Je m'y suis d'ailleurs employé dès hier.

Enfin, je confirme qu'au-delà de ces mesures dont on trouve l'équivalent dans tous les pays, la France est confirmée dans son idée de maintenir une économie ouverte à l'intérieur de la Communauté économique européenne. Les principaux gestes du Gouvernement ont été dans ce sens.

Mais comment vouloir une Communauté économique européenne qui se limiterait à une zone de libre échange ouverte à tous les vents, sans volonté commune, sans politique commune ? Nous voulons une véritable Communauté et pas simplement une zone de libre échange qui se laisserait entraîner comme le galet par la mer. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe communiste.

INDEMNISATION DES VICTIMES DES RÉCENTES TEMPÊTES

M. le président. La parole est à M. Balmigère.

M. Paul Balmigère. Je remercie M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, de la réponse qu'il m'a faite tout à l'heure. Je voudrais cependant préciser quelques points au sujet de la tempête qui vient de sévir dans le Midi.

Sur le littoral languedocien, les dégâts sont particulièrement importants. Les localités de Palavas-les-Flots, Frontignan, Sète, Valras, Agde sont très touchées. Pour la seule ville de Béziers, les travaux de remise en état se chiffrent à plusieurs centaines de millions de francs. La remise en état des parcs conchylicoles de l'étang de Thau, qui sont détruits entre 80 et 100 p. 100, demandera deux ans de travail.

Dans l'Ouest, le Midi et le Centre, sur le littoral camarguais et dans d'autres régions, de nombreux bâtiments, d'habitation, industriels et agricoles ont été détruits ou gravement endommagés.

L'ampleur des dégâts pose avec acuité le problème de l'indemnisation des victimes. Des mesures financières doivent être prises rapidement pour réparer ce qui a été détruit.

J'ai pris acte de l'engagement du Gouvernement de déclarer les départements ou les communes sinistrés là où les dégâts sont importants, afin de permettre l'indemnisation complète des victimes des catastrophes naturelles et de prendre en compte la situation exceptionnelle de certaines collectivités territoriales. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

RELANCE DE LA POLITIQUE CHARBONNIÈRE

M. le président. La parole est à M. Joseph Legrand.

M. Joseph Legrand. Monsieur le ministre chargé de l'énergie, le Gouvernement a pris la semaine dernière un certain nombre de mesures concernant la politique charbonnière de la France. Ces mesures, que nous considérons comme positives, s'inscrivent dans la lutte que les mineurs et les communistes mènent avec persévérance depuis des décennies.

Cependant, outre le fait que le conseil des ministres n'évoque plus d'objectif de production, la question de la maîtrise de l'importation de charbon n'est pas réglée.

Si le marché de la consommation du charbon présente quelques faiblesses, la situation ne correspond pas à certaines déclarations alarmistes. Ainsi, en année mobile, la consommation globale de charbon — y compris le recours au stock — est plus importante en 1982 qu'en 1981.

Compte tenu des hypothèses de production nationale pour 1983, le tonnage importé passerait de 25 à 27 millions de tonnes en 1983, contre un volume prévu initialement de 22 millions de tonnes. Cela représente une dépense supplémentaire en devises de 2 milliards de francs au minimum.

C'est pourquoi on peut se poser deux séries de questions auxquelles je vous serais reconnaissant, monsieur le ministre, d'apporter des réponses.

Premièrement, les mesures positives prises pour permettre aux Charbonnages de France de contribuer, à travers une nouvelle société, au financement des équipements de reconversion du charbon ne vont-elles pas servir à favoriser essentiellement la création de débouchés pour le charbon importé ?

Deuxièmement, ne faut-il pas réfléchir au fait que si ces 2 milliards de francs de sorties de devises étaient investis dans des capacités productives, cela permettrait la production de 2 millions de tonnes supplémentaires par an pendant vingt ou trente ans ? (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie.

M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie. Monsieur le député, je vous remercie tout d'abord de bien vouloir considérer comme positives les mesures qui ont été présentées et acceptées par le conseil des ministres de mercredi dernier.

Cela dit, votre question me donne l'occasion de développer deux points.

Premièrement, le Gouvernement a décidé de relancer la production nationale de charbon. Les orientations budgétaires qui ont été présentées ici même il y a quelques jours le prouvent. Je me permettrai d'ailleurs de vous rappeler deux chiffres : en deux ans, les investissements de reconnaissance du charbon ont été multipliés par 10 et les investissements à moyen terme ont été multipliés par 2,5.

Cet effort budgétaire important consenti en faveur du charbon national comporte en particulier une subvention forfaitaire qui traduit la préférence nationale. Le Parlement l'a fixée il y a un an à 2,5 centimes la thermie et l'Assemblée en a voté l'actualisation pour 1983. Elle représente, dans le projet de budget, un montant total de 3,7 milliards de francs.

Cet effort important de l'Etat doit s'accompagner d'une gestion plus rigoureuse. Ce sont ces critères qui permettront aux Charbonnages de France de déterminer leur plan de production pour 1983. Celui-ci sera soumis dans les semaines qui viennent aux consultations habituelles et nécessaires, notamment avec les organisations syndicales, mais aussi avec les élus, pour que nous puissions trouver un consensus.

L'augmentation de la consommation de charbon en 1982 par rapport à 1981 connaît néanmoins des limites car elle est principalement liée à une disponibilité plus faible de nos centrales nucléaires en 1982. Mais les marchés traditionnels du charbon sont aujourd'hui en régression, qu'il s'agisse de l'industrie ou du chauffage collectif.

Dans l'industrie sidérurgique, l'utilisation du charbon ne se développe pas comme nous le souhaiterions. Celle-ci devient plus économe en coke. Ce sont des éléments avec lesquels nous devons compter et face auxquels nous devons réagir.

Un ensemble de dispositions ont été prises pour favoriser l'utilisation du charbon. Une partie du budget de l'agence pour la maîtrise de l'énergie — quelque 110 millions de francs en 1982 — est consacrée à l'organisation et au soutien de la consommation du charbon. Ce débouché que nous voulons développer sera alimenté par la production nationale, mais aussi par du charbon importé. J'ai déjà dit que devaient s'instaurer de nouvelles relations entre l'A.T.I.C. et les Charbonnages de France en vue de maîtriser les importations de charbon. Celles-ci, en effet, ne sont pas concurrentes de notre production nationale, mais concurrentes des importations de pétrole.

Vous savez qu'importer du charbon et non du pétrole engendre une économie de quelque 50 p. 100 en devises. Ainsi, chaque fois que nous substituons 1 500 000 tonnes de charbon importé à 1 million de tonnes de pétrole, c'est 1 milliard de francs que nous économisons au bénéfice de notre balance commerciale.

POLITIQUE MONÉTAIRE DES ETATS-UNIS

M. le président. La parole est à M. Montdargent.

M. Robert Montdargent. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances.

À la récente conférence de Kinshasa, le Président de la République s'est élevé contre les mouvements erratiques du dollar qui placent nombre de pays dans une situation intolérable.

Nous savons que la monnaie américaine vient d'atteindre un nouveau record, autour de 730 francs. Cette flambée place notre économie dans une situation fragile et risque de mettre en cause la politique poursuivie depuis dix-huit mois. La hausse du dollar favorise la fuite des capitaux hors du secteur productif, alimente une spéculation débridée et, surtout, accroît notre dépendance vis-à-vis des U.S.A. Ceux-ci ne peuvent à la fois s'affirmer notre allié et tenir la France en vassale. Il est nécessaire de réagir. C'est pourquoi, monsieur le ministre, je vous demande quelles mesures vous comptez prendre afin

d'enrayer cette spéculation qui coûte cher à notre pays et quelle initiative vous estimez devoir être conduite auprès de la communauté internationale, conformément aux engagements pris par les Etats-Unis à Versailles.

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. Emmanuel Hamel. Il n'y a plus que trois ministres en séance !

M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Monsieur le député, je vous remercie de cette question qui est absolument fondamentale et qui porte sur un sujet particulièrement préoccupant.

Deux données principales caractérisent actuellement le système des paiements internationaux.

D'une part, il n'y a plus d'organisation internationale qui permette de maintenir des relations de change stables entre les monnaies. Le système monétaire européen constitue une exception à ce désordre — exception heureuse, mais bien évidemment limitée.

D'autre part, le dollar joue en pratique un rôle de monnaie internationale, utilisée dans la majeure partie des transactions.

Mais quand on veut comprendre l'attitude des Américains, il faut toujours penser, à la politique inférieure américaine, et plus particulièrement pour ce qui est de la politique monétaire. C'est en fonction de la situation conjoncturelle constatée aux Etats-Unis et des objectifs poursuivis par les autorités de ce pays que se déterminent les taux d'intérêt aux Etats-Unis et, par voie de répercussion, sur le marché de l'eurodollar. Les politiques monétaires des autres pays, notamment des pays européens, doivent naturellement tenir compte de cette situation.

Dans la période récente, l'orientation de la politique américaine s'est traduite par une forte augmentation des taux, tant en valeur nominale qu'en valeur réelle, si on les compare à l'inflation. Cette situation a entraîné une hausse continue du dollar contre toutes les grandes monnaies.

Par ailleurs, le dollar est actuellement considéré par beaucoup comme une valeur refuge. Je n'en développerai pas toutes les raisons, mais l'on peut penser à la force de l'économie américaine, l'espoir d'une reprise prochaine dans ce pays et aux difficultés rencontrées actuellement par des pays dont la monnaie concurrençait le dollar, comme l'Allemagne ou le Japon.

De ce fait, le cours du dollar, vous l'avez rappelé, s'est situé récemment à des niveaux jamais atteints, dont on peut considérer qu'ils ne sont absolument pas justifiés par des données économiques objectives. Il en résulte — vous l'avez souligné et je crois que tout le monde est d'accord sur ce point — une situation très préoccupante pour les pays européens.

Un chiffre est extrêmement significatif : une hausse de 5 p. 100 du dollar détériore de 11 milliards de francs le solde de notre balance commerciale. Depuis mai 1981, le dollar a monté de plus de 30 p. 100 !

Quelles initiatives le Gouvernement compte-t-il prendre ? Il entend d'abord tout faire pour que l'on en revienne à l'esprit de Bretton Woods, c'est-à-dire à une plus grande concertation entre les pays — pour ne pas dire tout simplement une concertation — et une plus grande stabilité des parités. C'est dans ce but qu'en juin dernier, lors du sommet de Versailles, un groupe de travail a été mis en place pour étudier ce qui détermine les variations du taux de change, et, parmi ces causes, l'influence des interventions des autorités monétaires.

Nous avons bon espoir que ces travaux, et plus généralement les efforts qui seront entrepris pour développer une coopération monétaire stable entre les pays, permettront de progresser vers une reconstitution d'un ordre monétaire international apte à favoriser le développement économique et social de tous les pays, les pays sous-développés comme les nations industrialisées, car la situation actuelle ne peut pas durer sans de grands risques pour toute l'économie européenne. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Nous avons terminé les questions au Gouvernement.

— 2 —

RAPPEL AU REGLEMENT

M. Jean-Pierre Soisson. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Soisson, pour un rappel au règlement.

M. Jean-Pierre Soisson. Mon rappel au règlement se fonde sur l'article 91.

Monsieur le président, je constate que peu de membres du Gouvernement sont restés présents jusqu'à la fin de cette séance de questions d'actualité.

M. Emmanuel Hamel. Trois seulement !

M. Jean-Pierre Soisson. A plusieurs reprises, et je vous en rends hommage, vous avez exprimé le désir que le Gouvernement dans son ensemble puisse entendre les parlementaires de la majorité comme de l'opposition. C'est ce que vous m'avez affirmé hier encore à la conférence des présidents.

Or j'ai le regret de constater — et je m'adresse à vous puisque, hier, vous m'avez reproché de m'adresser directement à un membre du Gouvernement — qu'aujourd'hui seulement trois membres du Gouvernement sont présents à l'issue de cette séance alors que des questions essentielles ont été posées. Je le dis d'autant plus librement que la dernière partie des questions d'actualité était réservée à un groupe de la majorité.

Au nom du groupe U.D.F., je me permets de vous dire, avec la franchise que vous me connaissez, qu'une telle situation est regrettable pour la démocratie française. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. La semaine dernière, M. Claude Labbé a fait un rappel au règlement dans le même sens. J'ai dit ce que j'en pensais.

Cela étant, monsieur Soisson, il est effectivement regrettable que les membres du Gouvernement aient été si peu nombreux à la fin des questions d'actualité, mais ils étaient, me semble-t-il, proportionnellement plus nombreux que les députés. (Protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

J'ai rendu hommage au Parlement la semaine dernière, mais il me semble que les députés devraient également être présents.

M. Jacques Blanc. Ça n'a rien à voir !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Sans doute des propos ont-ils été échangés tout à l'heure qui n'étaient pas particulièrement bienvenus. Mais il arrive aussi, monsieur Soisson, que des injures partent de vos bancs à l'adresse des membres du Gouvernement sans que nous disions rien. Tout cela ne relève pas d'un excellent jeu parlementaire.

Je regrette, comme vous, qu'il n'y ait pas davantage de membres du Gouvernement présents...

M. Philippe Séguin. Très bien !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. ... mais je déplore aussi qu'il n'y ait pas davantage de membres du Parlement. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Soisson.

M. Jean-Pierre Soisson. Monsieur le ministre, je connais votre sentiment. Je sais que vous regrettez, comme moi, l'absence de M. le Premier ministre et que vous déplorez que la séance de questions d'actualité se soit achevée en présence de deux ou trois membres du Gouvernement seulement. Cela n'est pas acceptable pour notre démocratie, vous l'avez reconnu. Je le dis simplement, avec toute la courtoisie que je vous dois et dont vous avez toujours témoigné à l'égard de l'Assemblée.

Cela, monsieur le président, n'est pas bon pour les rapports entre le Parlement et le Gouvernement et je vous prie de m'en donner acte.

M. le président. Je verserai au dossier la réflexion suivante. Le Premier ministre et les membres du Gouvernement sont très assidus aux questions dites d'actualité et ils répondent avec beaucoup de précision et de conscience.

M. Jean-Pierre Soisson. Merci !

Vous aurez tout remarqué — et vous le premier, monsieur Soisson — que depuis l'origine le temps consacré aux questions d'actualité a presque doublé, ce qui explique peut-être que certains membres du Gouvernement, en raison de leurs charges, ne puissent pas être présents de bout en bout, comme ils le souhaiteraient.

Cela étant, la conférence des présidents et le bureau de l'Assemblée chercheront, en relation avec le Gouvernement, à améliorer au maximum la procédure des questions d'actualité.

M. Jean-Pierre Soisson. Je vous remercie, monsieur le président.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures, est reprise à dix-sept heures dix sous la présidence de M. Guy Ducloux.)

PRESIDENCE DE M. GUY DUCOLONE,
vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

— 3 —

LOI DE FINANCES POUR 1983 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1983 (n^{os} 1083, 1165).

INTERIEUR ET DECENTRALISATION (suite)

M. le président. Ce matin, l'Assemblée a abordé l'examen des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation et a commencé d'entendre les orateurs inscrits.

Je saurais gré aux orateurs et au Gouvernement de bien vouloir respecter les temps de parole qui ont été fixés par la conférence des présidents afin que nous puissions terminer nos travaux dans les meilleures conditions.

La parole est à M. Charles Millon.

M. Charles Millon. Afin de répondre au vœu de M. le président, je limiterai mon propos à quelques réflexions. Vous voudrez bien, monsieur le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, excuser le caractère haché de mon intervention.

J'aborderai en premier lieu le problème de la lutte contre le terrorisme. Ce dossier, je le sais, vous inquiète et vous préoccupe.

Je reconnais que, dans ce domaine, le Gouvernement ne recourt pas à des instruments dangereux pour la liberté, ce dont je me félicite car cela est positif. Ainsi, le droit d'asile n'est pas remis en cause et la mise en place d'un fichier central informatisé se fait dans le respect de la lettre et de l'esprit de la loi. La commission nationale « Informatique et libertés », présidée par M. le sénateur Thyraud, a d'ailleurs été saisie dans les formes prévues par la loi votée par la majorité d'avant mai 1981.

En revanche, monsieur le ministre d'Etat, les résultats obtenus sont particulièrement minces : ils se sont quasiment limités à l'arrestation de personnes amnistiées, au cours de l'année 1981. C'est la raison pour laquelle, en tant que parlementaire de l'opposition, je me permets d'exprimer notre inquiétude et de vous demander quelles décisions vous comptez prendre pour intensifier la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, dans un domaine qui exige une coopération internationale, on s'interroge toujours sur l'attitude que prendra le Gouvernement en ce qui concerne l'extradition de terroristes arrêtés en France, qu'ils soient italiens, espagnols ou d'autres nationalités. Notre interrogation nous apparaît fondée lorsque nous constatons que l'Italien Oreste Scalzone, sur l'extradition duquel la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a émis un avis favorable, attend toujours la décision du Gouvernement français. Sera-t-il, ou ne sera-t-il pas, en fin de compte, extradé ?

Quelle politique comptez-vous mener en la matière ?

Je parlerai maintenant de la lutte contre l'immigration clandestine.

Je sais, monsieur le ministre d'Etat, que ce sujet vous tient à cœur. Les effectifs de la police frontalière ont été renforcés : c'est là aussi un point positif dont nous nous félicitons. Mais à quel bon renforcer ces effectifs si les étrangers qui entrent clandestinement en France ne peuvent être renvoyés chez eux rapidement ?

L'action des pouvoirs publics en ce domaine est véritablement paralysée. L'expulsion est devenue pratiquement impossible et la reconduite à la frontière des immigrés clandestins suppose une procédure très lourde qui gêne les services de police. Si j'ai bien saisi vos dernières interventions, monsieur le ministre d'Etat, vous semblez être actuellement favorable à une réforme de la loi du 29 octobre 1981 relative aux étrangers car celle-ci vous interdit une action efficace.

J'en viens au fonctionnement quotidien de la police nationale et à ses relations avec les citoyens. Dans ce projet de budget, aucune mesure nouvelle n'apparaît. Les travaux d'entretien et de modernisation des commissariats sont freinés ; les acquisitions de véhicules sont largement amputées ; les frais de déplacement de la police sont reconduits en francs courants, malgré la hausse des prix. Toutes ces économies, qui pourraient

être approuvées s'il s'agissait d'une administration centrale, compromettent l'efficacité de l'action quotidienne des services de police. Vous en êtes d'ailleurs conscient, monsieur le ministre d'Etat, puisque vous êtes intervenu à diverses reprises sur ce sujet.

La technique de l'ilotage, dont vous nous avez parlé à diverses reprises et sur laquelle nous sommes d'accord, suppose des moyens de transport et un développement des transmissions. Or, les autorisations de programme qui leur sont consacrées diminuent fortement dans votre budget puisqu'elles passent de 79,8 millions de francs en 1982 à 55 millions de francs en 1983.

Quant à l'armement, seul le programme de remplacement des revolvers individuels est maintenu, mais pour un dixième des effectifs seulement, ce qui pose là aussi un problème.

Ce budget, afin de créer les emplois nécessités par une réduction de la durée du travail, sacrifie, à notre avis, l'équipement moderne qui conditionne l'efficacité de la police. Or, vous le savez bien, monsieur le ministre d'Etat, on ne fera pas de la police française une police moderne si on ne lui donne pas un équipement adapté à sa mission.

M. le président. Vous avez dépassé votre temps de parole de deux minutes, mais cher collègue.

M. Charles Millon. Je traitera, en dernier lieu, les problèmes des collectivités locales. Je serai bref car nombre de mes collègues ont abordé ce thème et M. le président vient de m'inviter à conclure.

Je poserai simplement trois questions.

Pourquoi huit milliards de fonds de compensation de la T.V.A. ne figurent-ils plus à votre budget ? La mesure d'ordre qui a conduit à les inscrire en prélevement sur recettes au fascicule des voies et moyens ne vise-t-elle pas seulement à diminuer optiquement de 1 p. 100 le taux de croissance des dépenses de l'Etat et, partant, celui de la pression fiscale ?

Par ailleurs, le montant de la dotation globale de fonctionnement a été artificiellement majoré, et vous le savez. Mes collègues ont en effet déjà souligné que le passage de 51,9 milliards à 58,6 milliards de francs, soit plus 12,9 p. 100, n'est dû qu'à l'intégration de la subvention aux communes pour le logement des instituteurs. En fait, l'augmentation véritable de la dotation globale de fonctionnement n'est que de 8 p. 100, c'est-à-dire le taux d'inflation prévu pour 1983.

Troisièmement, la somme de 2,8 milliards de francs qui figure dans l'état récapitulatif des concours de l'Etat aux collectivités locales au titre de la compensation financière des transferts de compétence n'aura aucune réalité tant que le projet de loi relatif aux compétences n'aura pas été adopté et la loi promulguée. Nous ignorons la date et l'heure de sa promulgation, ce qui souligne le caractère dérisoire de cette inscription.

Je m'associe par ailleurs, monsieur le ministre d'Etat, aux questions qui vous ont été posées à propos de la dotation globale d'équipement et j'espère avoir l'occasion, au cours de la discussion des articles, de revenir sur ce sujet.

J'affirme toutefois qu'il n'est pas possible d'engager une véritable décentralisation alors que votre projet de budget ne présente pas des comptes clairs permettant d'entrevoir, derrière les chiffres et les dotations globales, un véritable transfert de ressources parallèle au transfert de compétences.

M. le président. Mon cher collègue, je vais vous retirer la parole.

M. Charles Millon. Je développerai tous ces points à l'occasion de la discussion des amendements et je vous remercie, monsieur le président, de m'avoir accordé quelques minutes supplémentaires.

M. le président. Je vous rappelle, monsieur Millon, qu'en vertu de l'article 55, alinéa 4 du règlement, « Lorsqu'un amendement est ou a été déposé par un membre d'un groupe dont le temps de parole est épuisé, cet amendement est lu par le président et mis aux voix sans débat. »

Peut-être ferai-je usage de cette disposition à votre rencontre tout à l'heure.

M. Charles Millon. Vous montrerez certainement votre tolérance habituelle, monsieur le président !

M. le président. La parole est à M. Julien.

M. Raymond Julien. Monsieur le ministre d'Etat, je suis conscient de l'importance de la décentralisation, qui est la grande affaire de votre ministère et qui a ouvert ici de grands débats d'idées.

Faut-il s'en étonner dans un pays aussi centralisé que la France, où l'on pensait que Richelieu avait apporté la dernière pierre à l'édifice centralisateur, alors qu'il a encore été perfectionné par la suite ?

Au double titre de ministre de la décentralisation et de maire d'une grande ville, vous vous êtes évidemment penché, monsieur le ministre d'Etat, sur le problème, auquel nous attachons tout tant d'importance, des ressources spécifiques des collectivités locales.

Certes, en France comme ailleurs en Europe, les budgets locaux et régionaux dépendent de l'aide du pouvoir central. Augmenter les impôts sur les personnes physiques et sur les sociétés — quand on a la chance d'en avoir dans sa commune — c'est risquer de mécontenter les contribuables et de les faire fuir et de se priver en fin de compte des recettes que l'on voudrait susciter.

Quant au foncier, bâti ou non, pour être rentable, il faut en réévaluer très souvent l'assiette, avec les difficultés que cela comporte.

Or les dépenses publiques locales augmentent très rapidement dans tous les pays d'Europe occidentale, et souvent même plus rapidement que les dépenses de l'Etat. L'aide du pouvoir central devient donc nécessaire et entraîne inéluctablement le danger d'une mainmise et d'une menace sur l'autonomie locale. Il faut donc naviguer au plus près.

La dotation globale de fonctionnement reste le concours le plus important de l'Etat, surtout cette année, puisqu'elle a été gonflée par l'intégration de la dotation relative au logement des instituteurs. Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre d'Etat, combien les élus locaux sont sensibles à ces problèmes, surtout dans les petites communes, celles de moins de deux mille habitants en particulier.

En effet, la D.G.F. se compose d'un tronc commun à toutes les communes qui constitue 95 p. 100 de son montant et de 5 p. 100 de concours particuliers aux grandes villes, aux centres touristiques et aux centres ruraux de moins de deux mille habitants qui, eux, se voient attribuer une dotation minimale.

L'une des bases de calcul de la dotation minimale est le revenu brut des immeubles bâtis. Cela pose le problème que je vais vous soumettre. Pour qu'un immeuble bâti produise un revenu, il faut, la plupart du temps, le remettre en état, emprunter et s'endetter, alors que les communes ont de faibles ressources.

Je prendrai l'exemple d'une commune dont le revenu communal était de 4 560 francs et qui, ayant transformé une école désaffectée en gîte rural, l'a vu progresser jusqu'à 29 220 francs. Le résultat, c'est que, l'année suivante, la dotation minimale est passée de 16 442 francs à 23 644 francs.

Les victimes d'une telle situation pourraient à juste titre parler d'un miroir aux alouettes. Il conviendrait donc de se pencher sur ce problème et d'inciter les communes à valoriser leur patrimoine sans qu'elles soient de ce fait pénalisées.

La dotation minimale ne pourrait-elle pas retenir comme critère le revenu net et non plus le revenu brut ? Cette mesure améliorerait certainement le sort des communes concernées.

Je vous remercie, monsieur le ministre, de la suite que vous voudrez bien donner à mon propos, car vous savez combien nous sommes sensibles à tout ce qui est susceptible de contribuer au plein succès de la décentralisation à laquelle vous consacrez tant d'efforts. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Je vous remercie, monsieur Julien, d'avoir respecté votre temps de parole.

La parole est à Mme Osselin.

Mme Jacqueline Osselin. Comme M. Julien, j'aborderai le problème du budget des collectivités locales.

Au moment où se met en place la décentralisation et où s'élabore le projet de budget pour 1983, les collectivités locales s'interrogent sur leur devenir et se demandent : « Où allons-nous ? » Telle est la question que se posent de nombreux élus locaux en préparant leur programmation budgétaire, non seulement pour 1983 mais aussi pour les années suivantes.

Les prévisions ne peuvent en effet se faire sur une année, et cela est encore plus vrai à l'approche des élections, où chaque équipe bâtit le programme municipal sur lequel les citoyens se détermineront par leur vote. Aux propositions de réalisations devront donc correspondre des ressources : concours financier de l'Etat, mais aussi effort contributif des citoyens dont on sait que, aussi longtemps que la loi n'aura pas été modifiée, il sera foncièrement injuste.

Désormais, les collectivités locales recevront trois types d'aide : subventions de fonctionnement ou d'équipement affectées à des objets particuliers, dotations globales existantes, dotations nouvelles liées à la mise en œuvre de la décentralisation, qu'il s'agisse de la dotation globale d'équipement ou de la dotation générale de décentralisation.

Je ne m'étendrais guère sur l'accroissement que l'ensemble représente par rapport à 1982, si ce n'est pour appeler que cette augmentation était vitale pour les communes et que le remboursement intégral dès cette année des charges dues au titre du logement des instituteurs est le bienvenu.

J'insisterai, monsieur le ministre d'Etat, sur deux des incertitudes qui pèsent encore sur le budget des communes : incertitudes d'autant plus gênantes qu'elles empêchent la mise au point d'un plan pluriannuel, nécessaire en cet avant-mars 1983.

La première concerne l'abandon par l'Etat, pour la deuxième année consécutive, du prélèvement de 3,6 p. 100 sur le produit de la taxe d'habitation qui est destiné à couvrir les frais de dégrèvement et de non-valeur à la charge de l'Etat. Qu'en adviendra-t-il les années suivantes ? Si cette mesure n'était pas reconduite, cela grèverait considérablement les budgets communaux et rendrait caduque toute programmation. Les maires, surtout ceux des communes les plus démunies, ne peuvent rester à la merci de ce couperet, dont les effets se répercuteraient inévitablement sur la taxe d'habitation, la rendant encore plus insupportable aux citoyens.

La deuxième incertitude touche à la dotation globale d'équipement, attendue et largement souhaitée, car elle permettra aux collectivités locales d'affecter librement les sommes dont elles auront la disposition au financement des équipements de leurs choix, au lieu de pleurer après des subventions spécifiques d'investissement, soustraites opération par opération. La dotation globale d'équipement rendra à ces dernières plus d'autonomie et traduira concrètement la mise en œuvre de la décentralisation ; elle les libérera de cet état d'assistés perpétuels et évitera bien des retards administratifs. Les critères d'attribution sont encore bien incertains ; ils dépendent d'abord du vote de la loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, ensuite, ils dépendent du choix des paramètres, et cela aura aussi des répercussions.

Primitivement, il avait été question de les attribuer selon le nombre d'habitants, critère évidemment juste mais sans garantie quant à l'utilisation des sommes aux fins d'investissement. Le Gouvernement a même proposé de la répartir à raison de 80 p. 100 au prorata des dépenses directes d'investissement, le reste étant partagé sous forme de majoration pour les communes à faible potentiel fiscal, pour les communes et groupements qui réalisent des travaux dans le cadre d'une charte intercommunale et pour les groupements à fiscalité propre.

Sans m'appesantir sur l'inconduite du taux de remboursement octroyé au fil des ans, je voudrais surtout évoquer le risque de disparité que ces modalités d'attribution peuvent entraîner. En effet, les communes riches, quelle que soit leur strate, seront privilégiées puisque fort logiquement ce sont elles qui investiront le plus. A l'inverse, les communes pauvres s'enfonceront dans leur pauvreté si le rapport entre la masse répartie directement en fonction des investissements opérés et la masse péréquée reste identique.

Peut-être faudrait-il s'orienter vers des remboursements au prorata des dépenses réelles directes d'investissement qui soient corrigées en proportion inversée de l'écart entre le potentiel fiscal moyen par habitant de la commune et celui de l'ensemble des communes.

Une étude de l'investissement admis pour le fonds de compensation pour la T.V.A. par habitant réalisée pour 1978 donne un écart de 347 à 503 francs, soit une variation de 44 p. 100 entre les deux extrêmes. La manne retombant dans l'escarcelle des communes sera donc fortement différenciée, creusant d'année en année les écarts.

S'il est vrai que les petits villages, qui bénéficieraient par ailleurs des concours du département, ne seront pas pénalisés et s'en sortiront bien au vu des simulations faites, il n'en reste pas moins que le dispositif proposé privilégie outrageusement les communes riches. Et ce, d'autant plus que les villes pauvres sont en grande partie ces communes dortoirs de banlieue qui souffrent de déséquilibres profonds, appelant d'urgence des moyens supplémentaires si l'on ne veut pas les laisser se transformer en ghettos. Mons-en-Barœul, la commune dont je suis l'élu, en est un exemple criant, sans citer les localités qui ont défrayé la presse.

Il faut donc rechercher une solution qui prenne mieux en compte le potentiel fiscal des communes. C'est là ma demande, monsieur le ministre d'Etat.

L'année dernière, à cette tribune, j'appelais de mes vœux la création de la D.G.E. et des moyens nouveaux pour les communes. Certes, ce projet de budget pour 1983 traduit des avancées mais j'exprime néanmoins le souhait que la décentralisation soit un facteur de développement de la vie de toutes les communes, sans distinction, à l'image de l'effort de solidarité engagé par le Gouvernement à l'égard des citoyens depuis un an et demi. Je souhaite aussi qu'une réforme profonde de la fiscalité locale voie rapidement le jour. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Germon.

M. Claude Germon. Mon collègue Michel Berson, appelé dans sa circonscription, m'a demandé de vous donner connaissance de l'intervention qu'il comptait faire.

La délinquance et la criminalité sont, en France, statistiquement inférieures à celles de nombreux autres pays d'un niveau de développement comparable. En effet, le taux de criminalité global est en France, par exemple, inférieur de plus de 20 p. 100 à celui de la République fédérale d'Allemagne.

Mais en France cette criminalité est géographiquement très concentrée; les dix départements dans lesquels a été constaté le plus grand nombre de crimes et de délits représentent 40 p. 100 de la criminalité globale, pour 30 p. 100 de la population.

Je ne vous apprendrai rien, monsieur le ministre d'Etat, en vous indiquant que parmi ces dix départements, nombreux sont ceux qui appartiennent à la région parisienne, dont la situation particulière mérite que l'on s'y arrête.

Face à la situation des départements de la région Ile-de-France, aucun moyen spécifique en matière de police n'est capable, à lui seul, d'enrayer le développement de la délinquance et du sentiment d'insécurité. Le problème, dans cette région, est avant tout lié à l'urbanisme sans âme, au manque d'équipement public, à la marginalisation de la jeunesse, au chômage, aux conditions de vie des immigrés, à l'isolement de certaines cités.

Sur ces points, des efforts sans précédent ont été réalisés depuis seize mois, notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, du logement, des transports ou des loisirs, et particulièrement pour les « îlots sensibles ».

Il reste que pour la région parisienne, l'efficacité de toute action repose essentiellement sur les capacités de prévention des forces de police. Aussi faut-il qu'elles effectuent plus que de la surveillance traditionnelle de la voie publique, qui représente encore 50 p. 100 de l'activité des personnels de police.

La prévention, c'est développer la pratique de l'îlotage, c'est aussi accroître le nombre des bureaux d'information-sécurité, c'est encore mettre en œuvre des opérations spécifiques qui répondent aux problèmes particuliers de la région parisienne : opérations « tranquillité vacances », opérations « dernier train », actions envers les personnes âgées, actions envers les jeunes au travers des activités préventives des brigades des mineurs et des activités à caractère éducatif et sportif proposées par les moniteurs de la police dans les centres de loisirs pour jeunes. D'où la nécessité de disposer d'effectifs en nombre suffisant.

Au seuil de l'année 1983, les polices urbaines des départements de la région parisienne et plus particulièrement de la grande couronne n'ont pas encore les effectifs nécessaires à la mise en place d'une réelle politique préventive.

Rien d'étonnant à cela, lorsque l'on sait que la présence des forces de police dans ces départements a stagné de 1973 à 1981, alors que durant cette période les populations s'accroissaient de 25 p. 100, que le temps de travail des policiers diminuait, que leur travail administratif et leurs missions annexes augmentaient de façon constante et que, de plus, sous le coup de l'urbanisation rapide et de la crise économique, la délinquance progressait.

Ceux qui aujourd'hui font du thème de l'insécurité le cheval de bataille de leurs campagnes politiques feraient bien de se taire car ils étaient, hier, ceux-là mêmes qui refusaient de prendre les mesures élémentaires qui s'imposaient. A cet égard, mesdames, messieurs de l'opposition, vous portez la responsabilité d'une situation qui a largement contribué au développement de la délinquance et du sentiment d'insécurité dans notre pays.

Heureusement, face à cette situation, vous vous êtes donné, monsieur le ministre d'Etat, une double priorité.

Premièrement, renforcer de façon importante les effectifs. A ce jour, en moins de deux ans, plus de 6.000 emplois de policiers ont été créés, auxquels viennent s'ajouter les mesures inscrites au projet de budget de 1983. Ce résultat, qui porterait ce chiffre à 7.700, est à rapprocher des promesses non tenues du programme de Blois qui prévoyait la création en cinq ans de 5.000 emplois de police.

Deuxièmement, affecter en priorité les nouveaux effectifs dans les zones les plus sensibles et donc bien évidemment dans les départements de la région parisienne, en privilégiant une répartition au profit des effectifs de policiers en tenue.

Cette double priorité répond à l'attente des élus de la région parisienne. En effet, l'insuffisance des effectifs, depuis plusieurs années, notamment dans les départements de la grande couronne, qui accusent un déficit de 30 p. 100 par rapport à ceux de la petite couronne et même plus par rapport à certaines villes de province, était telle que l'annonce de la création d'emplois était attendue par les populations, par les syndicats de police et par les élus locaux avec impatience. Seulement, entre le moment de la création budgétaire de l'emploi nouveau

et celui de l'entrée en fonction d'un nouveau policier, il n'est pas rare qu'il s'écoule plus de deux ans, du fait des délais de recrutement et de formation. Lorsque la situation est urgente, comme en région parisienne, il est indispensable de mieux faire comprendre cette situation qui explique pourquoi, en 1982, sur les 7.300 policiers recrutés, seuls 3.000 sont entrés effectivement en service.

Par ailleurs, le recrutement, sans précédent depuis un an, et l'effort réalisé pour donner aux nouveaux policiers une formation améliorée a entraîné un appel important d'instructeurs, recrutés au sein des corps urbains et quasi exclusivement dans ceux de la région parisienne. Or ces départs de formateurs ont eu lieu en même temps que les traditionnels mouvements de mutations, promotions et départs en retraite.

Le résultat de ce double mouvement est paradoxal. Prenons le cas de l'Essonne. Ce département, longtemps sous-doté en effectifs, s'est vu affecté 162 emplois supplémentaires dont la plus grande partie sera pourvue en 1983. Mais, parallèlement, les départs en retraite et en école et les mutations qui ont eu lieu simultanément ont entraîné une diminution des effectifs. Par exemple, au commissariat central d'Evry, le tiers des effectifs est actuellement manquant. A Corbeil-Essonnes, il ne reste en poste qu'un inspecteur sur trois et dans le district de Palaiseau six postes d'inspecteur et d'enquêteur sur dix-huit n'ont pas encore été pourvus. A Massy, la plus grande ville de l'Essonne, les effectifs sont également très insuffisants. Or, les effectifs ne seront remplacés, au mieux, qu'en avril 1983, à l'occasion des prochaines sorties d'école.

Face à cette situation, je voudrais, pour conclure, faire deux propositions.

Premièrement, ne pourrait-on pas gérer les départs et les arrivées de policiers dans la région parisienne de manière plus stricte, afin d'éviter ces décalages et ces retards, dommageables à l'efficacité et à la qualité des services de police ?

Deuxièmement, ne pourrait-on pas inciter les policiers provinciaux en poste en région parisienne, à rester plus longtemps dans les départements de la petite et surtout de la grande couronne, de manière à limiter le nombre des mutations et à permettre un meilleur rapprochement de la police et de la population ?

Monsieur le ministre d'Etat, monsieur le secrétaire d'Etat, les nouvelles orientations pour la police, définies dans le budget de 1982 et poursuivies dans le projet de budget de 1983 répondent enfin à l'attente des populations de la région parisienne comme de l'ensemble du pays. C'est pourquoi le groupe socialiste vous apporte son soutien et votera votre budget. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mesdames, messieurs, tenant compte de l'heure et de l'emploi du temps, je vais m'efforcer d'abréger l'exposé que j'avais préparé.

Une première remarque : ce budget est tout à fait dans la ligne du budget précédent. En effet, il tend, d'une part, à mieux assurer la sécurité des Français, d'autre part, à accompagner financièrement la décentralisation.

En ce qui concerne la nomenclature budgétaire, je précise tout de suite, ce qui me permettra d'abréger mes réponses aux questions qui me seront posées tout à l'heure, que le transfert du fonds de compensation de la T.V.A. du budget du ministère vers les charges communes est une mesure d'ordre tout à fait normale. Ce fonds de compensation évolue de façon purement automatique, en fonction des investissements effectués, échappant à toute contrainte budgétaire.

Le budget du ministère de l'intérieur est, cette année, en augmentation de 15,46 p. 100, chiffre supérieur à la moyenne de l'augmentation budgétaire.

Je me bornerai à tracer dans ses grandes lignes le chapitre de la sécurité publique, puisque M. Joseph Franceschi, en sa qualité de secrétaire d'Etat à la sécurité publique, vous apportera toutes les précisions nécessaires.

Je rappelle qu'en 1982, après le collectif de 1981, sept mille emplois ont été créés et que cette année le budget prévoit 1.880 emplois supplémentaires. A cette mesure de recrutement, il convient d'ajouter les dispositions importantes qui ont été prises en ce qui concerne la formation des policiers, pour laquelle nous trouvons 10 millions de francs de crédits supplémentaires. Les effectifs de la direction de la formation passent de 130 à 350 personnes, la création de délégations au recrutement et à la formation permettant d'agir auprès des onze secrétariats généraux d'administration de la police. L'un des rapporteurs l'a précisé : un tiers des 110.000 policiers bénéficieront, chaque année, à partir de 1983, d'une formation permanente,

Quant à l'indemnité spéciale de sujétion, c'est l'année dernière, par un amendement que j'avais déposé conjointement avec le ministre du budget, qu'elle a été incluse dans le calcul de la retraite des policiers. Cette année, c'est un crédit de 58 millions qui a été inscrit pour respecter les engagements pris l'année dernière. Ainsi, une revendication très ancienne des policiers est enfin satisfaite.

Plusieurs députés socialistes. Très bien !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Comme j'ai promis au président d'être bref, pour que ce budget puisse être examiné dans des délais convenables en cette veille du 11 novembre, je m'en tiendrai donc là en ce qui concerne la sécurité publique, laissant à M. Franceschi le soin de vous fournir un certain nombre de précisions supplémentaires.

Les moyens de la sécurité civile ont été considérablement renforcés. Les 120 millions que j'avais obtenus l'an dernier ont permis d'acheter neuf avions Trackers, quatre hélicoptères Dauphin et un hélicoptère Ecureuil. De plus, une cinquantaine de camions ont été mis à la disposition des départements qui en avaient le plus besoin, et en particulier ceux de la Corse. On a très peu parlé de ces camions car ces achats sont moins spectaculaires que les achats d'avions ; pourtant, ce matériel est extrêmement utile.

Un effort important a été consenti par ailleurs pour renforcer en 1983 les moyens du service de déminage, les effectifs du personnel d'entretien, avec quinze techniciens supplémentaires. La brigade des sapeurs-pompiers de Paris a obtenu 84 millions de crédits supplémentaires et 400 militaires de plus seront mis à sa disposition. Le crédit de subventions aux collectivités locales pour la construction de centres de secours sera doublé et les capacités d'accueil de l'école nationale des sapeurs-pompiers seront améliorées.

J'ajoute que des dispositions ont été prises pour renforcer la prévention, en accord avec le commissariat national à la prévention des risques naturels.

En ce qui concerne la décentralisation, je tiens à souligner ici que le transfert du pouvoir exécutif des départements, des préfets aux conseils généraux s'est fait dans les délais prévus et, d'une façon générale, dans d'excellentes conditions. A ce jour, toutes les conventions, sauf une, pour les départements et pour les régions sont signées. Les choses se sont si bien passées que la presse en a très peu parlé. Mais imaginez qu'il y ait eu des difficultés : qu'aurions-nous eu, qu'aurions-nous entendu à la radio et à la télévision ! Il semble bien que cette immense réforme, à laquelle le Gouvernement s'était engagé, répondait à une aspiration profonde, sinon aurait-elle été effectuée aussi facilement et aussi rapidement ?

Je rappellerai à ce propos que l'Etat, tenant toujours ses engagements, avait transféré l'année dernière aux collectivités locales les crédits nécessaires pour financer une partie des dépenses de police et de justice. Il a poursuivi cette démarche cette année puisque la totalité de ces dépenses sera remboursée aux collectivités locales.

Je constate que nul ne souligne l'importance de cet effort. Il paraît normal alors qu'en réalité il est tout à fait remarquable.

Par ailleurs, vous avez sans doute, mesdames et messieurs les députés, que la loi sur le transfert des compétences et des ressources vient d'être votée par le Sénat. Elle viendra bientôt en discussion devant votre Assemblée. Pour abréger nos débats, je ne développerai pas ce sujet ce soir. Toutefois, s'agissant de la dotation générale de décentralisation, je précise que l'Etat versera au titre de cette dotation 2,106 milliards de francs, somme couvrant la totalité de la charge des communes. C'est, à ma connaissance, la première fois qu'un Gouvernement procède ainsi.

Les transferts pour 1983 portent essentiellement sur les dispositions relatives au droit des sols, à l'urbanisme et au logement. Ils porteront pour 1984 sur l'action sociale, la santé et les transports et, pour 1985, sur l'éducation et la culture.

Pour 1983, la loi de finances prévoit la création d'une dotation générale d'équipement qui était réclamée depuis longtemps. Elle sera fondée sur un certain nombre de critères sur lesquels la discussion s'engagera à l'occasion de l'examen de ce projet de budget et du projet de loi sur les compétences. En tout état de cause, je suis prêt à étudier tous les amendements qui seront présentés car le choix de ces critères est particulièrement délicat et peut avoir dans certains cas des conséquences ou bénéfiques ou dommageables.

Je tiens à dire dès maintenant que cette dotation sera calculée en tenant compte des investissements de l'année en cours. On ne pourra donc pas faire en la matière le reproche qu'on

pourrait formuler à propos du fonds de compensation de la T. V. A., à savoir un décalage de deux ans entre la dépense et le paiement.

J'ajoute que les transferts opérés au profit du département comprennent l'ensemble des crédits de voirie départementale ainsi que ceux d'aide à l'équipement des communes rurales.

Le temps me manque pour vous apporter toutes les précisions que j'ai eu l'occasion de fournir au Sénat dans le cadre de la discussion du projet de loi sur le transfert des compétences et des ressources. Je m'abstiens volontairement pour que les députés qui ont posé des questions puissent recevoir des réponses et pour que les amendements puissent être examinés et votés dès ce soir.

La dotation globale de fonctionnement a fait l'objet d'un certain nombre de critiques et réserves, notamment en ce qui concerne les chiffres. Je tiens d'ailleurs à remercier M. Emmanuel Aubert pour le ton très courtois de son intervention, même lorsqu'il a évoqué ma réponse à M. Stasi. J'ai pris son propos comme un compliment, étant donné le ton qu'il y a mis. Ce rappel aurait pu avoir une connotation péjorative mais son sourire bienveillant a fait en sorte que j'accepte bien volontiers les formules qu'il a utilisées à mon égard.

Il est exact que le chiffre avancé pour la dotation globale de fonctionnement comprend le montant des indemnités de logement des instituteurs et il n'y a aucune raison de le cacher. Mais, même déduction faite de cette dernière, force est de constater que l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement est de 9 p. 100 alors qu'elle a été calculée en fonction d'une T. V. A. établie à partir d'une inflation prévisionnelle de 8 p. 100.

Le Gouvernement s'est engagé, comme l'avaient fait d'ailleurs les précédents gouvernements, à procéder à un rattrapage au profit des communes si le taux d'inflation était supérieur.

Les chiffres que je citerai aujourd'hui sont plus simples que ceux que j'ai donnés à M. Stasi. En francs constants, le concours que l'Etat apporte aux collectivités locales — il ne s'agit donc pas de la seule dotation globale de fonctionnement — s'est accru de 1 p. 100 en 1980 et en 1981, de 1,8 p. 100 en 1982 et de 9 p. 100 en 1983. Déduction faite de la dotation correspondant au logement des instituteurs, l'augmentation est encore de 5 p. 100 en 1983, ce qui est nettement plus élevé qu'en 1981 et 1982.

Je ne m'étendrai pas sur la lutte contre le terrorisme d'autant que M. Franceschi parlera de la décentralisation et de l'informatisation du fichier des renseignements généraux qui sont menées, comme l'a dit M. Millon, en respectant toutes les règles démocratiques et toutes les lois en vigueur.

S'agissant de la réglementation de la vente des explosifs et des armes j'ai reçu récemment une délégation des armuriers auxquels j'avais demandé de me formuler des propositions. Des dispositions ont été prises ces jours-ci et elles seront bientôt publiées.

J'en viens maintenant au problème de l'administration territoriale. Je souhaite rendre hommage aux personnels de préfecture car, si le transfert de pouvoir entre les préfets et les départements a pu s'opérer aussi bien, c'est grâce à la loyauté et au désintéressement, d'une part, des préfets eux-mêmes et, d'autre part, de tout le personnel des préfectures. Je reconnais que la division entre structures départementales et structures nationales a posé un certain nombre de problèmes et que, à l'heure actuelle, toutes les difficultés ne sont pas résolues.

Au cours de discussions précédentes, j'ai eu l'occasion d'annoncer que le Premier ministre avait décidé de mettre à la disposition des préfectures 500 fonctionnaires des services extérieurs. Ce n'est pas là une mesure facile à mettre en application mais elle le sera dans les meilleures conditions et après consultation, bien entendu, des intéressés.

En ce qui concerne la titularisation, une première étape est prévue pour les non-titulaires des catégories C et D.

La création des cours régionales des comptes est entreprise et les délais prévus seront respectés.

Différentes questions m'ont été posées. J'ai déjà répondu en partie à Mme de Hauteclouque que je remercie de m'avoir permis de l'interrompre pour apporter quelques précisions.

Je remercie aussi M. Marchand d'avoir souligné tout ce qui a été réalisé. Il a observé à juste titre que beaucoup reste à faire pour la rénovation ou pour la création de locaux de police. Un effort considérable a également été accompli par le Gouvernement pour le recrutement et la formation des policiers. Ces deux actions étaient, dans l'ordre chronologique, les plus urgentes. Je pense que, dans les années à venir, le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation pourra obtenir les crédits nécessaires pour créer ou rénover les locaux de police, ce qui est indispensable tant pour les personnels qui y travaillent que pour les Français qui s'y rendent.

M. Franceschi répondra à M. Pernin.

Je remercie M. Royer d'avoir tenté une expérience très intéressante et d'avoir déclaré que, bien qu'appartenant à l'opposition, il voterait le budget. Je me réjouis pour lui que cette expérience pour laquelle je l'ai aidé de mon mieux soit en passe de réussir.

M. Barthe a parlé de la formation professionnelle. Il a eu raison de le faire car c'est une question très importante, non seulement du point de vue de la police mais également d'un point de vue général : la formation professionnelle est en effet un des moyens de lutter contre le chômage.

Quant à M. Emmanuel Aubert, je lui ai déjà répondu en partie en ce qui concerne la D. G. F.

S'agissant de la police, il m'a demandé si j'acceptais, au nom du Gouvernement, d'engager un débat sur la politique globale conduite en ce domaine. Je tiens à lui dire que je suis prêt, tout comme M. Franceschi, à soutenir ce débat au nom du Gouvernement. Il appartient à la conférence des présidents d'en fixer la date et nous serons heureux d'y participer.

Il m'a également demandé si nous acceptions de présenter au Parlement un projet de loi-programme. Je pense que cette question procède d'une bonne conception des choses mais son auteur comprendra cependant que je ne puisse m'engager avant d'avoir obtenu l'accord du Premier ministre et du conseil des ministres dans son ensemble. En tout état de cause, non seulement je ne chercherai pas à éviter la préparation d'un tel projet de loi, mais je souhaite que celle-ci ait lieu afin qu'il soit possible, au cours du débat qui s'engagera et dans le texte lui-même, de dégager une vue d'ensemble des problèmes qui devront être résolus en fonction de l'évolution de la société et des besoins actuels.

M. Tavernier a insisté avec raison sur les difficultés que rencontraient les personnels des préfectures car le problème est important et il devra être, lui aussi, résolu. Il a préconisé le recrutement de 7 300 agents de préfecture, ce qui est peut-être beaucoup ! Il n'en reste pas moins, je le répète, qu'un effort devra être consenti.

Je remercie M. Sarre d'avoir bien voulu souligner l'effort qui a été réalisé par le Gouvernement dans ce domaine. Au cours de conversations privées, notamment par téléphone, M. Sarre et moi-même avons eu souvent l'occasion de nous entretenir de cette question. Il s'est contenté aujourd'hui de remercier le Gouvernement de la tribune de l'Assemblée mais je reconnais que chaque fois que nous en parlons ensemble, il se montre extrêmement pressant pour obtenir pour la ville de Paris davantage de policiers, davantage de moyens, davantage de possibilités d'action — qu'il me permette de lui rendre cet hommage.

M. Charles Millon a posé un certain nombre de questions concernant le terrorisme. Il a reconnu les efforts du Gouvernement mais il s'est plaint que les résultats ne soient pas assez nombreux.

Il sait pourtant comme moi que bien que la lutte contre le terrorisme intérieur ne soit guère facile, des résultats importants ont été obtenus et les dernières arrestations des membres d'Action directe le démontrent. M. Franceschi rapportera sans doute dans tous les détails la série assez impressionnante des réussites de la police dans ce domaine car les arrestations de trafiquants d'armes d'extrême gauche ou d'extrême droite, français ou étrangers, se sont multipliées dernièrement sur le territoire. Je dois rappeler que c'est la police qui a retrouvé les armes volées dans des locaux de l'armée.

Une question extrêmement importante a été posée sur l'extradition. Ce matin même, le conseil des ministres a entendu sur ce sujet une communication de M. Badinter, avec lequel je m'étais entretenu de ce problème. Retenu à l'Assemblée nationale durant la plus grande partie de la matinée, je n'ai participé qu'à la fin du conseil des ministres et c'est précisément parce que je souhaitais assister à la déclaration de M. le garde des sceaux sur l'extradition que j'ai demandé que la séance soit levée à midi.

S'agissant d'un sujet particulièrement délicat, vous me permettez de ne pas donner davantage de précisions d'autant que vous les trouverez dans le communiqué du conseil des ministres. Je reste cependant à la disposition de l'Assemblée pour répondre éventuellement, à l'occasion d'un autre débat, à une question sur ce sujet.

C'est dès mon arrivée au Gouvernement que je me suis beaucoup préoccupé de la lutte contre l'immigration clandestine. J'ai été amené, à plusieurs reprises, à évoquer ce problème avec mon collègue, le ministre de l'Intérieur de l'Algérie, ainsi qu'avec les ambassadeurs des principaux pays fournisseurs de main-d'œuvre. Il faut distinguer entre, d'une part, les travailleurs étrangers qui sont utiles à l'économie française et que nous devons non seulement défendre mais aussi honorer et, d'autre part, les faux touristes, les clandestins, les travailleurs au noir qui ne disposent pour vivre que de peu de moyens et que, souvent, leur situation incite à commettre des délits.

Nous nous sommes mis d'accord pour mener une politique de renouveau. La dernière statistique que j'ai vue ces jours-ci démontre que le taux d'entrée en France a diminué au cours des derniers mois dans des proportions considérables par rapport à l'année dernière.

Par ailleurs, j'ai utilisé la procédure judiciaire telle qu'elle est applicable selon les lois en vigueur et, je le reconnais, elle n'est guère rapide.

J'ai également fait application dans certains cas de l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui permet au ministre de l'Intérieur, quand l'ordre public est menacé, de procéder à certaines expulsions.

Il serait mal venu de ma part de contredire M. Julien, qui a parlé de la décentralisation comme d'une grande entreprise. Il m'a demandé d'étudier attentivement la possibilité de passer du revenu brut au revenu net. Pour le calcul de la dotation minimale de la D. G. F. cette possibilité est déjà ouverte par la loi et j'étudierai des moyens plus simples que ceux qui existent actuellement.

Mme Osselin m'a demandé des précisions quant aux mesures de dégrèvement au titre de la taxe d'habitation. Sans entrer dans le détail, je lui indique que les mesures qui avaient déjà été adoptées en 1982 seront reconduites en 1983.

Pour ce qui est de la dotation globale d'équipement, je reste à sa disposition pour lui fournir tous les renseignements techniques qu'elle désire.

M. Germon s'est inquiété des conditions de sécurité dans la région parisienne, en évoquant notamment les troubles causés par certains jeunes. Je lui rappelle que pendant l'été 1981 toutes les grandes villes ont connu de très sérieuses difficultés avec la jeunesse.

Après avoir consulté M. Trigano qui m'a donné d'excellents conseils — je tiens à rendre hommage à son expérience — et grâce au concours de plusieurs ministères, la politique gouvernementale a consisté à permettre à un certain nombre de jeunes gens et de jeunes filles de sortir cet été des villes et c'est avec plaisir que j'ai constaté qu'ils n'ont pas fait parler d'eux. Il n'y a eu ni voitures brûlées ni rodéos ni poursuites de la police, pas plus que de policiers blessés. Evidemment, les médias, qui photographiaient, filmaient ou évoquaient les incendies allumés dans les grandes villes l'année dernière, n'ont parlé de rien cet été à ce sujet. Cette action n'aura pas été temporaire puisque je me suis préoccupé depuis de la poursuivre et je préciserai, en son temps, de quelle façon.

Je répondrai maintenant aux rapporteurs et sans doute aurai-je dû commencer par là.

En ce qui concerne le fonds de compensation de la T. V. A., je rappelle que les dotations versées aux communes sont calculées à partir du compte administratif, ce qui aboutit en pratique à un retard de deux ans.

Pour pallier cet inconvénient, le Gouvernement a mis en place une politique de déconcentration qui permet de déléguer par anticipation, dès le début de l'année, aux commissaires de la République, 90 p. 100 des crédits. Ils pourront être répartis dans les départements afin que les collectivités locales puissent recevoir, plus rapidement, une large part de ce qui leur est dû. Ce système pourra sans doute être perfectionné, mais il constitue déjà un pas en avant pour résoudre une difficulté qui tient au caractère spécifique du F. C. T. V. A.

Une autre question m'a été posée sur le remboursement de la T. V. A. pour les travaux effectués en régie. Je rappelle que ce remboursement est impossible pour l'entretien courant qui correspond à des dépenses de fonctionnement. Pour le gros entretien, il est envisageable lorsque les dépenses correspondent à l'utilisation de matériels ou de fournitures qui peuvent vraiment être classés dans le cadre du chapitre 23 : Travaux et bâtiments de génie civil.

J'ai déjà répondu à la question relative à la dotation globale de décentralisation.

S'agissant des dotations aux communes centres et notamment, compte tenu des mutations des populations constatées au cours du dernier recensement, le Gouvernement a décidé d'étaier sur trois ans les conséquences des changements intervenus. En 1983, la part maintenue sera de 75 p. 100, l'année suivante de 50 p. 100 et enfin de 25 p. 100 en 1985.

Le délai ainsi accordé permettra, me semble-t-il, aux collectivités locales d'ajuster au mieux et plus facilement leur budget.

Pour les indemnités allouées aux agents des services extérieurs de l'Etat, des arrêtés interministériels doivent être pris en application d'un décret qui a déjà recueilli un avis favorable du Conseil d'Etat et qui est actuellement à la signature dans les ministères intéressés.

Des questions m'ont également été posées sur l'endettement des collectivités locales. J'ai en ma possession un tableau très complet que je tiens à la disposition de ceux qui désirent en prendre connaissance mais je ne le lirai pas à la tribune car cela prendrait beaucoup de temps.

J'ai également été interrogé sur le livret A des caisses d'épargne. A ce propos, je vous rappelle que M. Alex Raymond a été nommé député en mission pour étudier le problème de l'épargne. De toute façon, les choses ont été conçues de façon telle que la création du livret d'épargne populaire ne devrait pas gêner le fonctionnement normal des caisses d'épargne pour les collectes des dépôts sur le livret A.

M. Wolff m'avait posé une question relative au fonds de compensation de la T. V. A. et aux possibilités d'utilisation de ses crédits. Je dispose de toutes les précisions nécessaires dans les documents que j'ai sous les yeux mais, pour ne pas allonger la discussion, j'enverrai par écrit une réponse détaillée à M. Wolff. Il jugera alors, en sa qualité de rapporteur s'il est utile de la porter à la connaissance de la commission ou du Parlement.

Je tiens enfin à remercier M. Maisonnat des propos qu'il a tenus et à lui dire que j'ai étudié particulièrement le cas des communes à faibles ressources fiscales, dont Mme Osselin s'est également préoccupée. Le Gouvernement proposera un amendement sur ce sujet au cours de la discussion de ce budget.

Je pense avoir répondu à presque toutes les questions qui m'avaient été posées, et je conclurai en disant que ce budget n'a pas la prétention d'être un budget parfait. Je ne connais d'ailleurs pas de budget parfait. Quand j'étais au lycée j'avais un professeur de lettres qui nous disait qu'il ne fallait jamais employer le mot « idéal », car rien n'est jamais idéal. Quand quelque chose est idéal, cela n'est plus quelque chose d'humain.

Ce budget n'est donc pas un budget idéal, mais, beaucoup d'orateurs l'ont reconnu, je crois que c'est un bon budget et c'est pourquoi je vous demande de bien vouloir le voter. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, le débat qui vient de se dérouler montre l'intérêt tout particulier que les parlementaires et l'opinion portent à la sécurité et à la tranquillité des Français.

Les rapporteurs, MM. André Laignel, Claude Wolff et Bertrand Delanoë, que je me permets de remercier pour la qualité et l'objectivité de leurs travaux, ainsi que la grande majorité des orateurs qui se sont succédés à cette tribune, ont bien voulu reconnaître l'effort important réalisé par le Gouvernement en faveur de la police et de la sécurité des Français.

M. Royer a admis lui-même que ce projet de budget était encourageant et qu'il le voterait. Je vois, dans son attitude, un encouragement, dont je le remercie. Notre objectif, en effet, a été, malgré les circonstances économiques difficiles, de permettre d'une part de satisfaire les revendications les plus urgentes d'un corps social — la police — et, d'autre part, de donner à un grand service public les moyens indispensables à l'accomplissement de sa mission.

Ainsi que l'a souligné M. Laignel, la part du budget de l'Etat consacrée à la sécurité publique stagnait ou décroissait depuis plusieurs années. Elle était de 1,59 p. 100 en 1976, de 1,55 p. 100 au budget initial de 1981, elle sera, dans le budget de 1983, si vous adoptez le projet qui vous est soumis, de 1,73 p. 100. Cet effort sans précédent, impulsé par M. Gaston Defferre, se retrouve à tous les niveaux, qu'il s'agisse des effectifs, des moyens ou de la situation personnelle des policiers. Il était déjà très bien engagé lorsque le chef de l'Etat m'a confié les responsabilités qui sont actuellement les miennes, mais j'ai tenu, dès ma prise de fonctions, d'une part — comme l'a affirmé M. Delanoë — à traduire dans les faits les principaux aspects de la détermination du Président de la République de lutter contre le terrorisme et l'insécurité et, d'autre part, à débloquent dans les meilleurs délais les dossiers en suspens.

En ce qui concerne les effectifs, M. Gaston Defferre avait fait porter l'effort, en 1982, sur les emplois des personnels en tenue. L'année 1983 marquera une orientation vers les personnels en civil, dont l'activité est le complément indispensable de celle des personnels en tenue. C'est ainsi que la création de 140 postes d'enquêteur, 500 postes d'inspecteur et 60 postes de commissaire est prévue dans les documents du projet de loi de finances qui vous est soumis. Je dirai, avec M. Philippe Marchand, que cela constitue déjà un progrès particulièrement important, mais je tiens à souligner la compréhension de votre commission des finances et en particulier de son président M. Christian Goux. Grâce à son aide et grâce aussi à l'accueil particulièrement bienveillant que m'a réservé mon collègue et ami, M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget, 420 postes nouveaux pourront être ajoutés à ceux-ci, ce qui portera le total des créations

d'emplois à 2 300. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.) Voilà, monsieur le rapporteur Bertrand Delanoë, qui répond à un souci que vous exprimiez en présentant votre rapport ce matin.

Ces postes supplémentaires, mesdames, messieurs les députés, si vous acceptez de les créer, se décomposeraient de la manière suivante : 200 postes d'inspecteur — ce qui porte les créations dans ce domaine à 700 — 200 postes d'agent administratif, techniques et ouvriers dont 50 venant renforcer la police de l'air et des frontières et, enfin, 20 postes d'encadrement pour la police en tenue destinés à pallier les insuffisances d'encadrement supérieur des effectifs.

Les crédits correspondants, dégagés par votre commission des finances et acceptés par le Gouvernement, vous seront soumis un peu plus tard dans la discussion budgétaire, comme c'est l'habitude. Mais je me devais, dès aujourd'hui, de marquer cette volonté politique du Gouvernement qui, répondant à mes propositions, a consenti cet effort en faveur de la police pour améliorer sa capacité et son efficacité. Voilà qui doit rassurer M. Aubert.

Il reste certes encore des choses à faire, notamment en ce qui concerne le déroulement des carrières professionnelles dans certains corps. Je pense d'abord aux commandants et officiers qui ont subi, du fait de la réforme de 1977, un préjudice de carrière ; je pense aussi à l'avenir du corps des enquêteurs. Ces préoccupations sont également celles de M. Barthe. Je puis l'assurer que le Gouvernement est — comme il l'a lui-même souligné — sensible aux revendications des personnels, particulièrement à celles des plus défavorisés.

Je m'attache à trouver des solutions de fond à ces problèmes dont je ne mésestime pas l'urgence ; mais, face aux retards accumulés en la matière, ce n'est pas, mesdames et messieurs les députés, en quelques mois que tout peut être fait. Convenez que ce qui est déjà réalisé est énorme et marque un progrès décisif et sans précédent.

Il ne suffit pas de créer des emplois budgétaires. Il faut encore les pourvoir dans les meilleures conditions. Comme l'a souligné M. Georges Sarre, une nouvelle voie a été ouverte dans ce domaine : je veux parler de la création, au début de cette année, de la direction de la formation des personnels de police. Celle-ci a eu en charge la formation de 6 000 personnes, recrutées au titre du budget de 1982 et elle aura à assurer le recrutement et la formation des 2 300 personnes prévues pour 1983, plus, bien sûr, la formation des remplaçants de ceux qui partent à la retraite.

Parallèlement à cet effort qu'a bien voulu apprécier M. Aubert — ce dont je le remercie — elle développera une politique de formation permanente, nouvelle et audacieuse, grâce aux moyens importants dont la nouvelle direction a été dotée. L'objectif est de permettre d'adapter toujours mieux le fonctionnement des services et les actions des agents aux besoins de sécurité de la collectivité. Ainsi, en 1983, sera lancé un vaste programme de formation mettant l'accent sur la relation avec les usagers et sur la sécurité des policiers face aux délinquants.

En effet, outre la formation initiale, qui est, je le rappelle, de cinq mois pour un enquêteur, de neuf mois pour un gardien, de seize mois pour un inspecteur et de près de deux ans pour un commissaire, nous avons mis en place un système de formation continue afin que chaque agent effectue un stage de recyclage de dix jours tous les trois ans. Pour planifier cette entreprise, une charte de la formation est actuellement soumise aux organisations syndicales. Elle aura pour objet de fixer le cadre et l'esprit d'une véritable formation globale, initiale et permanente.

Certains s'étonnent ou s'irritent des décalages de temps entre l'ouverture budgétaire des postes et la présence des policiers sur le terrain. Je m'efforce de réduire, autant que faire se peut, ces décalages. Mais il est hors de question — et je l'affirme avec vigueur — de réduire la qualité de la formation dispensée ou le sérieux du recrutement.

M. André Laignel, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. Très bien !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Si des efforts en faveur d'une croissance harmonieuse des effectifs avaient été faits quelques années plus tôt, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

M. Georges Sarre. Exactement !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Voilà pourquoi nous avons pris le problème à bras-le-corps.

Au printemps prochain nos écoles nous permettront d'affecter sur le terrain un nombre très important de gardiens supplémentaires, marquant ainsi la concrétisation de la volonté politique du Gouvernement et des engagements du chef de l'Etat.

Des policiers plus nombreux : l'effort de notre Gouvernement — près de 9 500 postes budgétaires créés — dépasse déjà, en dix-huit mois, M. Laignel et M. Marchand l'ont souligné, ce qui avait été fait sous la totalité de l'ancien septennat. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

Des policiers mieux formés et, enfin, des policiers mieux équipés : les crédits que nous vous proposons d'adopter, mesdames et messieurs les députés, permettront l'acquisition de matériels importants. Il s'agira d'abord de matériels de protection individuelle. Songez qu'à la fin de l'année 1981 il n'y avait que 1 100 gilets pare-balles d'un type moderne et adapté ! En 1983, il y en aura 4 400, soit quatre fois plus, grâce à l'effort déjà accompli et à la priorité que j'affirme de doter les personnels d'équipements toujours plus efficaces et adaptés, notamment en ce qui concerne leur protection individuelle.

M. Emmanuel Aubert. Il en reste encore des milliers qui ne sont pas protégés !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Une dotation de 44 millions de francs sera consacrée aux matériels d'intervention, c'est-à-dire aux armes, aux munitions et à des matériels de déminage. Ainsi 11 000 revolvers français Manurhin seront achetés en 1983. Ajoutés à ceux que nous avons déjà acquis en 1982, ils porteront, en fin d'année, la dotation de cette arme à 36 000 unités. Un crédit de 260 millions de francs ira aux matériels de liaison et de surveillance, notamment aux véhicules rapides, aux véhicules banalisés et aux motos tout terrain pour le service de la police de l'air et des frontières, afin de rendre toujours plus difficile l'entrée dans notre pays de ceux qui n'ont rien à y faire ou qui voudraient y commettre des actes délictueux ou criminels.

Il n'y a qu'à M. Pernin et M. Millon qui n'aient pas vu ou pas voulu constater l'ampleur de l'effort réalisé.

Une police plus nombreuse, plus efficace, voilà ce que reconvre le projet de loi de finances dans le secteur qui m'a été confié. Il complète harmonieusement les différentes mesures prises dans le domaine de la lutte pour assurer notre sécurité : lutte contre l'immigration clandestine, extension des visas et des contrôles aux frontières, office des armes, centralisation du renseignement, fichier du terrorisme à propos duquel nous attendons l'avis qui sera donné le 16 novembre par la commission nationale de l'information et des libertés.

Mais je voudrais développer une autre des priorités de mon action : l'adoption de mesures importantes en faveur des policiers. C'est à la fois une nécessité sociale, car ce corps a été délaissé trop longtemps, et une question d'efficacité. L'amélioration de la situation personnelle des agents chargés de la fonction de police est, en effet, un élément essentiel pour l'accomplissement de leur mission dans de bonnes conditions. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

La première mesure, qui a déjà été souvent évoquée ce matin et dont vient de parler M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, est l'intégration progressive de l'indemnité de sujétion spéciale de police dans la retraite des personnels. Cette mesure, dont l'étalement est prévu sur dix ans au maximum, permettra d'aboutir, à terme, à une augmentation des retraites de l'ordre de 20 p. 100 en indice. Elle était attendue depuis une vingtaine d'années. Je suis pour ma part fier du dépôt, au projet de loi de finances, d'un amendement gouvernemental que nous défendrons tout à l'heure et qui a pour objet de compléter la loi du 8 avril 1957 relative aux pensions de retraite.

M. André Laignel, rapporteur spécial. Très bien !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Je tiens à souligner que cette mesure aura un caractère rétroactif, puisque toutes les pensions concédées avant le 1^{er} janvier 1983 seront ainsi revalorisées.

M. Georges Sarre. Parfait !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. C'est un pas très important dans l'histoire des mesures prises en faveur des policiers et l'on a peine à comprendre que cette revendication si légitime ait dû attendre tant de temps avant d'être satisfaite. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

Un autre volet de la politique en faveur des policiers réside dans le nouvel effort consenti en faveur du logement des fonctionnaires de police. Il est, en effet, primordial que les policiers habitent au cœur des quartiers où ils exercent leur mission et non, comme c'est le cas à présent, à vingt, trente ou cinquante kilomètres de leur commissariat. J'entends accorder une priorité à la solution de ce problème. Dès 1983, un effort significatif sera fait dans ce sens, en coordination avec les organismes de logement social.

De plus — bien que le texte ne vous soit pas encore soumis —, je tiens à souligner que, dans le collectif budgétaire 1982, le taux de réversion des veuves et orphelins de policiers tués en opération sera porté à 100 p. 100, conformément aux engagements du Président de la République. Il est, en effet, plus que légitime de mieux marquer la solidarité du pays envers les familles de ceux qui ont donné leur vie pour la sécurité de chacun.

D'autres mesures entreront prochainement dans les faits. Je veux parler de la qualification d'officier de police judiciaire aux inspecteurs de police recrutés avant 1977.

Je veux parler de l'installation des comités d'hygiène et de sécurité au niveau national et au niveau régional.

Je veux parler de l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires des compagnies républicaines de sécurité appelés à se déplacer fréquemment.

Je veux parler de la rénovation des locaux, scandaleusement laissés à l'abandon, et pour lesquels nous avons inscrit un crédit de 19 millions de francs dans les documents budgétaires soumis au Parlement.

Je veux enfin parler de la construction de nouveaux locaux, pour lesquels nous inscrivons 45 millions de francs en 1983.

Ces mesures, mesdames, messieurs les députés, témoignent de la volonté du Président de la République et du Gouvernement de mener à bien la tâche entreprise depuis le 10 mai 1981, consistant à doter notre pays d'une police moderne, efficace, adaptée à notre temps.

Permettez-moi, en terminant, de rendre publiquement hommage à ce grand corps de l'Etat, qui ne désire qu'une chose : avoir la possibilité d'accomplir sa mission avec conscience et avec honneur. Les policiers savent qu'en toute circonstance ils sont avant tout au service des citoyens. Ils méritent la confiance de ceux-ci et des pouvoirs publics. Ils leur accordent, en échange, leur loyauté et leur dévouement. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Nous en arrivons maintenant aux questions.

Les groupes interviendront à tour de rôle dans l'ordre suivant : groupe communiste ; groupe du rassemblement pour la République ; groupe socialiste.

Je rappelle que l'auteur de la question dispose de deux minutes.

Dans l'intérêt du débat, je demande instamment aux intervenants de respecter strictement ce temps de parole et au Gouvernement de répondre avec la plus grande concision.

Pour le groupe communiste, la parole est à M. Maisonnat.

M. Louis Maisonnat. Monsieur le ministre d'Etat, sans anticiper sur la discussion que nous aurons bientôt à ce propos, je vous poserai deux questions sur la dotation globale d'équipement.

Pour 1983, son montant est de 1 260 millions de francs qui devraient être répartis, selon le projet de loi initial, au prorata des dépenses réelles d'investissement.

Première question : n'est-il pas à craindre que les communes de faible importance qui n'investissent pas pendant plusieurs années ou qui investissent peu ne reçoivent une dotation trop faible en volume et en pourcentage ?

Seconde question : si la D.G.E. doit évoluer annuellement en fonction de la formation brute de capital fixe de l'Etat, il peut y avoir un décalage avec les besoins réels d'investissement des collectivités territoriales, qui conduirait à freiner les équipements des communes et des départements, alors que, compte tenu de la gestion de vos prédécesseurs, un effort en ce sens doit être entrepris pour répondre aux besoins légitimes des populations, et pour maintenir l'activité économique. N'est-il pas possible de prévoir une indexation qui tiendrait compte de l'évolution des investissements des collectivités locales ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. La dotation globale d'équipement est instituée cette année et sera calculée pour chaque commune en fonction des investissements de l'année en cours. Cette méthode me paraît être la plus équitable. Mais s'agissant d'une notion tout à fait nouvelle, je serai prêt à accepter les amendements qui sont déposés pour essayer d'améliorer le système qui a été prévu par le Gouvernement. La dotation est calculée en tenant compte des investissements, donc des coûts réels.

Pour ce qui est du calendrier, la D.G.E. sera mise en place progressivement, sur les trois années 1983, 1984, 1985, en même temps que seront transférées les compétences et pour certaines catégories d'équipements, elle est d'ores et déjà prévue à 100 p. 100.

M. le président. La parole est à M. Barthe.

M. Jean-Jacques Barthe. Monsieur le ministre d'Etat, la réussite de la décentralisation dépend pour partie des personnels des communes, départements et régions, ainsi que des personnels des services de l'Etat mis à la disposition, en tant que de besoin, des collectivités locales.

Les personnels de ces services nous ont fait part de leur inquiétude quant à leur devenir statutaire. Nous croyons ce problème résolu par le futur code général de la fonction publique qui leur laisse le soin d'opter pour la fonction d'Etat ou pour la fonction publique territoriale.

Mais, en l'attente de ce nouveau code qui réorganisera les deux fonctions publiques, certaines avancées importantes opérées par le Gouvernement ne touchent pas les personnels des collectivités territoriales dont le pouvoir réglementaire vous appartient. Parmi ces avancées, j'ai tout particulièrement à l'esprit l'intégration des non-titulaires de la fonction publique d'Etat.

Cette mesure répond à notre volonté de faire disparaître une fonction publique parallèle ne correspondant aux besoins ni des administrés ni des personnels. Or la titularisation des non-titulaires de la fonction publique territoriale dépend de votre ministère. Elle est subordonnée à un arrêté pour les catégories C et D — vous l'avez d'ailleurs indiqué tout à l'heure — et à un projet de loi pour les catégories A et B.

Au moment où le Gouvernement rapproche les deux fonctions publiques et met un terme à un scandale administratif, les personnels des collectivités territoriales ne comprendraient pas d'être écartés, même temporairement, de cette mesure de progrès.

C'est pourquoi, monsieur le ministre d'Etat, je vous demande si vous envisagez de déposer rapidement un projet de loi tendant à la titularisation des personnels concernés.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mon collègue, M. Le Pors, et moi-même avons mis au point un projet de loi sur le statut de la fonction publique territoriale. Ce projet de loi — et je crois que c'est la première fois qu'une telle procédure est employée — a été soumis pour avis à toutes les organisations syndicales et à toutes les organisations d'élus, de toutes tendances. Le texte du projet de loi sera bientôt établi définitivement — j'en ai encore parlé ce matin avec M. Le Pors — et sera déposé sur le bureau d'une des deux assemblées du Parlement.

En ce qui concerne les titularisations, le Gouvernement a pris des dispositions pour les agents de l'Etat. Pour les agents des collectivités territoriales, le projet de loi, que vous connaissez sans doute puisqu'il a été communiqué à toutes les associations d'élus, prévoit plusieurs dispositions qui sont favorables.

J'ajoute que jusqu'à la titularisation il est prévu qu'il ne pourra pas y avoir de licenciement d'agents des collectivités locales. Des dispositions seront prises, en particulier, pour les catégories « C » et « D », qui seront très proches de celles qui l'ont été pour les agents de l'Etat.

M. le président. Nous en avons terminé avec les questions du groupe communiste.

Nous en arrivons aux questions du groupe du rassemblement pour la République, pour une première période de vingt minutes.

La parole est à M. Durr.

M. André Durr. Le problème majeur que rencontrent les polices urbaines dans le département du Bas-Rhin concerne les effectifs. En effet, après avoir bénéficié d'une augmentation de fonctionnaires en tenue en 1978 et 1979 liée à la création des unités de sécurité et aux servitudes engendrées par les institutions européennes, l'état actuel des effectifs est déficitaire.

En cinq ans, le département du Bas-Rhin a perdu 93 gardiens de la paix qui n'ont pas été remplacés. Cette situation n'est pas sans poser des difficultés, compte tenu : de l'augmentation de la délinquance ; du rôle joué par Strasbourg comme capitale européenne. En effet, s'y tient chaque mois une session du Parlement européen ou du conseil de l'Europe, ce qui suppose la présence de nombreux parlementaires, diplomates, personnalités.

Cette situation tient aussi au climat d'insécurité lié au terrorisme, qui règne dans certains milieux en raison de la présence de diplomates en poste à Strasbourg et de la communauté israélienne de Strasbourg. Tout cela rend nécessaire un accroissement des patrouilles et des gardes statiques.

Cette situation est aussi liée à la réduction hebdomadaire du travail.

Un gros effort a été fait pour reverser sur la voie publique des gardiens confinés dans les bureaux. Ils y ont été remplacés par des cadres administratifs. Cependant, le nombre de ces derniers étant également déficitaire et compte tenu du fait que certaines missions administratives sont incompréhensibles, il devient nécessaire de recruter de nouveaux fonctionnaires administratifs.

Aussi, monsieur le ministre d'Etat, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir quels effectifs supplémentaires, tant en gardiens de la paix qu'en cadres administratifs, pourront être rapidement affectés dans la métropole alsacienne. Je vous pose cette question en tant que vice-président de la communauté urbaine de Strasbourg.

Et en tant que maire d'Illkirch-Graffenstaden, j'ai eu l'occasion, à diverses reprises, d'appeler votre attention sur l'absolue nécessité, compte tenu de l'augmentation de la délinquance dans ma commune, de transformer le bureau de police en commissariat de quartier.

Vous avez bien voulu me faire savoir que vous partagiez mon point de vue sur ce principe, cependant, puis-je vous demander de bien vouloir me préciser dans quel laps de temps une décision pourra intervenir ?

D'avance je vous remercie de vos réponses, monsieur le ministre d'Etat.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Vos questions, monsieur le député, portent sur les effectifs de la police urbaine dans le Bas-Rhin et sur la transformation du bureau de police d'Illkirch-Graffenstaden en commissariat de quartier.

Dans votre commune fonctionne actuellement un bureau de police avec un effectif de huit fonctionnaires dont deux en civil.

Je ne nie pas que la transformation de cette antenne légère en commissariat subdivisionnaire auquel pourraient être rattachés les bureaux de police de Neuhof et de La Meinau serait très utile. Il s'agit, en effet, d'une zone relativement éloignée du commissariat central, où la population est dense et où la délinquance sur la voie publique n'est pas négligeable.

Je m'efforcerai d'accroître progressivement les moyens en personnel et en matériel en place à Strasbourg pour permettre la création de ce commissariat. J'ai bien noté que la municipalité que vous dirigez est prête à fournir un local et à l'aménager.

M. André Durr. En effet !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Quant au problème d'ensemble des effectifs de police dans le Bas-Rhin, je vous répondrai, monsieur le député, que la répartition des effectifs ne s'effectue absolument pas dans l'arbitraire. Nous tenons compte, pour la répartition des emplois créés, de critères, que j'aurai l'occasion de développer tout à l'heure à propos d'une question qui m'a été posée par un de vos collègues, tenant à la population, au taux de criminalité et aux différentes servitudes inhérentes au développement de l'urbanisation.

Le département du Bas-Rhin — soyez-en assuré, monsieur le député — continuera de faire l'objet de l'attention soutenue de mes services et de moi-même, et recevra, le moment venu, sa part des effectifs supplémentaires que le Parlement acceptera de m'accorder.

M. André Durr. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. le président. La parole est à M. Lauriol.

M. Marc Lauriol. Ma question, monsieur le ministre d'Etat, concerne l'entrée en France de travailleurs et de résidents étrangers en provenance de pays autres que ceux du Marché commun.

Cet afflux d'immigrés revêt, aujourd'hui, une importance particulière sous l'impulsion de trois facteurs.

Dabord, le nombre des étrangers installés en France est en train d'atteindre un seuil tel qu'apparaissent dans différents endroits du pays des réactions d'hostilité, voire de racisme, qui sont tout à fait regrettables.

Il faut se rappeler qu'à la fin de l'année 1979, le nombre de résidents étrangers en France était de 3 560 000 et que, à la fin de 1981, il s'élevait à 4 223 000. On note donc, un accroissement important.

Le deuxième facteur, qui donne de l'acuité à ce problème, est l'accroissement du chômage et la crise économique qui sévit dans notre pays, qui rendent la société et les travailleurs français particulièrement vulnérables à la concurrence des travailleurs étrangers, qui aggravent fatalement la situation de l'emploi en France. C'est l'évidence.

De plus, innombrables sont les immigrés qui transèrent librement dans leur pays d'origine une part importante des gains qu'ils gagnent en France, provoquant une fuite des capitaux fort peu opportune dans la situation actuelle de notre pays.

Troisième facteur, enfin : à un moment où la sécurité publique devient le problème majeur des Français, l'excès du nombre d'immigrés ne peut que gêner ou compromettre l'efficacité des efforts des pouvoirs publics dans leur lutte contre la délinquance et le terrorisme.

Dans ces conditions, je suis amené à vous demander, monsieur le ministre d'Etat, quelle est et quelle sera votre politique à l'égard de l'immigration. Quelles mesures envisagez-vous de prendre tant aux frontières qu'à l'intérieur du pays pour contrôler un phénomène qui ne peut plus, me semble-t-il, s'accroître de la passivité ?

Je précise que, dans mon esprit, il s'agit non pas de procéder à des expulsions, mais de contrôler les entrées et, peut-être, de les limiter. Je sais que vous avez prévu la délivrance de visas. Cela est très bien mais, sur le fond, quel est votre point de vue à l'égard de l'afflux de l'entrée des immigrés ?

Je précise également qu'il ne s'agit pas de porter atteinte au droit d'asile, qui a toujours été l'honneur de la France et qui ne doit évidemment pas être altéré. Il ne doit cependant pas servir de prétexte à des entrées irrégulières.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je commencerai, si M. Lauriol le permet, par répondre aux dernières de ses questions.

Le droit d'asile existe. Il est maintenu mais son exercice doit être contrôlé car nous avons constaté qu'un certain nombre d'étrangers se présentaient aux frontières en invoquant ce droit alors qu'ils n'étaient pas dans la situation d'hommes politiques obligés de quitter leur pays dans lequel ils étaient en danger ; ils cherchaient seulement à profiter des facilités que donne en France le bénéfice du droit d'asile.

C'est pourquoi, au cours d'une conférence interministérielle, nous avons pris des décisions relatives notamment à la procédure de consultation de l'office français de protection des réfugiés et apatrides afin que toute garantie soit donnée quant à la qualité de ceux qui réclament le bénéfice du droit d'asile.

En ce qui concerne le nombre de travailleurs étrangers, je dirai que l'économie française ne peut pas s'en passer. Si, demain, tous les travailleurs employés dans le bâtiment, les travaux publics, l'automobile, les produits chimiques, quittaient la France, des pans entiers de l'industrie française s'effondraient.

Il faut qu'on le sache bien dans cette période où, c'est vrai, un certain racisme a tendance à se répandre. Il n'est pas à l'honneur de ceux qui le pratiquent, notamment des auteurs de certaines inscriptions que l'on peut parfois lire sur les murs.

Il faut que l'on sache que ces travailleurs ont été appelés dans notre pays et qu'ils sont nécessaires au fonctionnement de l'économie française.

En revanche, je le dis clairement, les faux touristes, les clandestins, ceux qui n'ont pas de moyens d'existence, ceux qui ne sont pas en règle n'ont pas leur place en France. Nous prenons des mesures pour les empêcher d'entrer, pour les refouler et, le cas échéant, pour les expulser.

J'ai engagé des conversations avec les principaux responsables des pays d'origine de cette main-d'œuvre, qui considèrent avec nous que, autant nous devons protéger, même honorer les travailleurs étrangers, autant nous devons être très véreux à l'encontre de ceux qui sont en situation irrégulière. Les responsables et les représentants de ces pays sont prêts à coopérer avec nous pour que ces étrangers quittent le territoire français.

Au cours de la présente année, le nombre de refoulements a été pratiquement le double de celui des années précédentes grâce à la coopération qui a été établie entre la police française et certaines polices étrangères. Désormais les policiers français téléphonent quotidiennement aux policiers algériens et se mettent d'accord avec eux, ce qui facilite beaucoup la tâche de la police française et la rend plus efficace.

La police des frontières a été considérablement renforcée puisqu'elle a été augmentée de 1 300 agents, portant le total de ses effectifs à 4 170.

Le décret du 27 mai 1982 a donné à la police des frontières des moyens juridiques qui lui faisaient défaut pour exercer pleinement ses fonctions.

Un certain nombre d'expulsions ont été prononcées pour menace de l'ordre public. Je n'hésite pas, chaque fois qu'un individu ayant commis des actes de nature à porter atteinte à l'ordre public m'est signalé, à signer moi-même l'arrêté d'expulsion. Je continuerai à le faire car nous ne pouvons pas accepter que la sécurité des Français soit troublée soit par eux-mêmes, soit par des étrangers. Le fait d'être étranger ne doit, en aucune manière, constituer un privilège dans ce domaine.

Vous pouvez être assuré, monsieur le député, que le Gouvernement veille avec attention à ce problème.

Il faut tout faire pour éviter le développement d'un certain esprit raciste qui ne se manifeste que trop. Il faut tout faire aussi pour faire respecter les droits de la France et des Français.

M. le président. La parole est à M. Durr.

M. André Durr. Monsieur le ministre d'Etat, j'ai élaboré ma seconde question conjointement avec mon excellent collègue bas-rhinois M. Zeller.

Dans le cadre de la loi relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, le Gouvernement a supprimé en faveur des communes l'obligation de contribuer financièrement aux charges de la police, que l'on appelait le contingent de police. Il a ainsi supprimé toute contribution financière des communes disposant d'une police d'Etat aux charges d'entretien de cette police. Mais il a du même coup aggravé l'injustice faite aux communes qui entretiennent à leur compte une police municipale, n'ayant pu obtenir dans le passé la présence d'une police d'Etat. Or, monsieur le ministre d'Etat, plusieurs centaines de villes de plus de 10 000 habitants sont dans ce cas. Le projet de loi de décentralisation préparé par l'ancien gouvernement prévoyait la prise en charge, pour les communes qui le souhaiteraient, de la police municipale par l'Etat en vue de mettre fin à cette injustice.

J'aimerais connaître les intentions du Gouvernement en la matière et les délais dans lesquels le problème pourra être résolu.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour la prise en charge de la police municipale par l'Etat, qui a été envisagée dans le cadre des mesures de décentralisation, il faudra tenir compte d'un certain nombre de critères qui seront précisés par décret en Conseil d'Etat, tels que le nombre d'habitants, les qualités de la police, etc. Le Gouvernement affirme certes, une volonté très précise en la matière, mais il convient, pour la concrétiser, que certaines conditions soient remplies.

M. le président. La parole est à M. Frédéric-Dupont.

M. Edouard Frédéric-Dupont. Monsieur le ministre d'Etat, le 21 août dernier, une bombe très puissante a éclaté avenue de La Bourdonnais. Des riverains ont subi des dommages importants. Le 12 septembre, le poste de police de la rue Perronet a sauté, occasionnant là encore des dégâts pour les voisins. Lors d'attentats du même genre dans d'autres lieux de Paris, les victimes ont été indemnisées. Jusqu'à présent les habitants du VII^e arrondissement n'ont rien touché.

Quand le Gouvernement compte-t-il indemniser ces habitants et quelles sont les procédures à suivre pour toucher les indemnités ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur le député, les victimes d'attentats peuvent bénéficier, en ce qui concerne les dommages corporels, des dispositions de la loi du 3 janvier 1977. En revanche, l'indemnisation des dommages matériels relève jusqu'à présent du seul mécanisme de l'assurance, lequel se révèle à l'évidence insuffisant puisqu'un avenant spécial au contrat d'assurance est indispensable, avenant pour lequel une surprime est versée, et que la compagnie d'assurances à la possibilité de refuser ou de résilier après le sinistre.

A la suite de la série d'attentats commis cet été à Paris, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation a été conduit à proposer l'application de mesures exceptionnelles et dérogoires pour l'indemnisation de certaines victimes. Mais cette procédure ne peut pas être généralisée par le Gouvernement sans inconvénients majeurs.

Pour pallier les lacunes du mécanisme actuel, que vous soulignez à juste titre, concernant les préjudices causés par des attentats, deux voies ont été explorées. D'une part, maintenir le principe de l'assurance volontaire en l'assortissant d'une intervention de la caisse de réassurance, une garantie de l'Etat permettant dans ce cas de limiter les risques encourus par les compagnies. D'autre part, instituer une assurance obligatoire, à l'image du système adopté pour l'indemnisation des dommages résultant de catastrophes naturelles.

Un projet de texte vient d'être transmis tout récemment, le 3 novembre, à M. le Premier ministre, afin qu'il soit examiné par l'ensemble des ministères concernés. Dès sa rédaction définitive, le Parlement sera saisi de l'ensemble du document.

M. Edouard Frédéric-Dupont. Sera-ce rétroactif pour les habitants du septième arrondissement ? Voilà le problème !

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le président, j'aurais pu faire un rappel au règlement, fondé sur l'article 117, quand M. le secrétaire d'Etat nous a annoncé que le Gouvernement allait déposer un amendement qui ne me paraît pas de bonne méthode. Je regrette, monsieur le secrétaire d'Etat, au nom de la commission des finances, que vous n'ayez pas eu, en temps voulu, les crédits qui auraient permis à notre rapporteur spécial — et non

pas à M. Delanoë comme il l'a fait dans toutes les rencontres combien nombreuses ! qu'il a eues avec les policiers ces derniers temps — d'annoncer des chiffres exacts, au centime près.

M. le président. Monsieur Robert-André Vivien, je vous rappelle que vous ne disposez que de deux minutes pour poser votre question.

M. Robert-André Vivien. En tant que président de séance, vous devriez plutôt appuyer mon intervention !

M. le président. Vous avez la parole pour poser une question, monsieur Vivien !

M. Robert-André Vivien. Mais c'est une question, monsieur le président !

Je connais votre souci, monsieur le secrétaire d'Etat, qui est aussi celui des groupes socialiste et communiste, d'aider la police, et l'ancienne opposition avait pris à cet égard des engagements avant le 10 mai 1961.

Aujourd'hui, vous proposez une amorce de solution et je reproche, je le répète, à M. Delanoë de l'avoir rendue publique avant que l'Assemblée n'ait eu à en connaître. Je regrette cependant que la mesure d'intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite ne figure pas dans le « bleu ».

M. André Laignel, rapporteur spécial. Si, elle y figure !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Elle y figure pour 58 millions !

M. Robert-André Vivien. Peut-être, mais il n'en est pas ainsi, en tout cas, pour la majoration de la pension de réversion des veuves de policiers morts en service. Je pense que vous allez annoncer cette mesure avant la fin du débat, et c'est une bonne chose.

Par ailleurs, et sans reprendre l'excellente argumentation de Mme de Hauteclocque, j'aimerais savoir si le Gouvernement est prêt à accepter un débat devant l'Assemblée nationale sur l'ensemble des problèmes de police et de sécurité. Je crois, monsieur le ministre d'Etat, que vous avez accepté par avance l'idée d'un débat sur une loi-cadre qui définirait le rôle, les missions et l'utilisation de la police ainsi que le statut et la carrière du policier.

Je souhaiterais connaître votre sentiment sur la future loi de programme dont a parlé Mme de Hauteclocque, ainsi que plusieurs orateurs de la majorité et de l'opposition, loi fixant les moyens matériels et humains à accorder à la police au cours des prochaines années.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur Vivien, en tant qu'ancien président de la commission des finances, vous ne pouvez pas ignorer que le crédit relatif à l'intégration de l'indemnité de sujétion spéciale est déjà inscrit dans le fascicule budgétaire dit « bleu ».

Quant à la majoration de la pension de réversion, elle fera l'objet d'une inscription dans le collectif budgétaire.

Certains orateurs, et notamment M. Delanoë, ont effectivement avancé l'idée d'une loi de programme qui donnerait l'occasion d'organiser un vaste débat au Parlement sur les missions et les moyens de la police. Je pense que c'est une idée intéressante, car cela permettrait en effet de planifier nos efforts. Mais je ne peux pas prendre maintenant un engagement définitif sur cette question qui intéresse l'ensemble du Gouvernement.

M. le président. La première période de vingt minutes pour le groupe du rassemblement pour la République est terminée. Nous en arrivons aux questions du groupe socialiste.

M. Edouard Frédéric-Dupont. Monsieur le président, j'aurais voulu poser ma seconde question !

M. le président. Monsieur Frédéric-Dupont, excusez-moi, mais j'applique le règlement.

La parole est à M. Gatel.

M. Jean Gatel. Monsieur le ministre d'Etat, un des problèmes les plus difficiles que les élus de la nation aient à résoudre est celui de la sécurité.

Dans une petite ville comme la mienne, Orange, l'augmentation de la petite délinquance et de la petite violence rend impérative la présence de forces de police comme éléments de prévention, de dissuasion, voire de répression s'il le faut. Vous n'avez pas ménagé vos efforts dans ce domaine mais il vous fait continuer et c'est ainsi que près de 2 000 emplois sont créés dans le projet de budget pour 1963.

Selon quels critères répartirez-vous vos dotations en 1963 ? Orange attend avec impatience des dotations en personnel et en matériel et un commissariat décent, car l'ancienne majorité a laissé les policiers en tenue et les inspecteurs de cette ville travailler dans des conditions dont j'ose dire qu'elles étaient scandaleuses.

M. Edouard Frédéric-Dupont. En voilà assez ! On connaît cette chanson !

M. Jean Gatel. Venez voir dans quelles conditions travaillent les personnels des forces de l'ordre à Orange, et vous comprendrez quels dégâts vous avez faits.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Les critères employés pour déterminer combien de policiers il faut envoyer et où sont des critères classiques et normaux. Je les ai utilisés, M. Franceschi les utilise. Ils tiennent compte, d'une part, de la population, d'autre part, du taux de criminalité. Même avec ces critères, et en dépit des recrutements supplémentaires très importants auxquels il a été procédé, il n'est pas possible de donner satisfaction à tout le monde tout de suite. Un effort a été fait dans votre département, monsieur Gatel. Il a déjà porté ses fruits cet été, notamment pour le festival d'Avignon. Nous verrons comment cet effort peut être poursuivi.

M. Jean Gatel. Merci, monsieur le ministre d'Etat !

M. le président. La parole est à M. Jalton.

M. Frédéric Jalton. Monsieur le ministre d'Etat, monsieur le secrétaire d'Etat, il existe dans le département de la Guadeloupe un malaise profond encore plus préoccupant que le chômage endémique dont le caractère dramatique est connu de tous.

Nous avons déjà eu à le signaler et nous devons reconnaître que notre appel a été entendu, mais trop faiblement.

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle a surpris une population épargnée jusqu'à il y a quelques années par la violence et la grande délinquance.

On déplore aujourd'hui des morts d'hommes et l'en est surpris que, dans un si petit pays, les assassins soient démasqués avec tant de retard, quand ils le sont. Des notables sont attaqués en pleine rue et même à leur domicile et, là encore, on s'inquiète de ce que les agresseurs courent toujours. On viole, puis on tue.

Des étrangers font publiquement le commerce de la drogue, circulent armés, s'installent dans certains quartiers dont ils interdisent ensuite l'accès aux Guadeloupéens, agressent en plein jour, sèment la terreur. Les personnes âgées, notamment, sont obligées de s'enfermer dès la nuit tombée dans leurs cases et sont contraintes de se faire accompagner quand elles se rendent dans les perceptions et les bureaux de poste pour y percevoir leurs allocations. Nos femmes hésitent à se parer du moindre bijou pour sortir.

Il ne se passe pas un jour sans que nous ne recevions des délégations de nos concitoyens, des pétitions nous suppliant d'intervenir pour mettre un frein à ce déchaînement de la violence.

Je déclare solennellement que cette situation est la plus urgente à régler dans le département de la Guadeloupe.

Je ne me dissimule pas les difficultés qu'il y a à combattre le terrorisme dans un grand pays comme la France, terre d'asile, ni celles qui existent quand il s'agit de mobiliser nuit et jour des forces de police pour empêcher dans une île comme la Guadeloupe le débarquement de voisins étrangers sur nos côtes.

Cette situation intéresse tout à la fois le ministère de la justice, celui des relations extérieures et le vôtre. Mais il y a lieu de craindre la possibilité de réactions violentes, incontrôlables de la part d'une population excédée.

Je sais, monsieur le ministre d'Etat, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous êtes très sensibles aux problèmes que je viens d'évoquer. Je vous demande donc quels sont les moyens que vous envisagez de mettre en place pour que, en accord avec les autres ministères concernés, la sécurité soit retrouvée dans le département de la Guadeloupe ; faute de quoi, il serait vain d'espérer le moindre succès des décisions bénéfiques prises par le Gouvernement en faveur de mon département.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur Jalton, vous appelez, à juste raison, l'attention du Gouvernement sur les problèmes de sécurité qui se posent dans votre département et tout spécialement à la périphérie de Pointe-à-Pitre. Je sais combien vous êtes inquiet du développement de la délinquance dans votre commune des Atymes.

Cette évolution est d'autant plus inquiétante et irritante qu'elle résulte, pour une large part, d'une immigration mal contrôlée; je veux parler de la pénétration de ressortissants dominicains, qui, fuyant le sous-emploi endémique qui règne dans leur île, viennent dans les faubourgs de Pointe-à-Pitre pour vivre la plupart du temps d'expédients, de rapines, voire de trafics de stupéfiants.

Il est vrai que le nombre total des infractions enregistrées pendant le dernier semestre a augmenté de 25 à 29 p. 100 par rapport à la même période de l'année précédente. Les infractions les plus préoccupantes sont les vols avec violence sur la voie publique, les cambriolages et les vols d'automobiles.

J'étudie actuellement les mesures qui permettraient au commissaire de la République de faire face plus efficacement à cette situation.

Votre département a bénéficié de l'affectation de quinze gardiens de la paix supplémentaires, ce qui porte l'effectif en tenue à cinquante-quatre unités. De plus, dans le cadre du renforcement des moyens de la police à la Guadeloupe, j'ai prévu, en première urgence, la transformation du bureau de police des Abymes en commissariat subdivisionnaire. D'ailleurs, monsieur Jallon, vous aviez fait, je crois, à M. le ministre d'Etat, des propositions quant au local destiné à abriter ce commissariat. Il conviendrait de rechercher un local de préférence dans le quartier que les Dominicains fréquentent le plus souvent qui est, vous le savez, celui de Boissard. Au niveau de l'île elle-même, la création d'une sûreté urbaine à compétence départementale est à l'étude pour permettre une meilleure coordination des différents services.

Il reste à attaquer le mal à la racine et à contrôler l'immigration clandestine. J'étudie les moyens d'opérer des contrôles plus suivis à Marie-Galante qui est le relais habituel des émigrants. Il faut dégager au plus vite des crédits pour doter la ville d'une embarcation rapide qui permette d'intercepter les barques de pêche par lesquelles s'effectue justement cette immigration clandestine. D'ores et déjà, j'ai pris des contacts avec M. le ministre de la Défense afin que celui-ci mette à notre disposition une embarcation militaire en attendant l'achat de cette vedette.

M. le président. La parole est à Mme Cacheux.

Mme Denise Cacheux. Le Gouvernement propose de faire, en 1983, un effort budgétaire en vue d'améliorer la sécurité des Français en renforçant les moyens mis à la disposition de la police nationale, les principales mesures ayant trait à la création d'emplois, au développement de la formation, à l'armement et aux locaux.

Ma question concerne les polices municipales que de nombreux maires, au prix d'une lourde charge financière, ont dû recruter parce que, depuis des années, ils étaient confrontés à l'insuffisance des effectifs de la police nationale.

Je souhaiterais savoir si le Gouvernement envisage d'accorder aux collectivités locales une compensation à la charge financière qu'elles assument pour les polices municipales.

Par ailleurs, que compte-t-il faire pour que les policiers municipaux ne soient plus défavorisés par rapport aux policiers nationaux en ce qui concerne leur salaire, leurs indemnités, leur carrière, leur retraite et leur formation ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. A la réponse que j'ai déjà fournie tout à l'heure sur cette question, je voudrais ajouter pour Mme Cacheux qu'avant d'étatiser les polices municipales, un certain nombre de conditions doivent être remplies, notamment en ce qui concerne la formation et la qualification professionnelles. Beaucoup de ces polices municipales, en particulier, ne sont pas armées. Leurs membres ne sont donc pas formés au tir. Nous devons donc être prudents, mais notre volonté est de résoudre ce problème, et, avec le temps et des crédits — mais ce n'est pas le plus facile à obtenir — nous pourrions faire avancer la question.

M. le président. La parole est à M. Germon, pour poser la question de M. Pierre Lagorce.

M. Claude Germon. La question de M. Pierre Lagorce a trait aux modalités de perception et d'utilisation par les collectivités locales des recettes budgétaires provenant du fonds de compensation de la T.V.A.

Le remboursement de cette dépense représente un avantage incontestable comparativement à la situation antérieure, profondément injuste. Néanmoins, la durée de deux ans, fixée comme délai à ce reversement, constitue une gêne dont il serait souhaitable qu'elle puisse être réduite à un délai plus bref.

Par ailleurs, et surtout, les limitations comptables mises à l'emploi de ces fonds destinés en fait au seul équilibre de la section d'investissement des budgets locaux, provoquent des

gènes dont il serait avantageux, dans certaines hypothèses et pour certaines collectivités ou établissements publics, de pouvoir se libérer, au moins pour partie, par exemple, en obtenant la facilité d'utiliser au moins partiellement, mais librement, ces fonds en provenance du fonds de compensation de la T.V.A. au règlement des frais financiers d'intérêts d'emprunts, dont les dispositions du plan comptable exigent, judicieusement d'ailleurs, le paiement en section de fonctionnement.

La décentralisation qui a été votée donne plus de pouvoirs aux maires. Ceux-ci devraient donc, semble-t-il, avoir la liberté de disposer comme ils l'entendent de ce remboursement de la T.V.A. en l'affectant notamment en section de fonctionnement, ce qui leur éviterait parfois d'avoir à augmenter les impôts.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Comme son nom l'indique, la dotation globale d'équipement doit être consacrée à l'équipement. Il est donc normal que les crédits dont vous parlez soient affectés à la section investissement des budgets locaux.

Toutefois, lorsque leur montant excède le montant des dépenses inscrites dans cette section, ils peuvent être, à titre exceptionnel — je dis bien exceptionnel — affectés à la section de fonctionnement pour permettre le remboursement des intérêts des emprunts. Sous réserve de cette limitation, l'emploi des crédits provenant du fonds de compensation de la T.V.A. est libre dans la section investissement.

M. le président. La parole est à M. Germon.

M. Claude Germon. Monsieur le ministre d'Etat, la section hélicoptère de la sécurité civile joue un rôle important dans la protection des citoyens. Avec de faibles moyens, les équipages ont à leur actif, en 1981, 4 625 personnes secourues et 10 347 heures de vol.

Cependant, la couverture sanitaire héliportée est loin de répondre aux normes du délai d'intervention de vingt minutes allouées dans les pays les plus avancés.

Pour mettre les Français à égalité devant le transport médicalisé héliporté, il faudrait porter à quarante-six le nombre de bases, contre dix-huit actuellement, et compléter le parc aéronautique.

Un effort a été amorcé en 1982 avec l'acquisition de quatre Dauphin et d'un Ecureuil. Mais on est très loin de l'objectif de trente Alouette III, des quinze Dauphin et des trente Ecureuil souhaitables.

N'y a-t-il pas danger à laisser survoler les grandes agglomérations par des monoturbinés ?

Comment comptez-vous, monsieur le ministre d'Etat, doter progressivement notre pays des moyens héliportés nécessaires à un pays moderne ?

Par ailleurs, depuis de nombreuses années, le personnel professionnel contractuel du groupement aérien du ministère de l'intérieur et de la décentralisation est régi par un règlement intérieur inadapté qui ne lui assure pas de garanties statutaires. Environ dix millions de francs seraient nécessaires. Nous savons bien que la rigueur budgétaire ne le permet pas, mais ne serait-il pas possible de faire un effort dans un collectif budgétaire en 1983 ?

De même, si on constate un renforcement des moyens en personnel de la sécurité civile, section avion — quinze postes — le recrutement au niveau de la section hélicoptère est nul cette année bien que vingt-six postes aient été demandés pour la remise à niveau des effectifs et l'ouverture de nouvelles bases. La situation des repos récupérateurs restant dus — 10 000 jours récupérateurs pour un effectif de 120 personnes — démontre pourtant l'impérieuse nécessité de recruter pour liquider le passif et permettre le développement de cette unité, indispensable à la sécurité des personnes, ne l'oublions pas.

Que comptez-vous faire, monsieur le ministre d'Etat, pour remédier à cette situation ?

Enfin, je souhaite appeler votre attention sur la base de Paris. Contrairement aux autres bases placées sous l'autorité des préfets et commandées par un chef de base navigant, celle de Paris est placée sous l'autorité du préfet de police, commandée par des non-navigants, et ses locaux, largement occupés par du personnel de police, ne permettent pas un fonctionnement normal du service aéronautique de cette base.

Pensez-vous, monsieur le ministre d'Etat, mettre fin à cette situation et réintégrer cette base au sein du G. A. M. I. ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le problème est à l'étude. Les services de sécurité du G. A. M. I. et ceux de la préfecture de police ont pris contact pour essayer de trouver des solutions à toutes les questions

que vous avez posées, et j'espère pouvoir, d'ici peu, vous donner une réponse satisfaisante plus précise sur cette question qui a retenu notre attention.

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Michel, pour poser la question de M. Labazée.

M. Jean-Pierre Michel. Monsieur le ministre d'Etat, mon collègue Georges Labazée a dû regagner plus tôt que prévu sa circonscription, et il m'a demandé de vous poser sa question qui concerne les retards apportés par les collectivités locales pour le paiement des entreprises qui ont travaillé pour elles.

Ces collectivités locales n'engagent leurs travaux qu'après que les arrêtés de subvention ont été pris. Or ces entreprises doivent attendre plusieurs mois après la prise de ces arrêtés pour être payées, ce qui leur porte un grave préjudice, d'autant plus qu'il s'agit en général de petites et moyennes entreprises.

M. Labazée vous demande, monsieur le ministre d'Etat, quelles dispositions vous pourriez prendre pour pallier ces difficultés d'ordre administratif qui, dit-il, pourraient être sûrement atténuées.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. C'est un problème fondamental, surtout dans la période actuelle, puisque les marchés des collectivités locales représentent 90 milliards de francs, c'est-à-dire plus de 3,2 p. 100 du produit intérieur brut.

Des dispositions ont été prises par les décrets du 29 août 1977 et du 27 septembre 1979. Les dispositifs prévus pour les marchés de l'Etat seront désormais appliqués aux marchés des collectivités locales, et je pense qu'ainsi les créanciers pourront être payés dans un délai de quarante-cinq jours.

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Michel.

M. Jean-Pierre Michel. Monsieur le ministre d'Etat, lors de votre audition devant la commission des lois, puis en séance publique à la suite du rapport de M. Delanoë, vous avez indiqué que vous étiez favorable à une loi de programme qui définirait les orientations à retenir pour l'organisation et la définition des missions du service de la police.

Vous avez également indiqué que vous entreprendriez la conclusion de conventions entre les municipalités et votre ministère pour décharger les services de police de certaines tâches administratives. Je ne peux que souscrire totalement à ces deux idées.

Cependant, certains postes de police ne sont pas encore étatisés et restent à la charge des municipalités, ce qui leur coûte assez cher. C'est notamment le cas dans mon département, la Haute-Saône, pour les villes de Luxeuil et de Gray, alors que dans deux autres communes semblables de ce département, celles de Lure et d'Héricourt, les postes de police sont étatisés. La municipalité de Luxeuil a ainsi dépensé 80 millions de centimes, l'année dernière, pour ce poste de police.

Ma question sera double. D'une part, dans quel délai pouvez-vous prévoir l'étatisation des postes de police de Luxeuil et de Gray? D'autre part, à titre subsidiaire, au cas où ces postes de police ne pourraient pas être étatisés tout de suite, pouvez-vous m'assurer que des nominations supplémentaires seront faites dans ces deux localités, afin d'alléger la charge des municipalités concernées?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur le député, vous vous intéressez au sort de deux communes de votre circonscription, Gray et Luxeuil.

La commune de Gray comptait 9 600 habitants, lors du recensement de 1975. Placée sous le régime de droit commun, elle possède une police municipale de huit agents, et nous avons mis à sa disposition, au titre des polices urbaines, sept fonctionnaires d'Etat — deux inspecteurs et cinq gardiens ou sous-brigadiers.

L'étatisation de la police de Gray est envisageable, puisqu'il s'agit d'une commune de 10 000 habitants, mais elle ne pourra être réalisée qu'à moyen terme en raison des contraintes budgétaires que nous devons tous respecter.

Il en est de même pour la commune de Luxeuil qui connaît, comme Gray, une évolution démographique très lente. Dix policiers d'Etat, cependant, ont été mis à la disposition de la ville par les polices urbaines pour compléter la police municipale qui compte actuellement cinq agents.

Je vous fais donc, pour la commune de Luxeuil, la même réponse que pour la commune de Gray.

M. le président. La parole est à M. Wacheux.

M. Marcel Wacheux. Je voulais évoquer deux points, l'un concernant les polices municipales, l'autre les collectivités locales. Le premier a été traité à plusieurs reprises. Je ne ferai donc que le rappeler en soulignant l'impatience des élus et des personnels concernés. Je souhaitais connaître le point de la réflexion du ministère en ce qui concerne l'étatisation des corps de police municipale, mais je n'insiste pas puisque ce sujet a été abondamment traité, et encore à l'occasion de la question précédente. J'en viens donc au second point.

Les services communaux sont actuellement sollicités afin de décharger les commissariats de police des tâches purement administratives comme la délivrance des cartes d'identité et des passeports, pour que les personnels de police puissent se consacrer uniquement à des tâches de maintien de la sécurité publique.

Certes, les communes peuvent exercer ces missions. Certaines le font déjà, mais il faudra embaucher du personnel à cet effet.

Or, pour l'accomplissement des tâches dites d'intérêt général, comme l'état civil, le recensement militaire, le service électoral, il n'est versé au budget des communes que des sommes symboliques au regard des dépenses réelles — 750 francs, par exemple, pour ma ville qui compte 23 500 habitants.

Déjà, la loi du 27 décembre 1973 a supprimé les droits de timbre pour la délivrance des actes d'état civil, mesure intéressante et généreuse à l'égard des administrés, mais supportée par les communes puisque cette perte de ressources n'a pas été compensée par une dotation de l'Etat.

Aussi, en ce qui concerne les cartes d'identité et les passeports, et dans la logique du projet de loi sur le transfert des compétences, ne serait-il pas nécessaire que le transfert de ces tâches s'accompagne du transfert, au moins partiel, des droits de timbre que l'Etat perçoit pour la délivrance de ces pièces administratives?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Le problème que vous abordez, monsieur le député, a été maintes fois évoqué ces temps derniers, et j'en ai moi-même traité lors du congrès des maires. Il s'agit de ce que l'on appelle les charges indues, c'est-à-dire les tâches administratives que la police nationale assure traditionnellement, mais qui se sont alourdies au fil des années et qui la détournent de sa mission principale qui est d'assurer, dans les quartiers des villes, dans les banlieues, la sécurité et la tranquillité publiques.

En fait, pour les agents de l'Etat, il n'y a pas de charges indues. Si rien ne troublait la tranquillité publique, si la délinquance dans les zones urbaines ne progressait pas, la police continuerait bien volontiers à assurer ces tâches administratives.

Malheureusement, des actes de délinquance ou de terrorisme sont enregistrés un peu partout, et la population, légitimement éprise de sécurité, demande une présence constante des policiers sur le terrain.

Dès lors, il faut tenter de réduire ces tâches qu'assument les agents de la police nationale : garde et remise des objets trouvés, établissement des cartes d'identité, des cartes d'étranger, des passeports, naturalisations, port des plaques, remise de convocations de l'administration judiciaire, sorties des écoles, etc. A quoi s'ajoutent, bien entendu, toutes les gardes statiques, la surveillance de certains lieux qui mobilisent des effectifs relativement considérables.

Ces tâches mobilisent plusieurs milliers de fonctionnaires de la police. C'est pourquoi j'ai demandé aux maires de faire l'impossible pour que certaines de ces tâches administratives soient assumées au niveau municipal. Les conditions de cette prise en charge seraient, bien entendu, négociées dans le cadre d'une convention type entre l'Etat et la commune intéressée.

En contrepartie de ce travail, les communes qui accepteraient de signer la convention recevraient une part plus importante du produit des timbres-amendes. Elles auraient en outre la certitude que des effectifs beaucoup plus nombreux pourraient se consacrer aux patrouilles nocturnes sur la voie publique et à l'illotage, que réclame la population.

M. le président. La parole est à M. Massot.

M. François Massot. Monsieur le ministre d'Etat, nuit et jour, partout en France, les sapeurs-pompiers secourent des vies humaines, protègent les biens et les animaux en péril.

Les interventions des sapeurs-pompiers sont en progression constante. A titre d'exemple, j'indiquerai qu'il y a seulement quatre ans on décomptait au niveau national 1 497 000 interventions de secours. En 1981, ce chiffre atteignait 1 838 000.

Or vous n'ignorez pas que la lutte contre les incendies n'est plus, loin de là, la seule activité des sapeurs-pompiers. Pour les pompiers, les interventions sur des feux ne représentent que 10 p. 100 de l'ensemble des sorties. A titre de comparaison — et le constat est particulièrement net dans un département

comme les Alpes-de-Haute-Provence qui, situé en zone montagnaise, est doté d'une infrastructure routière étendue — le secours routier représente 16 p. 100 de l'ensemble des interventions de secours.

Sur ce point, j'ai noté, monsieur le ministre d'Etat, avec satisfaction que le budget de votre ministère marquait un certain effort en faveur de l'infrastructure des centres de secours.

Ainsi, dans le cadre du soutien de l'investissement et de l'aide aux collectivités locales pour la construction de centres de secours, vous prévoyez l'engagement de 20 millions de francs pour les autorisations de programme concernant les casernes de sapeurs-pompiers.

Mais je souhaiterais, monsieur le ministre d'Etat, que vous dissipiez une crainte légitime motivée par l'expérience. Ne risque-t-on pas, une nouvelle fois, de voir les zones urbaines bénéficier de cette manne providentielle au détriment des combattants du feu des départements d'économie rurale. Je parle ici au nom du département des Alpes-de-Haute-Provence, que vous connaissez bien et qui, peut-être plus que d'autres, se trouve particulièrement exposé.

Comment comptez-vous, monsieur le ministre d'Etat, contribuer à l'amélioration de la capacité opérationnelle des sapeurs-pompiers départementaux ou communaux ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Alors que, pendant plusieurs années, les crédits affectés aux centres de secours n'ont cessé de diminuer, nous les avons doublés.

En 1982, sur vingt-sept projets, vingt et un concernent des communes rurales. C'est dire qu'il a été tenu un très grand compte des petites communes rurales qui avaient d'immenses besoins.

En 1983, l'effort commencé sera poursuivi et de nombreux équipements pourront être achetés. En ce qui concerne l'aide à l'achat d'équipements et de matériel, des programmes particuliers ont été mis sur pied, pour permettre l'acquisition de véhicules spécialisés et de matériel de radio — radio sur voitures, radio en station fixe, radio avec appels sélectifs. Un programme ordinaire concernant d'autres matériels a également été financé — matériel de dépollution, de recherche de personnes ensevelies, groupes électrogènes, échelles, matériel de désincarcération et de réanimation, par exemple.

Enfin, sont prévus également des programmes exceptionnels permettant de faire face à des événements d'un caractère particulier : avalanches, pluies d'orage, tornades, grandes inondations, comme celles de l'hiver 1981. Les crédits inscrits ont permis et permettront encore de poursuivre et d'intensifier l'effort entrepris.

M. le président. Nous en avons terminé avec les questions du groupe socialiste.

Nous en revenons aux questions du groupe du rassemblement pour la République.

La parole est à M. Frédéric-Dupont.

M. Edouard Frédéric-Dupont. Monsieur le secrétaire d'Etat, le commissariat principal du VII^e arrondissement, sis au 116, rue de Grenelle, est devenu une curiosité parisienne. La télévision l'a montré et on vient pour le voir ! Le commissariat de la rue Amélie, dans le quartier du Gros-Cailillon, se trouve dans une situation à peu près identique, au moins du point de vue de sa capacité.

Il faut que vous sachiez que le maire de Paris se penche sur ce problème depuis deux ans. Lorsque M. le préfet de police lui a demandé des locaux, rue Fabert, il les lui a donnés. Leurs dimensions avaient été fixées par la police elle-même, et pour la satisfaire nous avons dû les refuser au ministère des affaires étrangères, à qui nous les avions promis.

Seulement, il y a un malheur : alors que nous donnons toutes les facilités, nous, mairie de Paris, à la police, pour qu'elle s'installe rue Fabert, M. le préfet de police nous a annoncé qu'il attendait toujours les crédits nécessaires aux travaux.

Quand le Gouvernement va-t-il donner aux gardiens de la paix du VII^e arrondissement les moyens conformes à l'importance de leurs missions et en rapport avec la dignité de leur fonction ?

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. André Laignel, rapporteur spécial. Ce n'est pas en dix-huit mois que ce commissariat est tombé en ruine !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur Frédéric-Dupont, vous évoquez la une histoire très ancienne !

Vous savez que l'implantation du nouveau commissariat sur l'esplanade des Invalides est prévue dans le plan d'ensemble de réaménagement de ce site. L'architecte des bâtiments de France,

qui est chargé de ce schéma, a remis, le 14 juin dernier, un rapport préliminaire concernant ce projet. Il ressort de cette pré-étude que le coût de l'opération sera très élevé en raison de la nécessité d'effectuer d'importants travaux de protection contre les crues de la Seine. En effet, une reconnaissance du site effectuée au mois de mai a montré que le terrain est très instable, d'où la nécessité de prévoir des fondations jusqu'à douze mètres de profondeur.

C'est sur ces bases que les services de police ont adopté un programme de construction sur trois niveaux de sous-sol et que le secrétariat général pour l'administration de la police de Paris a demandé à l'architecte de poursuivre l'examen du projet.

Une autorisation de programme de 700 000 francs a déjà été allouée par M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation pour cette étude. Un financement complémentaire au titre du programme de 1983 vient d'être demandé. Il va de soi que j'examinerai cette demande avec toute l'attention désirable.

M. le président. La parole est à M. Barnier.

M. Michel Barnier. Monsieur le ministre d'Etat, c'est au ministre de la décentralisation que je veux poser deux questions très brèves. Vous y avez sans doute déjà répondu en partie à l'occasion de débats qui ont lieu depuis quelques jours au Sénat, mais une précision complémentaire devant l'Assemblée nationale peut être utile.

Premièrement, je souhaite savoir le plus exactement possible à quelle date le Gouvernement notifiera aux départements le montant de la dotation globale d'équipement et de la dotation globale de décentralisation. Cette précision nous est nécessaire dans les plus brefs délais pour préparer dans de bonnes conditions nos budgets départementaux pour 1983.

Deuxièmement, quand et comment envisagez-vous de rembourser aux conseils généraux les frais de fonctionnement de l'Etat qui sont actuellement assumés par les départements ? Sur quelle base la réflexion du Gouvernement s'engage-t-elle à ce sujet ? Pensez-vous associer les élus à cette réflexion ? La mise en place d'un groupe de travail auquel serait associé la conférence des présidents de conseils généraux et régionaux permettrait sans doute d'engager une réflexion utile et efficace à la fois pour l'Etat et pour nos assemblées.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. En ce qui concerne la dotation globale d'équipement, monsieur le député, j'espère que le texte sera voté avant la fin de la présente session parlementaire, de façon à être applicable au début de l'année 1983.

S'agissant de la dotation générale de décentralisation, il n'est prévu aucun transfert de compétence pour les départements en 1983. C'est donc à partir de l'année 1984 qu'elle sera applicable à ces collectivités.

Pour ce qui est des crédits ou des transferts qui peuvent être dus par l'Etat aux départements et par les départements à l'Etat, étant donné que, d'une part, les départements assument actuellement certaines dépenses pour le compte de l'Etat, mais que, d'autre part, l'Etat met à leur disposition des personnels pour accomplir certaines tâches, deux possibilités sont offertes : soit la prise en charge directe par l'Etat des dépenses des services et des locaux, soit le maintien du système actuel avec une compensation entre les dépenses de l'Etat et celles des conseils généraux. Pour ma part, je suis partisan d'une concertation poussée avec les présidents de conseils généraux. C'est vers cette solution que je m'orienterai.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le secrétaire d'Etat, avant de poser ma question sur les effectifs, je voudrais revenir brièvement à un problème abordé tout à l'heure par Mme de Hauteclocque avec toute la compétence que chacun lui reconnaît, puisqu'elle a été rapporteur de la police au conseil de Paris pendant de nombreuses années, ainsi qu'à M. Frédéric-Dupont, lui-même président de la commission de la police. Mme de Hauteclocque vous a donc interrogé sur la stratégie du soupçon qui se met en place au sein de la police et qui rend la position de certains policiers insoutenable.

Dans votre discours, vous avez déclaré *in fine* que vous demandiez à la police de vous faire confiance. Dès lors, pour quoi n'avoir pas répondu à Mme de Hauteclocque qui vous demandait ce que vous comptiez faire pour mettre fin à cette politique du soupçon vis-à-vis de certains personnels ? Comme elle n'a pas eu sa réponse, je vous pose à nouveau la question.

Mais j'en viens aux effectifs.

Vous connaissez le département du Val-de-Marne, dont vous étiez le député et où vous exercez toujours des responsabilités de maire. Ce département est le plus défavorisé de France, en particulier la septième circonscription qui regroupe les villes de Saint-Mandé, Vincennes et Fontenay.

Certes, Vincennes a eu le privilège de recevoir tout le G.I.G.N. du commandant Prouteau, qui était venu arrêter deux Irlandais, dangereux terroristes, qui possédaient, en tout et pour tout, un pistolet 7,65 au percuteur limé et que chaque Vincennois connaissait depuis longtemps, mais ces gendarmes ne sont restés qu'une journée !

En réalité, cette circonscription de 120 000 habitants ne dispose le dimanche que de deux gardiens de la paix pour assurer le service de police-secours. Aussi, lorsque j'entends certains de mes collègues de province se plaindre, je ne puis que m'étonner. M. le président, qui est lui aussi un élu de la région parisienne, considère tout comme moi que nos circonscriptions, qui comportent des Z.A.C. et des Z.U.P., et dont la population a une densité très forte et est soumise à un rythme de renouvellement très élevé, devraient être les plus privilégiées.

Monsieur le ministre d'Etat, je me suis permis de vous adresser une lettre en date du 29 juillet à laquelle j'attends toujours une réponse. Je vous rappelais que vous aviez ouvert à Fontenay-sous-Bois un commissariat que j'avais réclamé pendant dix ans, mais qu'une étude de 1975 émanant du ministère de l'intérieur prévoyait la création de 132 emplois pour accompagner son ouverture. Or, pour faire fonctionner ce commissariat, vous avez prélevé des personnels sur les effectifs de celui de Vincennes alors qu'il ne compte guère que soixante policiers, sans compter les jours de vacances, les maladies et les stages.

J'attends une réponse à mes deux questions.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur Vivien, sur cette stratégie du soupçon qu'a évoquée Mme de Hautecloque et que vous évoquez à votre tour, comme je n'ai pas très bien compris de quoi il s'agissait, j'étais bien en peine de lui répondre.

Mme Nicole de Hautecloque. C'est pourtant on ne peut plus clair !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Ensuite, vous vous êtes inquiété de l'évolution des effectifs de la police dans la région parisienne, et notamment dans les départements de la petite couronne. Vous me ferez certainement l'honneur de croire que le maire d'Alfortville et le conseiller général du Val-de-Marne que je suis prend très au sérieux les problèmes de sécurité dans la petite banlieue.

Les trois départements de la petite couronne ont reçu une part substantielle du renforcement des effectifs intervenu en 1982 pour les polices urbaines.

M. Robert-André Vivien. Pas Vincennes !

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. J'y arrive, monsieur Vivien.

Le Val-de-Marne a obtenu 240 hommes supplémentaires, la Seine-Saint-Denis 300 et les Hauts-de-Seine 260.

Quant à la grande couronne, elle a reçu les renforts suivants : Yvelines, 198 hommes ; Essonne, 162 ; Seine-et-Marne, 150 ; Val-d'Oise, 100.

M. Robert-André Vivien. Et les trente-neuf heures, monsieur le secrétaire d'Etat ?

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Au total, la banlieue parisienne s'est vu affecter 1 400 fonctionnaires supplémentaires, soit 41 p. 100 de l'ensemble des renforts mis en place dès 1982 au niveau national.

C'est dire l'importance prioritaire que nous attachons au renforcement de la sécurité dans cette région. Il va de soi que cet effort sera poursuivi à l'issue de la formation des nouveaux fonctionnaires dont le recrutement est en cours.

Une attention particulière sera apportée au comblement des vacances de postes engendrées par le mouvement général des personnels en tenue et par les départs en province qui en découlent.

Dans le cadre plus particulier de la circonscription de Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay, qui vous intéresse particulièrement, les effectifs budgétaires de 137 gardiens seront augmentés de 14 lors de la sortie de l'école en mars 1983. Vous pourrez l'annoncer à vos électeurs au moment de la campagne pour les élections municipales. (Sourires sur les bancs des socialistes.)

Pour les inspecteurs, l'insuffisance générale des effectifs m'a fait demander et obtenir 200 postes de plus que ceux qui figurent dans les documents budgétaires. L'affectation sur le terrain de ces personnels supplémentaires aura lieu dès que les délais de formation seront achevés, c'est-à-dire vraisemblablement en 1984.

M. le président. Nous en avons terminé avec les questions.

J'appelle les crédits inscrits à la ligne « Intérieur et décentralisation ».

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

« TITRE III : 813 316 336 francs ;
« TITRE IV : 6 414 553 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles).

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme : 449 740 000 francs ;
« Crédits de paiement : 116 260 000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme : 3 434 807 000 francs ;
« Crédits de paiement : 1 223 878 000 francs. »

Sur le titre III, M. Charles Millon et M. Ligot ont présenté un amendement n° 128 ainsi rédigé :

« Réduire les crédits de 1 million de francs. »

La parole est à M. Ligot.

M. Maurice Ligot. Les crédits du chapitre 34-17 « Corps préfectoral-matériels », article 10 « Préfets », passent de 408 000 francs à 1 408 000 francs, soit une majoration de 245 p. 100.

Cette augmentation, dont les motifs ne sont pas exposés, tend à accroître les frais de représentation des préfets. On soupçonne bien, du moins on comprend bien, qu'à la suite des mesures de décentralisation il y a eu entre les préfets et les présidents de conseils généraux des répartitions douloureuses qui n'ont pas toujours été à l'avantage de MM. les préfets. Par conséquent, le Gouvernement essaie de combler le désavantage pour le corps préfectoral.

Il n'empêche que, dans un budget de rigueur, et au moment où le ministre chargé du budget a marqué sa volonté de faire porter en priorité son effort d'économie sur le train de vie de l'Etat, il convient de supprimer ce million de francs supplémentaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. Monsieur Ligot, si un seul membre de l'opposition avait assisté aux débats de la commission des finances sur le rapport relatif au budget de l'intérieur et de la décentralisation...

M. Robert-André Vivien. Ce n'est pas convenable, monsieur Laignel !

M. André Laignel, rapporteur spécial. ... vous sauriez que la commission, anticipant sur votre amendement, a souhaité appeler l'attention du Gouvernement sur le financement, dans le nouveau régime de décentralisation, des crédits nécessaires en propre au préfet. Vous trouverez ces précisions pages 30 à 32 de mon rapport écrit.

M. Maurice Ligot. Nous l'avons lu !

M. André Laignel, rapporteur spécial. Faisant miennes certaines observations des membres de la commission, j'ai souhaité que la distinction claire des ressources accompagne la distinction claire des responsabilités.

Sous le bénéfice de ces observations et à titre personnel, la commission n'ayant pas eu à examiner votre amendement, je demande à l'Assemblée de le repousser.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Bien entendu, le Gouvernement se prononce contre l'amendement et pour le maintien de la notation.

Au moment où nous sommes engagés dans la décentralisation, il est normal que l'Etat prévoie des crédits en faveur des commissaires de la République, pour financer les réceptions qu'ils donnent et dans le cadre de leur fonction d'Etat, et dans le cadre départemental.

D'ailleurs, cette précaution évitera aux préfets de demander aux conseils généraux de voter les crédits correspondants. Par conséquent, à mes yeux, cette dotation devrait être adoptée à l'unanimité, notamment par les députés qui, pendant le débat sur la décentralisation, se sont faits les défenseurs des préfets.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 128. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix le titre III. (Le titre III est adopté.)

Rappel au règlement.

M. Robert-André Vivien. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien, pour un rappel au règlement.

M. Robert-André Vivien. Mon intervention se fonde sur l'article 117 du règlement, relatif à la discussion des lois de finances en commission.

Je trouve extrêmement désobligeante l'allusion du rapporteur spécial au prétendu absentéisme de l'opposition lors de l'examen des crédits de l'intérieur et de la décentralisation. En réalité, notre absence était volontaire car nous risquions d'être majoritaires, comme cela s'est produit à cinq reprises : on nous oblige à le rappeler.

M. le ministre d'Etat connaît d'ailleurs le sérieux avec lequel les spécialistes des groupes de l'opposition ont étudié son projet de budget.

Je profite de cette occasion pour protester à nouveau contre les conditions d'examen de ce budget, l'un des plus importants. La date retenue pour son inscription à l'ordre du jour a en effet empêché certains de nos collègues de province de participer à sa discussion en séance publique.

Reprise de la discussion budgétaire.

M. le président. Sur le titre IV, M. Charles Millon et M. Ligot ont présenté un amendement n° 129 ainsi rédigé :

« Supprimer le chapitre 41-56 « Dotation générale de décentralisation. »

La parole est à M. Ligot.

M. Maurice Ligot. La ligne budgétaire correspondant à la dotation générale de décentralisation a le remarquable mérite d'être créée, mais de ne pas être pourvue de crédits, puisqu'elle figure avec la simple mention « mémoire ».

Ce procédé, qui pourrait permettre au Gouvernement de l'abonder ultérieurement par des crédits provenant d'autres chapitres, nous paraît inadmissible. Si une ligne est créée, que le Gouvernement l'abonde normalement dans le cadre du budget.

Comme il y a absence de clarté à la fois sur le but et sur le financement, nous demandons la suppression du chapitre 41-56.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. La commission des finances n'a pas examiné cet amendement. Toutefois, elle a adopté une observation demandant au Gouvernement des précisions financières sur la dotation générale de décentralisation, dont je rappelle qu'au moins pour les communes elle pourra entrer en vigueur dès 1983 si le texte correspondant est voté, puisque l'urbanisme figure parmi les transferts de compétences prévus dès 1983.

Quant au régime juridique de cette dotation, il est clairement défini par la loi sur le transfert des compétences. On ne peut donc dire que la D.G.D. résultera de transferts et virements pratiqués « à l'aveuglette ». C'est pourquoi, à titre personnel, je propose le rejet de l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Je trouve assez étonnant — pour ne pas employer un mot plus fort — que ceux qui, pendant le débat sur la décentralisation, me reprochaient de ne pas commencer par les transferts de compétences et de ressources, refusent aujourd'hui de voter la création de nouvelles ressources pour les collectivités territoriales !

M. Maurice Ligot. Il n'y a pas de crédits !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 129. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix le titre IV. (Le titre IV est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V. (Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V. (Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Sur le titre VI M. Fèvre a présenté un amendement n° 137 ainsi rédigé :

« Réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement de 50 millions de francs. »

Cet amendement n'est pas soutenu.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI. (Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI. (Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. J'appelle maintenant les articles 61 à 63, rattachés à ce budget.

Articles 61 et 62.

M. le président. « Art. 61. — Les alinéas 3 et 4 de l'article 66 de la loi n° 71-1061 du 29 décembre 1971 sont abrogés. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 61.

(L'article 61 est adopté.)

« Art. 62. — I. Le premier alinéa de l'article 17 de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 est complété comme suit :

« La dotation forfaitaire de chacun des départements qui bénéficiaient d'une subvention de l'Etat imputée sur le chapitre 41-52, article 20, du budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation est augmentée, à compter de 1983, d'une somme égale au montant de la subvention perçue par chacun de ces départements en 1982. »

« II. L'article 3 de la loi n° 47-2359 du 22 décembre 1947 est abrogé. » — (Adopté.)

Après l'article 62.

M. le président. En accord avec la commission des finances, j'appelle maintenant sept amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 62.

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 130 ainsi rédigé :

« Après l'article 62, insérer le nouvel article suivant :

« Le quatrième alinéa de l'article L. 234-7 du code des communes est ainsi modifié :

« L'attribution moyenne nationale est affectée d'un coefficient attaché à chaque groupe démographique, tel qu'il résulte du tableau suivant :

« Communes de 0 à	499 habitants :	1,0000.
« Communes de 500 à	999 habitants :	1,01065.
« Communes de 1 000 à	1 999 habitants :	1,0213.
« Communes de 2 000 à	3 499 habitants :	1,03195.
« Communes de 3 500 à	4 999 habitants :	1,0423.
« Communes de 5 000 à	7 499 habitants :	1,05325.
« Communes de 7 500 à	9 999 habitants :	1,0639.
« Communes de 10 000 à	14 999 habitants :	1,07455.
« Communes de 15 000 à	19 999 habitants :	1,0852.
« Communes de 20 000 à	34 999 habitants :	1,09585.
« Communes de 35 000 à	49 999 habitants :	1,1065.
« Communes de 50 000 à	74 999 habitants :	1,11715.
« Communes de 75 000 à	99 999 habitants :	1,1278.
« Communes de 100 000 à	199 999 habitants :	1,13845.
« Communes de 200 000 habitants et plus :	1,15. »	

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. En accord avec la commission des finances, cet amendement a pour objet de rééquilibrer dans des conditions satisfaisantes la répartition de la dotation de péréquation en fonction du potentiel fiscal.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement. Toutefois, il va dans le sens qui nous semble le meilleur puisqu'il réduit les disparités consécutives aux effets des variations démographiques sur le plan de la dotation de péréquation en fonction du potentiel fiscal.

Cette progression est, pour la moyenne nationale, de 23 p. 100. Dans l'état actuel du droit, elle aurait été de 28 p. 100 pour les petites communes et de 18 p. 100 pour les grandes villes, soit un écart de dix points. Cet amendement permettra de réduire cet écart et, par là même, de mieux tenir compte des variations sans écraser les grandes communes.

A titre personnel, j'y suis donc favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 130. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Miossec a présenté un amendement n° 17 rectifié ainsi rédigé :

« Après l'article 62, insérer le nouvel article suivant :

« Il est inséré après le quatrième alinéa de l'article L. 234-9 du code des communes le nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les majorations prévues aux trois alinéas précédents, lorsqu'elles ont pour objet de compenser les exonérations permanentes prévues par l'article 1382 du code général des impôts, sont éventuellement réparties, lorsque les résidences universitaires, les locaux utilisés au casernement des personnels des armées ou les terrains des résidences universitaires ou affectés aux armées sont situés sur le territoire de plusieurs communes, entre lesdites communes proportionnellement aux surfaces occupées par l'ensemble de ces installations sur le territoire de chacune d'elles. »

La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le ministre d'Etat, M. Miossec, appelé dans sa circonscription par les cérémonies du 11 novembre, regrette de ne pouvoir défendre lui-même cet amendement.

La dotation globale de fonctionnement a été instituée par la loi du 3 janvier 1979. L'article 7 de la loi du 31 décembre 1980, qui complète la précédente, a modifié l'article L. 234-9 du code des communes de telle sorte que la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe d'habitation soient majorées lorsque se trouvent situées sur le territoire d'une commune certaines installations entraînant exonération permanente en application de l'article 1382 du code général des impôts.

Cette exonération concerne, notamment, les résidences universitaires.

Lorsque l'ensemble d'une installation, par exemple une base militaire ou un campus universitaire, est situé sur le territoire de plusieurs communes, il apparaît souhaitable que la majoration globale résultant des dispositions en cause soit répartie proportionnellement à la surface occupée par ladite installation sur le territoire de chacune des communes concernées. Tel est l'objet de l'amendement n° 17 rectifié.

Je crois que c'est un amendement raisonnable qui devrait recueillir l'unanimité de l'Assemblée — d'ailleurs, M. le rapporteur spécial semble l'approuver — et je vous remercie à l'avance, monsieur le ministre d'Etat, de bien vouloir l'accepter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement. Il légaliserait la pratique actuelle. C'est pourquoi, à titre personnel, je me prononce favorablement.

M. Robert-André Vivien. Merci, monsieur le rapporteur spécial.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17 rectifié. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 136 ainsi libellé :

« Après l'article 62, insérer le nouvel article suivant :

« Il est ajouté après l'article L. 234-11 du code des communes un article L. 234-11-1 ainsi rédigé :

« Les communes de plus de 10 000 habitants qui connaissent une situation structurellement déséquilibrée et dont la liste est arrêtée chaque année après avis du comité des finances locales bénéficient au titre de la première part de la dotation de péréquation prévue à l'article L. 234-7 d'une majoration de cette dotation pouvant atteindre 50 p. 100. »

« Toutefois, cette majoration ne s'applique pas aux communes qui bénéficient de la dotation particulière aux communes centres d'une unité urbaine prévue à l'article L. 234-17 ainsi qu'à celles dont le territoire est englobé, en tout ou partie, dans une zone d'agglomération nouvelle.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article qui tiennent compte notamment de l'insuffisance de potentiel fiscal par habitant par rapport au potentiel fiscal moyen par habitant du groupe démographique ainsi que l'importance de la taxe d'habitation dans la composition du potentiel fiscal. Il fixe également les modalités de majoration des recettes versées à chaque collectivité concernée. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il s'agit d'augmenter la dotation globale de fonctionnement des communes à très faible potentiel fiscal.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement. Il permettra d'assurer un concours aux communes selon des modalités plus rigoureusement définies. C'est pourquoi, à titre personnel, je suis pour.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 136. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 131 ainsi rédigé :

« Après l'article 62, insérer le nouvel article suivant :

« Le premier alinéa de l'article L. 234-15 du code des communes est ainsi complété :

« Pour la détermination du versement supplémentaire à la dotation forfaitaire, les accroissements de population constatés lors des recensements généraux sont pris en considération dans les mêmes conditions que ceux constatés par les recensements complémentaires. Les sommes revenant aux communes à la suite des augmentations de population constatées lors du recensement général de population sont versées pour moitié la première année suivant le recensement et pour moitié la seconde année. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. L'amendement n° 131 et l'amendement n° 132, qui va être appelé dans un instant, concernent, le premier, les communes dont la population s'est accrue, le second, celles où elle a diminué. Ils introduisent dans les deux cas un étalement des variations de la dotation.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. J'avais moi-même demandé cette mesure tant dans mon rapport écrit que dans mon rapport oral. Je ne puis donc qu'être favorable aux deux amendements.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 131. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 132 ainsi rédigé :

« Après l'article 62, insérer le nouvel article suivant :

« Pour le calcul de la première part de la dotation de péréquation instituée par les articles L. 234-6 et L. 234-7 du code des communes, lorsque le recensement général de la population de 1982 fait apparaître une diminution de la population d'une collectivité locale, une part de la diminution ainsi constatée est ajoutée, pendant trois ans, à la population légale de cette collectivité. Pour 1983, cette part est égale à 75 p. 100 de la diminution de population ; pour 1984 et 1985, elle est respectivement égale à 50 p. 100 et à 25 p. 100. »

Le Gouvernement et la commission se sont déjà exprimés sur cet amendement.

Je mets aux voix l'amendement n° 132.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 134 ainsi rédigé :

« Après l'article 62, insérer le nouvel article suivant :

« I. — Les deuxième et troisième alinéas de l'article 17 de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 modifiée par la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La dotation forfaitaire et la dotation de péréquation des départements évoluent ensemble comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition, après déduction

des sommes affectées à la dotation spéciale instituteurs, à la garantie de progression minimale et aux concours particuliers.

La dotation forfaitaire des départements est proportionnelle à la dotation forfaitaire de l'année précédente. Elle évolue, une fois effectuée la réduction de 2,5 points par an prévue à l'article L. 234-2 du code des communes, comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition, après les diminutions prévues à l'alinéa précédent.

« La première part de la dotation de péréquation, mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 234-7 du code des communes, est proportionnelle au montant de l'année précédente. Elle évolue, une fois effectuée la majoration de 2,5 points par an prévue au même article L. 234-7, comme la dotation de péréquation des départements. »

« II. — Les cinquième et sixième alinéas de l'article 17 de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, modifiée par la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La deuxième part de la dotation de péréquation mentionnée au septième alinéa de l'article L. 234-7 du code des communes est calculée pour chaque département proportionnellement à la totalité des impôts énumérés à l'article L. 234-9. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il s'agit d'éviter une sorte de dérive de la dotation globale de fonctionnement des départements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. A titre personnel, mais aussi en tant que président de conseil général, je ne peux qu'être favorable à cet amendement, qui permettra le maintien de la dotation globale de fonctionnement des départements à un niveau raisonnable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 134.

M. Robert-André Vivien. Le groupe du rassemblement pour la République s'abstient.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 133 ainsi rédigé :

« Après l'article 62, insérer le nouvel article suivant :

« Le premier alinéa de l'article 18 de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les départements d'outre-mer bénéficient de la dotation forfaitaire proportionnellement à leur dotation forfaitaire de l'année précédente. Elle évolue comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition, après déduction des sommes affectées à la dotation spéciale instituteurs, à la garantie de progression minimale et aux concours particuliers, et après réduction de 2,5 points par an. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il s'agit d'une mesure d'ordre pour les départements d'outre-mer.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 133.
(L'amendement est adopté.)

Article 63.

M. le président. « Art. 63. — I. Après l'article L. 234-19-1 du code des communes est inséré un article L. 234-19-2 ainsi rédigé :

« Article L. 234-19-2. Les communes reçoivent une dotation spéciale de la dotation globale de fonctionnement au titre des charges qu'elles supportent pour le logement des instituteurs.

« Pour 1983 cette dotation spéciale est fixée à 2 108 millions de francs. Elle évolue chaque année comme la dotation globale de fonctionnement.

« Cette dotation est répartie par le Comité des finances locales proportionnellement au nombre des instituteurs exerçant dans les écoles publiques, qui sont logés par chaque commune ou qui reçoivent d'elles une indemnité de logement ».

« II. Ces dispositions s'appliquent aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte.

« III. L'article 94 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions est abrogé.

« IV. Le premier alinéa de l'article L. 234-1 du code des communes est ainsi rédigé :

« Une dotation globale de fonctionnement est instituée en faveur des communes et de certains de leurs groupements. Elle se compose d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de péréquation, d'une dotation spéciale et le cas échéant de concours particuliers ».

« V. Le deuxième alinéa de l'article L. 234-2 et le troisième alinéa de l'article L. 234-6 du code des communes sont complétés par les mots : « ainsi que pour la dotation spéciale prévue à l'article L. 234-19-2 ».

« VI. Le deuxième alinéa de l'article L. 234-12 du code des communes est ainsi rédigé :

« La part des ressources affectées aux concours particuliers, fixée à 4 p. 100 de la dotation globale de fonctionnement après déduction du montant de la dotation spéciale prévue à l'article L. 234-19-2, peut être portée jusqu'à 5 p. 100 par le Comité des finances locales institué par l'article L. 234-20 ».

« VII. Le deuxième alinéa de l'article L. 234-16 du code des communes est ainsi rédigé :

« Cette somme est revalorisée chaque année ; l'indice de revalorisation est égal au taux de progression de la dotation globale de fonctionnement, après déduction du montant de la dotation spéciale prévue à l'article L. 234-19-2. »

Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 41 et 138.

L'amendement n° 41 est présenté par M. Pierret, rapporteur général, et M. Laignel ; l'amendement n° 138 est présenté par M. Ligot.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Supprimer l'article 63. »

La parole est à M. Laignel, pour soutenir l'amendement n° 41.

M. André Laignel, rapporteur spécial. Cet amendement est la conséquence du transfert en première partie de la loi de finances, après l'article 23, de la substance de l'article 63.

J'ai, en effet, fait observer à la commission des finances que la création de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs avait une incidence sur la présentation comptable de l'équilibre budgétaire. Nous l'avons donc réintégré avant l'article d'équilibre et, par voie de conséquence, nous nous prononçons maintenant pour la suppression de l'article 63.

M. le président. La parole est à M. Ligot pour soutenir l'amendement n° 138.

M. Maurice Ligot. Je demande la suppression de l'article 63 parce qu'il est à double tranchant pour les communes.

C'est vrai qu'il apporte un avantage puisqu'il consacre la prise en charge par l'Etat des dépenses incombant aux communes et résultant de la gratuité accordée au logement des instituteurs. Cette prise en charge est assurée par l'Etat dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement. Elle évolue chaque année comme elle, c'est-à-dire comme la recette de la T.V.A.

Mais elle présente également un inconvénient grave. Dès maintenant, cette fusion de la dotation spéciale au titre des charges que les communes supportent pour le logement des instituteurs avec la dotation globale de fonctionnement a permis de faire apparaître dans le budget un taux de croissance de 12,9 p. 100 de la dotation globale de fonctionnement. Les élus, notamment les élus municipaux, l'ont cru. Ils ont été trompés. Je vais expliquer comment.

On a comparé la dotation actuelle avec celle de l'an dernier et on a trouvé une croissance de 12,9 p. 100 : respectivement 52 et 58,7 milliards de francs. Mais la comparaison doit être faite en termes comparables. Si l'on compare la dotation globale avec celle de l'an dernier, il faut lui ajouter la dotation accordée l'an dernier pour les logements d'instituteurs. La comparaison ne donne plus alors que 11,6 p. 100 de croissance, de 52,650 milliards à 58,700 milliards de francs.

Mais si l'on veut comparer les deux dotations comparables, déduction faite des aides au logement, on ne trouve plus qu'une croissance de 8,8 p. 100, de 52 à 56,5 milliards de francs.

Pourquoi le Gouvernement a-t-il retenu une croissance de 8,8 p. 100 de la dotation globale de fonctionnement, alors que selon les indications fournies à la page 110 du fascicule budg-

taire soumis à l'Assemblée, la croissance de la T.V.A. entre 1982 et 1983 sera de 1,63 p. 100 ? Elle sera même de 11,3 p. 100 si l'on retient la T.V.A. réellement perçue en 1982. Le prélèvement sur la T.V.A. pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement aurait donc dû subir une croissance de 10,63 p. 100, peut-être même de 11,3 p. 100, mais non pas de 8,8 p. 100. Les collectivités locales sont donc victimes.

Sauf explication de sa part, il y a donc utilisation illégale de la T.V.A. par le Gouvernement au détriment des collectivités locales. Il camoufle ce détournement par le biais de l'aide au logement des instituteurs. En tout cas, les élus sauront, en établissant les budgets pour 1983, que la faiblesse des attributions de la dotation globale de fonctionnement obligera à de fortes hausses des impôts locaux. La décentralisation ainsi que la mauvaise gestion financière de 1982 se solderont par la hausse des impôts locaux.

Je dis donc aux élus : ne soyez pas dupes et sachez quel sort le Gouvernement fait aux collectivités que vous gérez, et au Gouvernement — à moins que l'on ne m'apporte l'explication — qu'il trafique le pourcentage de T.V.A.

Je vais plus loin. S'agissant de l'année 1982, on nous rapporte que les recettes de la T.V.A. au cours de l'année ont été meilleures que prévu. Il faut nous dire de combien. Il faut calculer la part de prélèvement qui devrait revenir aux collectivités locales et, comme en 1980 et 1979, faire une attribution complémentaire pour 1982.

Pour revenir d'un mot à la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, j'ai dit que toute la clarté existerait et qu'il y aurait moins de risques de dissimulation si le Gouvernement acceptait l'amendement de suppression de l'article 63. Cet amendement aurait pour effet de séparer la dotation globale et la dotation spéciale, celle-ci constituant, comme la D.G.F., un prélèvement propre sur la T.V.A., d'un pourcentage égal à la différence entre le taux actuel de la dotation globale de fonctionnement et le taux nouveau prévu à l'article 24 du projet de loi de finances pour 1983. Le taux de prélèvement de la dotation spéciale serait de 0,564 p. 100. Il serait fixe. Ce système aurait le mérite de la clarté et de l'honnêteté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Ligot a profité d'un amendement pour reprendre toute une série d'affirmations qui ne sont pas exactes et auxquelles j'ai déjà répondu, comme M. le rapporteur. A cette heure, je n'y reviendrai pas.

Je suis d'accord sur la suppression de l'article 63 pour les raisons qu'a indiquées M. Laignel, mais je m'oppose aux arguments qui ont été avancés par M. Ligot à l'appui de l'amendement n° 138.

M. le président. Même si les motifs ne sont pas les mêmes, monsieur le ministre d'Etat, les amendements n'en sont pas moins identiques, et je suis obligé de les mettre aux voix ensemble.

Je mets aux voix par un seul vote les amendements n° 41 et 138.

(Ces amendements sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, l'article 63 est supprimé et l'amendement n° 139 de M. Ligot n'a plus d'objet.

Après l'article 63.

M. le président. En accord avec la commission des finances, j'appelle maintenant l'amendement présenté par le Gouvernement, tendant à insérer un article additionnel après l'article 63.

Cet amendement, qui porte le numéro 135, est ainsi rédigé :

« Après l'article 63, insérer le nouvel article suivant :

« La loi n° 57-444 du 8 avril 1957 est complétée par un article 6 bis ainsi rédigé :

« Art. 6 bis. — A partir du 1^{er} janvier 1983, le calcul de la pension de retraite, ainsi que les retenues pour pension des personnels des services actifs de police, seront déterminés, par dérogation aux articles L. 15 et L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Pour permettre la prise en compte progressive de leurs indemnités de sujétions spéciales dans leur pension, la retenue pour pension actuellement supportée par les intéressés sera majorée de 0,5 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1983, de 1 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1987 et de 1,2 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1991.

« Les pensions concédées avant le 1^{er} janvier 1983 aux personnels des services actifs de la police nationale, de la préfecture de police et de la sûreté nationale et à leurs ayants cause seront révisées pour tenir compte de ces nouvelles modalités qui seront mises en place de façon échelonnée du 1^{er} janvier 1983 au 1^{er} janvier 1992. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, je n'hésiterai pas à qualifier d'historique l'amendement n° 135. Les policiers qui suivent ce débat le savent. Voilà plus de vingt ans que leurs syndicats réclamaient l'intégration de l'identité dite de sujétions spéciales dans le calcul de la retraite. Le précédent gouvernement l'avait toujours refusé. Sur sa fin, il avait fait quelques promesses, mais elles ne furent pas tenues.

M. François Mitterrand, alors candidat à la présidence de la République, dans une lettre adressée aux syndicats le 4 mai 1981, prenait l'engagement de satisfaire cette revendication et ici même, l'an dernier, M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, obtenait l'inscription d'un crédit qui marquait que la décision de principe de l'intégration était définitivement acquise. Aujourd'hui, si vous le voulez bien, cette décision peut entrer dans les faits.

L'amendement qui vous est proposé modifie la loi du 8 avril 1957. Il pose le principe de l'intégration de l'indemnité en dix ans au maximum, moyennant une participation des intéressés qui demeurera modérée, l'Etat gardant à sa charge la plus grande partie du coût de l'opération. Dans quelques années, les policiers ou leurs veuves verront, grâce à vous, leur retraite augmenter de 20 p. 100 environ. C'est dire l'importance de cette mesure pour les policiers et leur famille. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Laignel, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement, mais, pour toutes les excellentes raisons que vient de rappeler M. le secrétaire d'Etat, j'y suis, bien entendu, tout à fait favorable à titre personnel.

M. le président. Plusieurs orateurs m'ont demandé la parole. Je suppose que ce n'est pas contre l'amendement. Exceptionnellement, je donnerai la parole à un orateur de la majorité, M. Gatel, et à un de l'opposition, M. Frédéric-Dupont. La parole est à M. Gatel.

M. Jean Gatel. Effectivement, monsieur le secrétaire d'Etat, l'amendement que vous venez de présenter est un amendement historique. Nous apportons un progrès considérable en intégrant l'indemnité de sujétions spéciales de police dans la base de calcul des pensions. Il est évident que le groupe socialiste votera cet amendement avec joie. Nous tenons nos engagements, encore une fois, cela est démontré.

Je veux simplement émettre un vœu. Afin d'éviter toute disparité entre deux grands corps qui servent l'Etat, la police et la gendarmerie, je souhaite que le Gouvernement propose un jour la même solution pour les gendarmes. Ils accueilleraient cette mesure avec beaucoup de satisfaction. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. le président. La parole est à M. Frédéric-Dupont.

M. Edouard Frédéric-Dupont. Bien entendu, je voterai l'amendement n° 135, mais je souhaiterais connaître l'échéancier qui sera retenu par le décret.

Par ailleurs, monsieur le secrétaire d'Etat, je vous demande, dans votre élan, un effort supplémentaire pour une cause que nous avons toujours défendue ensemble. Il s'agit de la mensualisation des pensions civiles et militaires dans la région Ile-de-France.

Vous avez lutté avec moi pour l'obtenir. Nous avons obtenu de M. Papon l'engagement qu'elle interviendrait en 1982. Or, depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, vous êtes étrangement silencieux. Sur ce point, nous sommes en recul par rapport aux promesses et aux engagements qui avaient été pris par le précédent gouvernement et, seule, l'Ile-de-France se trouve pénalisée à l'heure actuelle.

M. le président. Monsieur Frédéric-Dupont, ne boudons pas notre plaisir ! *(Sourires.)*

Je mets aux voix l'amendement n° 135.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 4 —

DEMANDES DE VOTE SANS DEBAT

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission des affaires étrangères demande le vote sans débat des projets de loi adoptés par le Sénat :

1° Autorisant la ratification d'une convention internationale pour la protection des obtentions végétales ;

2° Autorisant l'approbation, d'une part, de l'échange de lettres du 2 avril 1979 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à certaines dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage de Kehl-Strasbourg et, d'autre part, de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1981 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du barrage de Kehl-Strasbourg.

En application de l'article 104 du règlement, ces demandes ont été affichées et notifiées. Elles seront communiquées à la conférence des présidents au cours de la première réunion suivant la distribution des rapports de la commission.

— 5 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Zeller un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation, d'une part, de l'échange de lettres du 2 avril 1979 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à certaines dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage de Kehl-Strasbourg et, d'autre part, de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1981 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du barrage de Kehl-Strasbourg (n° 1139).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1205 et distribué.

J'ai reçu de M. Zeller un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale pour la protection des obtentions végétales (n° 976).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1206 et distribué.

— 6 —

DEPOT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu de M. Jacques Mellick un rapport d'information déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères, sur les émissions radiophoniques vers l'étranger, en conclusion des travaux d'une mission d'information composée de MM. Xavier Deniau, Alain Madelin, Jacques Mellick, Mme Veronique Netertz, MM. Philippe Sanmarco, Guy Vadepied et Théo Vial-Massat.

Le rapport d'information sera imprimé sous le numéro 1207 et distribué.

— 7 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI MODIFIE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1208, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

— 8 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI
MODIFIEE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant création d'une délégation parlementaire pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 1204, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges.

— 9 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Vendredi 12 novembre 1982, à neuf heures trente, première séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1983, n° 1083 (rapport n° 1165 de M. Christian Pierret, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan).

Budget annexe des postes et télécommunications et article 72 : Annexe n° 50. — M. Alain Bonnet, rapporteur spécial ; avis n° 1170, tome X de M. Jean Jarosz, au nom de la commission de la production et des échanges.

Commerce extérieur :

Annexe n° 9. — M. Paul Chomat, rapporteur spécial ; avis n° 1167, tome V, de M. Théo Vial-Massat, au nom de la commission des affaires étrangères ; avis n° 1170, tome IV de M. Alain Mayoud, au nom de la commission de la production et des échanges.

Défense et budget annexe des essences :

Commission des finances, de l'économie générale et du Plan : Annexe n° 44. — M. Jean-Yves Le Drian, rapporteur spécial ; annexe n° 45. — M. Michel Inchauspé, rapporteur spécial.

Commission des affaires étrangères :

Avis n° 1167, tome IX, de M. Pierre Lagorce.

Commission de la défense nationale et des forces armées :

Avis n° 1168 : politique de défense de la France - Tome I : M. Jacques Huyghues des Etages ; section commune et essences - tome II : M. Pierre Mauger ; section forces terrestres - tome III : M. Jean Combastel ; section marine - tome IV : M. Joseph Gourmelon ; section air - tome V : M. Loïc Bouvard ; section gendarmerie - tome VI : M. Robert Aumont.

A quinze heures, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt heures cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 16 novembre 1982, à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence.

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 18. Téléphone } Renseignements : 578-61-31 Administration : 578-61-39 TÉLEX 991176 F DIR JO-PARIS
Codes.	Titres.	France.	France.	
Assemblée nationale :				
	Débats :			
03	Compte rendu	36	320	
33	Questions	84	320	
Documents :				
07	Série ordinaire	468	802	
27	Série budgétaire	159	204	
Sénet :				
08	Débats	182	340	
09	Documents	468	828	

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des deux séances du mercredi 10 novembre 1982.

1^{re} séance : page 7001 ; 2^e séance : page 7017.

Prix du numéro : 2 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)